PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

24e ANNEE N° 27

DOCUMENTS du 2e CONGRÈS DEPUIS LA RÉUNIFICATION

(8e Congrès Mondial de la IVe Internationale)

5 - 12 décembre 1965

FEVRIER 1966 (1er trimestre)

24e ANNEE N° 27

SOMMAIRE

Contre la stratégie globale de l'impérialisme, une stratégie mondiale de la révolution socialiste 1

Communiqué 6

Manifeste du Congrès Mondial pour la défense de la révolution vietnamienne 7

Documents :

Résolution politique sur la situation mondiale 9

Progrès et problèmes de la révolution africaine 29

L'évolution du capitalisme en Europe occidentale et les tâches des marxistes révolutionnaires 57

Le conflit sino-soviétique et la crise du mouvement communiste international 73

***

Lettre ouverte au commandant Fidel Castro 89

Notre adresse :

QUATRIEME INTERNATIONALE

21, rue d'Aboukir, Paris 2e

Téléphone : GUT. 06-57

Permanence : tous les jours, de 17 à 18 h. 30.

Notre C.C.P. :

Pierre FRANK 12 648-46 PARIS

FÉVRIER 1966

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IVe INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale

LE CONGRES MONDIAL DE LA IVe INTERNATIONALE

Contre la stratégie globale de l'impérialisme, une stratégie mondiale de la révolution socialiste

En décembre 1965 s'est tenu, quelque part en Suisse, le Congrès Mondial préparé depuis près un an par les sections de la IVe Internationale.

Ce Congrès qui a passé en revue les progrès — sans pour autant se cacher certaines difficultés — du développement de la IVe Internationale a décidé de s'intituler **2e Congrès depuis la Réunification (8e Congrès Mondial)**, montrant par là et la continuité du combat mené par la IVe Internationale depuis sa fondation en 1938 et l'importance de la réunification scellée en 1963.

Il y avait à ce Congrès plus de soixante délégués et observateurs fraternels, envoyés par les organisations marxistes révolutionnaires de quasi tous les pays d'Europe occidentale, de plusieurs pays d'Afrique, d'Asie ainsi que de l'Amérique du nord et de l'Amérique latine. La lutte que mènent ces organisations et que mène la IVe Internationale tout entière, c'est la lutte pour l'organisation de la classe ouvrière en vue de conquérir le pouvoir d'Etat — et ce dans le monde entier. Leur but est un monde socialiste. La IVe Internationale est aujourd'hui la seule organisation du monde à n'avoir jamais douté que cette lutte n'est pas celle d'un avenir lointain, mais celle de notre époque, de **son** époque.

La période actuelle qui est une période de crise aiguë de la situation mondiale — que ne saurait dissimuler la conjoncture économique

des pays capitalistes économiquement développés — est caractérisée avant tout par la nécessité urgente de donner une réponse au problème-clef du prolétariat et de l'humanité entière : celui de la direction marxiste révolutionnaire. De moins en moins tenable est l'objection de de ceux qui, approuvant les analyses générales de la IV[e] Internationale estiment qu'elle est, comme organisation, chose superflue, « inutile ». Car, sans cette organisation, sans ses congrès comme celui qui vient d'avoir lieu, comment pourraient être élaborées ces analyses ? Elles reposent non seulement sur un programme, fruit des expériences passées du mouvement ouvrier, mais aussi nécessairement sur l'activité quotidienne des marxistes révolutionnaires dans la lutte de classe de leurs pays respectifs et l'intégration de celle-ci par une organisation internationale. L'union de la pensée et de la pratique est tout aussi indispensable à l'échelle internationale qu'à l'échelle nationale, et sans une action menée par une organisation internationale, il ne peut y avoir de compréhension profonde de la marche de la révolution mondiale à notre époque.

En outre, au moment où des reculs temporaires mais importants de la révolution ont eu lieu — qu'il s'agisse du coup d'Etat réactionnaire d'avril 1964 au Brésil ou de la saignée récente en Indonésie — dont la cause essentielle est l'absence d'une direction véritablement reconnue par de larges masses, il est plus que jamais nécessaire de s'atteler à la tâche numéro 1, qui est celle de construire, de développer des partis marxistes révolutionnaires qui sachent s'imposer auprès de l'opinion ouvrière.

Au moment où l'impérialisme américain, gendarme en chef du capitalisme international, exploite toutes les brèches laissées ouvertes, au moment où il intensifie son agression au Vietnam, au moment où il intervient pour sauvegarder un régime failli, au Brésil, en Indonésie, à Saint-Domingue, dans les républiques de l'Afrique centrale, au moment où il n'hésite pas à recourir aux assassinats de militants comme Patrice Lumumba, Ruben um Niobé, Malcolm X, Mehdi Ben Barka, il est impératif de lui opposer une stratégie globale, une stratégie qui forme à la fois un gigantesque volant de sécurité pour les Etats ouvriers, une force de solidarité agissante pour les mouvements révolutionnaires actuellement en lutte contre l'impérialisme et une force de préparation des mouvements de demain dans les métropoles impérialistes.

Une telle exigence, au moins en ce qui concerne une partie de ces objectifs, devient de plus en plus ressentie. Bien que l'idée de l'Internationale ait été une des plus perverties par la social-démocratie et le stalinisme, la nécessité de cette stratégie globale commence à percer, et les directions les plus « nationales » se trouvent contraintes objectivement à y donner une certaine réponse. Mais, dans les conditions présentes, en raison des traits spécifiques des directions de masse et du poids qu'y jouent les interventions d'Etats, y compris d'Etats ouvriers, les réponses de ces conférences internationales sont limitées, insuffisantes, et n'atteignent jamais une véritable stratégie globale de la révolution socialiste mondiale. Seule la IV[e] Internationale est à présent en état de donner cette réponse indispensable au mouvement de la classe ouvrière et des masses opprimées du monde entier. Malheur à ceux qui voudraient, au nom d'une prétendue « efficacité », opposer une pratique basée sur la confusion et le pragmatisme à la pensée marxiste révolutionnaire.

Il était naturel qu'une grande partie des discussions auxquelles prirent part les délégués au Congrès Mondial de la IV[e] Internationale ait été axée autour de la stratégie de solidarité avec la Révolution vietnamienne, et que le Manifeste adressé par le Congrès aux masses travailleuses du monde entier soit également consacré à les appeler à aider la lutte héroïque des masses de ce pays, dressées depuis plus de vingt-cinq années, contre les impérialistes français, japonais et américain. Pour la IV[e] Internationale, la guerre menée par l'impérialisme au Vietnam est une sale guerre qui doit être combattue par tous les moyens, la guerre menée par le peuple vietnamien une guerre juste qui doit être soutenue jusqu'à sa victoire.

Les documents adoptés par le Congrès Mondial sont reproduits dans ce numéro spécial de notre revue. Donnons donc un aperçu des problèmes discutés.

Les débats du Congrès ont surtout porté, à partir de documents préparés par le Secrétariat Unifié sortant, sur quatre ordres de questions différentes. Les débats sur les documents relatifs d'une part aux développements du conflit sino-soviétique, et d'autre part à la situation en Europe occidentale, ont surtout donné lieu à des mises au point et à des précisions sur des questions qui avaient été depuis longtemps débattues et suivies de très près par la IV[e] Internationale.

Dans la question du conflit sino-soviétique, le rapporteur examina la signification du document paru dans les publications du PC chinois le 11 novembre dernier qui approfondit encore davantage les divergences. Rappelant les positions adoptées au Congrès de Réunification de la IV[e] Internationale en 1963, donnant un appui critique à l'opposition chinoise au révisionnisme des dirigeants soviétiques, le rapporteur a souligné notre critique de la caractérisation, faite par les dirigeants chinois, de l'évolution de la société soviétique (retour au capitalisme), caractérisation qui n'est pas loin de rappeler les outrances de groupes sectaires, mais dont les conséquences pourraient être beaucoup plus importantes.

Dans ses documents sur la situation en Europe occidentale, la IV[e] Internationale exprime l'idée essentielle que la victoire socialiste dans les pays capitalistes avancés constitue, en dernière analyse, la seule garantie totale d'une véritable paix à l'échelle mondiale. Il faut remarquer que seule la IV[e] Internationale formule consciemment et explicitement cette thèse, sans laquelle est ouverte une brèche par où peut passer la stratégie de « coexistence pacifique » des dirigeants du Kremlin.

« Progrès et problèmes de la révolution africaine », le troisième document soumis par le Secrétariat Unifié, anaysait en particulier la situation créée et les problèmes posés par la naissance et l'évolution d'un certain nombre d'Etats africains où des transformations révolutionnaires parfois très considérables ont été effectuées, du Mali à l'Egypte en passant par le Ghana ou la Guinée. Pour les marxistes révolutionnaires, il s'agissait de problèmes tout à fait nouveaux, d'une complexité et d'une spécificité résultant du niveau général de départ de ces transformations, des traits particuliers des sociétés dans lesquelles elles se produisent. La théorie de la révolution permanente, élaborée par Léon Trotsky il y a soixante années lors de la première Révolution russe, est indispensable pour s'orienter dans l'étude de ces nouveaux problèmes,

mais elle ne suffit pas à saisir un ensemble de phénomènes qui ne sont pas comparables à ceux qui se produisent dans d'autres continents qui ont été colonisés comme l'Afrique, mais avec un tout autre niveau de développement des sociétés et des forces productives.

La discussion de ce document a également porté sur les enseignements à tirer de la crise de la révolution algérienne qui a abouti, le 19 juin 1965, à la concentration du pouvoir entre les mains de Boumedienne. Si le Congrès Mondial a été unanime à y voir un coup à droite qui a accru tous les dangers menaçant les conquêtes acquises, une discussion animée porta sur la caractérisation que l'Internationale avait faite du gouvernement Ben Bella comme gouvernement ouvrier et paysan, dans le sens donné par l'Internationale communiste à ses 3e et 4e Congrès, et par le Programme de Transition de la IVe Internationale. Le Congrès Mondial approuva à la majorité relative l'adoption de cette qualification. Mais il décida que la discussion ouverte sur les progrès et problèmes de la Révolution africaine, y compris sur la caractérisation du gouvernement Ben Bella, ne se trouverait pas close avec l'adoption du document et qu'elle se poursuivrait à la lumière des développements nouveaux inévitables. Au sujet de cette discussion, il faut particulièrement signaler l'intervention d'un camarade nigérien qui constitua certainement une des plus remarquables contributions d'un marxiste africain pour la compréhension de ces nouveaux problèmes.

Le quatrième document, la résolution politique générale, examinait de façon synthétique les grandes questions de notre époque : les développements dans les Etats ouvriers, en particulier les récentes réformes économiques appliquées dans un certain nombre d'entre eux ; les tendances économiques du capitalisme à l'heure actuelle et l'influence de la guerre du Vietnam sur la conjoncture économique ; les causes des reculs temporaires mais importants de la révolution au Brésil, en Indonésie et dans d'autres pays, etc. Dans les discussions de ce rapport il faut signaler les contributions importantes des délégués du Mexique, du Venezuela, de l'Argentine, à propos du développement de la lutte armée en Amérique latine ; ils ont souligné la nécessité de la participation ou du front unique avec des mouvements de guerilleros, impliquant le droit et même le devoir de critique de certaines tendances aventuristes, critique qui est elle-même subordonnée à l'unité profonde avec ces mouvements contre le réformisme de la plupart des Partis communistes de cette région du monde et leurs bavardages sur la « voie pacifique ».

Une discussion séparée eut lieu à propos de la situation qui existe à Ceylan, depuis que la direction de l'ancien Lanka Sama Samaja Party, conduite par N.M. Perera, L. Gunawardene et Colvin R. de Silva, a capitulé devant la bourgeoisie de « gauche » en collaborant avec elle, d'abord au niveau gouvernemental puis dans l'opposition. Depuis la tenue du Congrès Mondial, on a pu assister au spectacle honteux d'une ancienne direction trotskyste, rivalisant de chauvinisme anti-tamil avec le PC pro-Moscou et le parti de Madame Bandaranaike. Le Congrès a discuté de la tactique de la section trotskyste, le LSSP (Révolutionnaire) et a adopté un texte axé sur la nécessité de provoquer la rupture de la collaboration de classe par l'intervention des masses.

Le rapport d'activité de la direction sortante a enregistré le succès et la consolidation de la réunification effectuée au Congrès précédent.

Sauf un groupe en Angleterre et un groupe en France, l'écrasante majorité des organisations trotskystes se trouve dans la IV[e] Internationale ou bien, lorsque la législation dans le pays empêche l'adhésion formelle, la soutient chaleureusement. En outre, à aucun moment les discussions à l'intérieur de l'Internationale n'ont fait ressurgir les clivages précédents. Le rapport d'activité a également enregistré le renforcement de nombreuses sections et la création de nouvelles.

Le renforcement numérique a certainement été rendu plus facile par la réunification qui a enrayé les tendances centrifuges qui s'étaient manifestées dans notre mouvement pendant plusieurs années. Ce renforcement s'est traduit entre autre par un très considérable rajeunissement des organisations, des dirigeants et des délégués au Congrès lui-même. Aussi, le départ d'une petite tendance groupée autour de Pablo et qui s'était montrée systématiquement indisciplinée depuis le précédent Congrès Mondial, n'a pas affecté l'Internationale, ceux qui l'ont quitté ayant perdu la perspective de son développement.

Le Secrétariat Unifié sortant avait préparé un certain nombre de modifications aux statuts de l'Internationale. Le Congrès a décidé de les soumettre à la discussion de toute l'organisation pour ne les présenter définitivement au vote qu'au prochain Congrès Mondial.

Dans l'ensemble, le Congrès Mondial a donc permis à la IV[e] Internationale d'aborder ses tâches avec une confiance et des moyens accrus. Loin de contempler de l'extérieur l'action de forces « objectives », elle poursuit sa participation à la lutte révolutionnaire avec une vigueur redoublée. Ses militants savent que la théorie révolutionnaire ne devient une force matérielle que quand elle s'empare des masses. Sur cette voie, ils savent aussi qu'ils n'ont pas de temps à perdre.

Le 25 janvier 1966.

COMMUNIQUÉ

Le 2e Congrès Mondial depuis la réunification de la IVe Internationale (le 8e Congrès depuis la fondation du mouvement) s'est tenu en Suisse du 5 au 12 décembre 1965. Plus de soixante délégués fraternels et invités, en provenance de vingt-cinq pays, de tous les continents, ont participé à ses travaux. Les sections de huit pays n'ont pu être représentées, la plupart en raison de la répression qui sévit dans leurs pays respectifs, certaines par suite de difficultés matérielles insurmontables ; elles ont adressé des messages de salutation au Congrès.

Le Congrès Mondial s'est tenu sous la présidence d'honneur des camarades péruviens Hugo Blanco, Vladimir Valer, Daniel Perera, du camarade bolivien Elio Vasquez et du camarade indien Kanai Pal, député à la Diète du Bengale occidental, emprisonnés. Le Congrès a salué la mémoire du camarade bolivien César Lora et de l'étudiant grec Sotiris Petroulas, assassinés par les forces de répression bourgeoises. Il a adressé son salut aux militants emprisonnés par le capitalisme dans de nombreux pays (Pérou, Bolivie, Argentine, Afrique du Sud...), aux militants algériens emprisonnés par le régime de Boumedienne, aux jeunes révolutionnaires emprisonnés dans les Etats ouvriers. Le Congrès a rendu hommage aux trotskystes et amis du mouvement morts depuis le précédent congrès : Jules Henin (Belgique), Art Preiss (Etats-Unis), John Baird (Angleterre), Alfred Rosmer (France), Raphaël Zakine (Algérie).

Le Congrès Mondial de la IVe Internationale a lancé un appel aux travailleurs du monde entier pour un soutien accru au peuple vietnamien en lutte contre l'impérialisme américain.

Le Congrès a enregistré avec une grande satisfaction que la réunification effectuée au congrès précédent, en 1963, après une scission qui dura dix ans, a été consolidée et renforcée au cours de la période écoulée.

Le Congrès a discuté les questions suivantes :

a) *le conflit sino-soviétique (rapporteur : Livio MAITAN),*

b) *l'évolution du capitalisme en Europe occidentale (rapporteur : Ilario RIVERA),*

c) *les problèmes de la révolution africaine (rapporteur : Livio MAITAN),*

d) *la situation politique internationale et les tâches des marxistes révolutionnaires (rapporteur : E. GERMAIN),*

e) *le rapport d'activité (rapporteur : Pierre FRANK).*

Après discussion, le Congrès a voté des textes sur les questions politiques débattues et adopté le rapport d'activité. Il a élu un nouveau Comité Exécutif International. Il a enregistré que la fraction Pablo, qui avait rompu toute discipline et refusé d'appliquer les décisions du congrès précédent, s'était, en se constituant en organisation indépendante, de ce fait, mise hors des rangs de la IVe Internationale.

Un projet de nouveaux statuts, présenté par le Secrétariat Unifié sortant, a été soumis à la discussion de l'Internationale en vue du prochain Congrès Mondial.

Le Congrès Mondial a été, en premier lieu, caractérisé par une importante représentation de cadres jeunes, témoignage du recrutement effectué par les sections de la IVe Internationale au cours des récentes années et de la formation de nouvelles sections dans des pays entraînés par la révolution coloniale. Ce rajeunissement s'est également exprimé dans la composition des nouveaux organismes dirigeants issus du Congrès.

Le 14 décembre 1965.

AUX TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER

Aidez, assistez, soutenez la révolution vietnamienne contre l'impérialisme américain

Travailleurs,

La IV^e^ Internationale, Parti mondial de la Révolution socialiste, réunie en son deuxième Congrès Mondial depuis la réunification (huitième Congrès Mondial depuis sa fondation), vous adresse un appel pressant pour apporter une aide et une assistance effective aux masses populaires vietnamiennes aux prises avec une agression sans cesse plus féroce de la part de l'impérialisme américain.

L'héroïsme de ces masses, en lutte depuis vingt-cinq ans pour leur libération nationale et sociale, force le respect de tous. Les armes à la main, les ouvriers et paysans pauvres du Vietnam ont démontré que la toute-puissance de l'impérialisme américain est un mythe sans fondement, que même un petit pays peut tenir tête à la première puissance du monde, à partir du moment où il combat pour une juste cause et où ce combat jouit de l'appui du peuple tout entier.

Le combat que mènent les masses vietnamiennes pour repousser l'agresseur impérialiste américain est un combat pour tous les travailleurs du monde. **Si ce combat n'avait pas été mené avec un courage exemplaire, les impérialistes essaieraient avec une insolence croissante d'écraser dans le sang tout mouvement de libération, où qu'il puisse éclater dans le monde ; ils chercheraient de plus en plus à grignoter, à saper, voire à réduire la partie du monde déjà arrachée à leur exploitation.**

Comme, malgré toute sa couardise, la bureaucratie soviétique n'est pourtant pas prête au suicide, l'escalade de l'impérialisme américain risque, si elle n'est pas arrêtée fermement à temps, d'atteindre le niveau où elle déboucherait sur la menace immédiate d'une guerre nucléaire mondiale. Combattre l'agression impérialiste aujourd'hui, quand il est encore temps et quand l'échéance nucléaire n'est pas encore imminente, c'est combattre également pour préserver l'existence même du genre humain.

Précisément parce que les masses héroïques du Vietnam combattent pour les travailleurs du monde entier, il serait indigne de continuer à les abandonner pratiquement seules en première ligne de la lutte commune contre l'impérialisme. Devant contenir toutes seules l'assaut de centaines de milliers de soldats américains, équipés des armes les plus modernes, elles payent d'un prix de plus en plus lourd en sacrifices leur attachement à la cause de leur émancipation et du socialisme international. Le nombre de morts ne se compte plus. Le pays se couvre de ruines. Les bandits impérialistes y essaient leurs armes nouvelles les plus barbares, détruisant la végétation, empoisonnant les cours d'eau, expérimentant des gaz toxiques.

Il est urgent que l'impérialisme sente directement l'indignation et la révolte des peuples contre son agression au Vietnam. Il est urgent que les masses combattantes vietnamiennes reçoivent une aide effective, autrement qu'en bonnes paroles et en appels « pour la paix par la négociation » qui font ricaner l'ennemi.

Travailleurs communistes, membres des Partis communistes, ouvriers, jeunes intellectuels des Etats ouvriers : déclenchez et amplifiez votre campagne pour obliger le Kremlin à cesser ses louches conciliabules avec l'agresseur impérialiste au même moment où il n'accorde aux héroïques masses de la République Démocratique du Vietnam et au F.L.N. du Sud-Vietnam qu'une misérable aide au compte-goutte. Reprenez par millions le mot d'ordre « Des avions, des fusées pour le peuple vietnamien ! »

Travailleurs, paysans pauvres, militants nationalistes des pays semi-coloniaux : dressez-vous résolument contre l'impérialisme, frappez-le partout à la fois. Profitez du fait qu'il a engagé ses principales forces au Vietnam pour multiplier les nouveaux fronts et abattre ses laquais et ses valets partout où les conditions sont favorables !

Travailleurs des pays impérialistes : dans des manifestations et des grèves, exigez le retrait immédiat et inconditionnel des troupes impérialistes du Vietnam ! **Dockers, cheminots, camionneurs, refusez de transporter armes et munitions qui aident l'impérialisme à poursuivre sa sale guerre répressive contre le peuple vietnamien en lutte pour sa liberté.**

Travailleurs, étudiants, jeunes, soldats, combattants noirs des Etats-Unis : le peuple vietnamien ne demande qu'une seule chose, qu'on le laisse librement disposer de son sort. **Votre gouvernement impérialiste mène contre ce peuple le même genre de guerre d'oppression que les Britanniques ont menée contre votre propre Déclaration d'indépendance en 1776, que les impérialistes nazis ont mené contre les peuples d'Europe de 1939 à 1945, que l'impérialisme français a mené contre le peuple algérien de 1954 à 1962. Reprenez le vieux mot d'ordre socialiste :** pas un homme, pas un sou pour cette sale guerre impérialiste ! **Rassemblez-vous toujours plus nombreux, dans un puissant front de combat, pour mettre fin à la guerre, en ramenant aux Etats-Unis les soldats qui tombent au Vietnam pour que les coffres-forts de vos banquiers continuent à se remplir.**

Travailleurs du monde entier : obligez les dirigeants de toutes les organisations de masse, les dirigeants de tous les Etats ouvriers qui prétendent parler au nom du socialisme, à former un inébranlable front unique anti-impérialiste **qui fera reculer l'impérialisme sous l'effet des coups terribles qui lui seront portés !**

La IV^e^ Internationale qui groupe aujourd'hui dans quarante pays des sections et des militants révolutionnaires trempés au combat, vous appelle à combiner avec le maximum de vigilance et d'esprit critique envers des directions traîtres ou incapables, le maximum d'efforts pour unifier dans la lutte tous ceux qui sont prêts à appuyer en pratique l'héroïque peuple vietnamien.

A bas l'agression impérialiste contre le Vietnam !

Vive la solidarité effective du prolétariat mondial avec la révolution vietnamienne !

Vive la révolution socialiste mondiale !

LE CONGRES MONDIAL DE LA IV^e^ INTERNATIONALE.

Le 15 décembre 1965.

Résolution politique

sur la situation internationale et les tâches des marxistes révolutionnaires

Depuis la crise de Cuba d'octobre 1962, l'impérialisme américain a intensifié son activité contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale. D'une manière de plus en plus systématique, il joue le rôle de gendarme mondial du Capital et des classes possédantes, intervenant ouvertement dans l'évolution intérieure de tous les pays où la montée du mouvement de masse risque de faire avancer la cause de la révolution. Que ce soit sous la forme de coups d'Etat manigancés par la CIA ou d'interventions militaires ouvertes, ce rôle de Washington comme centre de la contre-révolution internationale s'est successivement précisé au Brésil, au Congo, au Vietnam, à Saint-Domingue et en Indonésie.

Il s'agit chaque fois de crises ou de guerres « locales », qui se produisent toutefois dans un climat de boom de l'économie américaine et de confiance croissante des impérialistes américains en leurs propres forces. Dans ces conditions, il est douteux qu'ils aient calculé de poursuivre l'action jusqu'au point de risquer un conflit nucléaire qui pourrait impliquer leur perte. Cependant, l'absence de riposte énergique de la part des dirigeants soviétiques et — quoique avec une moindre responsabilité — des dirigeants chinois les encourage à franchir de nouveaux échelons dans leur « escalade », ce qui accroit considérablement les menaces d'une guerre nucléaire mondiale.

La division de plus en plus prononcée du « camp socialiste », la passivité scandaleuse de ses principaux dirigeants devant « l'escalade » de l'impérialisme, l'appui criminel des directions des grandes organisations ouvrières des pays capitalistes à la politique étrangère de la classe dominante et le manque de coordination entre les mouvements révolutionnaires qui s'attaquent directement aux positions impérialistes, font que l'impérialisme a pu marquer des points incontestables dans ses agressions contre-révolutionnaires au cours des dernières années.

Auparavant, des conditions objectives extrêmement favorables avaient permis des victoires spectaculaires de la révolution dans des pays semi-coloniaux, même en l'absence d'une direction révolutionnaire, vu l'extrême faiblesse et l'isolement des classes possédantes indigènes que la révolution renversa. L'intervention systématique de l'impérialisme américain met aux prises aujourd'hui la révolution avec un ennemi autrement puissant, ce qui exige des directions beaucoup plus compétentes et beaucoup mieux intégrées internationalement que celles qui existent actuellement pour remporter des succès décisifs.

Mais les succès de l'impérialisme n'ont pu ni enrayer ni refouler la marche de la révolution coloniale, nourrie par des conditions objectives que l'impérialisme s'est montré totalement incapable de modifier de manière tant soit peu adéquate. Nulle part, il n'a réussi à stabiliser la situation ni à briser la volonté combative des masses.

L'exemple de la Grèce a démontré une fois de plus que, dans les pays capitalistes subsiste un potentiel de combativité des masses quii s'exprime périodiquement dans des luttes grandioses.

Enfin — résultat imprévu par l'impérialisme — « l'escalade » du Pentagone a provoqué dès le début de la nouvelle guerre du Vietnam, dans la jeunesse américaine et parmi les intellectuels, une opposition à cette guerre qui a élargi le cercle des forces anti-impérialistes et anti-capitalistes à l'échelle mondiale. Jointe au mouvement de masse noir de plus en plus explosif, elle démontre l'instabilité fondamentale du capitalisme américain et fournit un avant-goût de la rapidité avec laquelle une crise politique et sociale peut se développer aux Etats-Unis lorsque les conditions de cette crise ont mûri.

Comprenant dès lors que la dynamique mondiale des rapports de forces reste globalement défavorable au capitalisme, les marxistes révolutionnaires doivent s'efforcer de rendre plus efficaces les immenses forces engagées dans la lutte pour la transformation socialiste du globe en se battant conjointement pour un Front Unique anti-impérialiste de défense de la révolution vietnamienne et pour la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire à la hauteur des possibilités de la révolution mondiale à notre époque.

— I —

L'EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE

A) Dans le monde capitaliste

La situation économique au cours des trois dernières années a continué à être caractérisée par le contraste entre la stagnation relative de l'économie des pays coloniaux et semi-coloniaux et l'expansion économique qui s'est poursuivie dans les pays impérialistes. Il est vrai que l'accélération de cette expansion dans le principal pays impérialiste — les Etats-Unis — a provoqué un accroissement du volume des ventes de matières premières des pays coloniaux et semi-coloniaux aux pays impérialistes, ce qui a entraîné récemment une hausse des cours de certaines matières premières et même, pour l'année 1964 et le premier semestre de l'année 1965, la disparition du déficit de la balance commerciale des pays coloniaux et semi-coloniaux dans leurs échanges avec les pays impérialistes. Cependant cette légère amélioration de leur situation commerciale (qui a d'ailleurs eu des conséquences sur le plan politique dans plusieurs pays semi-coloniaux) n'a pas modifié l'énorme brèche entre les pays impérialistes et les pays arriérés ; au contraire, cette brèche n'a cessé de s'élargir, notamment en matière de revenu par tête d'habitant. Le fait que cette brèche ne soit plus acceptée par les peuples habitant le « tiers-monde », et le fait que l'impérialisme ne réussisse pas à la combler par des méthodes réformistes, constituent les principaux moteurs qui stimulent la révolution coloniale.

Au cours des dernières années, la conjoncture économique n'a pas évolué parallèlement dans tous les pays impérialistes. Certains d'entre eux (Etats-Unis, Canada, Allemagne occidentale) continuent à vivre une expansion ; d'autres (Grande-Bretagne, Belgique) connaissent une conjoncture plus hésitante qui, pour des raisons de déclin initial de la demande extérieure, ou à la suite de mesures de déflation interne, évoquent le spectre de la récession ; d'autres encore (Japon, Italie, France) ont vécu depuis 18 mois une récession réelle qui s'est traduite dans une chute effective de la production de l'industrie manufacturière, des réductions d'horaires et des licenciements massifs.

Ces décalages dans le cycle de l'économie capitaliste — qui étaient apparents depuis plusieurs années déjà (l'Allemagne occidentale et l'Italie n'avaient pas connu de récession en 1957-1958 ; l'Allemagne occidentale avait connu un important ralentissement de sa croissance entre octobre 1962 et octobre 1963, en plein boom américain) — contribuent à atténuer l'effet des récessions dans les pays où elles se produisent, et retardent l'éclatement d'une récession générale de l'économie des pays impérialistes.

Cependant cette récession générale reste inévitable. Dans l'ensemble, l'expansion s'est essoufflée et ralentie partout ou est sur le point de le faire. La capacité excédentaire qui existe dans une série de secteurs-clés de l'industrie pèse lourdement sur les investissements dans ces secteurs, aussi bien en Europe occidentale qu'en Amérique du nord et au Japon. La politique « anti-crise » couramment suivie par les gouvernements impérialistes n'a pas manqué de saper de plus en plus, comme prévu, le pouvoir d'achat de leurs monnaies. Le déficit permanent de la balance des paiements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne déterminent une détérioration de la position du dollar et de la livre sterling, les deux monnaies qui, ensemble avec l'or, font aujourd'hui fonction de moyens de paiement internationaux, et inquiète de plus en plus la bourgeoisie mondiale. Quelles que soient les solutions immédiates apportées à cette crise, l'économie impérialiste restera placée devant le dilemme : ou bien crise grave de surproduction ou bien inflation croissante liée à des récessions périodiques.

L'accroissement des dépenses d'armement perdra de même son efficacité pour relancer sérieusement une économie impérialiste déjà caractérisée par un niveau

très élevé de ces dépenses. Une première menace d'essoufflement du boom américain en 1965 semble avoir été en partie conjurée par l'importante augmentation des dépenses militaires découlant de l'agression impérialiste au Vietnam. Mais cette augmentation même limite les possibilités d'empêcher l'éclatement d'une véritable récession par un nouveau bond de ces dépenses dans les années à venir.

D'autre part, la terrible stagnation du niveau de vie des larges masses dans des pays comme l'Inde ou l'Indonésie, l'échec total de « l'alliance pour le progrès » qui n'a pas stimulée une importante croissance économique en Amérique latine, où l'inflation galopante désorganise par ailleurs la vie économique et abaisse le niveau de vie des masses dans des pays comme le Brésil, la Colombie, l'Equateur, etc., ne permettent pas aux pays coloniaux et semi-coloniaux de jouer le rôle d'un véritable relais des mesures anti-crise classiques pour relancer le boom actuel qui s'essouffle. La même remarque s'applique à l'accroissement du volume du commerce impérialiste avec les Etats ouvriers, accroissement qui est un fait et qui déclenche une virulente concurrence inter-impérialiste, mais qui ne porte et ne pourra porter que sur une fraction fort réduite du commerce mondial global et ne représente donc pas un véritable « marché de remplacement » pour l'économie impérialiste.

Ce sont les facteurs sus-mentionnés d'essoufflement partiel du boom dans certains pays, de récession dans d'autres, de disparition progressive de facteurs permettant une relance importante de l'expansion à l'échelle mondiale, qui expliquent en dernière analyse l'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste à laquelle nous assistons pour le moment, exacerbation qui constitue en quelque sorte la toile de fond des nombreux conflits politiques qui ont opposé et qui opposent encore les puissances impérialistes (rivalités USA-Europe sur le Marché européen ; rivalité France-5 partenaires au sein du Marché Commun ; rivalité Marché Commun-Grande-Bretagne au sein du marché européen ; rivalité Grande-Bretagne-Allemagne occidentale-Etats-Unis dans le sud-est asiatique, au Moyen Orient, au Canada et en Australie, etc.). Mais ces conflits continuent à se placer dans le cadre d'une communauté de vue fondamentale concernant les rapports avec la révolution coloniale et avec les Etats ouvriers, aucune des puissances impérialistes n'étant prête à rompre leur alliance, même si elles proposent des tactiques différentes pour faire face à ce qui est leur ennemi commun.

B) Dans les Etats ouvriers

L'économie des Etats ouvriers a continué à progresser à des taux de croissance annuelle en moyenne largement supérieurs à ceux des pays impérialistes, à connaître des difficultés mais à ignorer les récessions et à démontrer ainsi la supériorité intrinsèque de l'économie fondée sur la nationalisation des moyens de production et la planification, sur le mode de production capitaliste, quelles que puissent être les extrapolations et les conclusions superficielles qu'idéologues bourgeois et petits bourgeois tirent des dernières réformes bureaucratiques introduites dans la gestion de l'économie soviétique au nom du principe de la « rentabilité individuelle des entreprises ».

Cette constatation n'est pas en contradiction avec le ralentissement de la croissance du revenu national qu'ont connu l'URSS, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Ceci est dû aux effets d'une crise agricole chronique qui se prolonge, et dans l'industrie aux innombrables freins suscités par la gestion bureaucratique.

Pour sortir de l'impasse, les dirigeants de la bureaucratie soviétique ont une fois de plus cherché à réformer le système de planification et de direction des entreprises, mais sans toucher à l'essentiel. Il n'y a ni participation large et démocratique des masses à l'élaboration, à l'application et au contrôle du plan, ni véritable gestion ouvrière des entreprises, ni véritable démocratie soviétique au niveau de l'Etat. Dans ces conditions, la dernière réforme donnera ce qu'ont donné les précédentes : un redémarrage temporaire et le remplacement d'un groupe d'anciennes contradictions bureaucratiques (hypercentralisation ; particularismes des ministères ; particularismes régionaux) par un groupe de contradictions nouvelles, qui feront de nouveau baisser le taux de croissance quand auront disparu ses effets momentanés.

Les dirigeants bonapartistes de la bureaucratie ont fait quelques concessions aux directeurs d'entreprise qui, depuis des années, réclament des droits accrus à la fois par rapport aux travailleurs et par rapport aux organes centraux. Mais ils ont en même temps renforcé l'appareil central par la reconstitution des ministères économiques et la suppression des sovnarkhozes, montrant par là qu'ils craignent la dynamique propre qu'une décentralisation bureaucratique ne manque pas d'introduire dans une économie planifiée.

Les effets d'un excès de décentralisation sont clairement apparus en Yougoslavie, où celle-ci n'a pas seulement augmenté le désordre économique général, l'inflation et l'inégalité sociale, mais a également obligé les dirigeants à opérer une réforme qui signifie un abaissement sévère du niveau de vie des masses et risque même de provoquer des licenciements massifs dans les entreprises.

Trouver une juste combinaison indispensable entre l'autogestion ouvrière au niveau des entreprises et la planification au niveau de l'économie dans son ensemble, n'est pas en premier lieu une question de techniques à découvrir ou de « modèles économiques » à inventer ; c'est avant tout une question de forces sociales à mobiliser et à mettre en valeur. Dans ce sens, la bureaucratie est obligée, de par sa situation sociale, à ne pouvoir appliquer que des réformes de valeur partielle ou carrément douteuse, et ces réformes sont nécessairement appelées à se succéder les unes aux autres, sans donner une solution fondamentale aux problèmes posés par l'économie des Etats ouvriers. Il est nécessaire de tenir compte de ce fait fondamental pour ne pas être surpris périodiquement par de brusques chutes du taux de croissance, qui se produiront également dans le cas de pays comme la République populaire de Roumanie. Ce pays connaît actuellement le taux de croissance le plus élevé de l'Europe, moins par une organisation du système de la planification et de la gestion s'appuyant sur la démocratie et l'auto-gestion socialiste des producteurs, que grâce à une combinaison judicieuse de techniques, de crédits et de commandes venues des pays impérialistes et des Etats ouvriers, ce qui est d'une efficacité limitée dans le temps.

La République populaire de Chine a réussi depuis plusieurs années à surmonter les effets les plus graves de la crise agricole déclenchée par les excès du « grand bond en avant ». La production agricole a été rétablie, le niveau de vie des masses a récupéré les pertes des années 1959-1962, la relance de l'industrie est aussi un fait. Ce rétablissement de la situation économique en Chine s'est fait sans un retour, même partiel, à l'agriculture privée. Le cadre de la commune reste sauvegardé, mais l'organisation du travail est ramenée au niveau du village, ce qui correspond à la nature actuelle des moyens de production et de la technique agricole. Le travail du paysan est à nouveau, et justement, consacré par priorité aux activités agricoles et non aux activités complémentaires, dont l'hypertrophie, au cours du « grand bond en avant », fut la cause essentielle de l'échec de celui-ci.

L'absence de l'aide soviétique, le repli autarcique de la Chine dont la disparition de cette aide est la cause principale, et les nécessités de la défense du pays contre l'impérialisme américain se font cruellement sentir : le rythme de l'industrialisation a du être ralenti par rapport aux prévisions des années 1957-1959, et les progrès d'assimilation de la technique contemporaine la plus avancée restent très modestes sauf dans quelques domaines spéciaux, surtout militaires. S'il a fallu à l'URSS, isolée, plusieurs décennies pour rattraper la technique de base des pays capitalistes industrialisés, l'œuvre exigerait beaucoup plus de temps en Chine, le pays partant d'un niveau beaucoup plus bas. Cette difficulté explique à la fois pourquoi les dirigeants chinois sont incontestablement intéressés à l'expansion internationale de la révolution et pourquoi le boycott partiel de la Chine par la bureaucratie soviétique constitue un coup véritablement criminel porté à la révolution chinoise et à la révolution internationale.

Il n'en est pas moins vrai que, dès maintenant, le niveau de développement économique et le degré de suppression des formes extrêmes de misère et de dégradation humaines atteint en Chine, contrastent de la manière la plus frappante avec ce qui existe dans le reste de l'Asie et en Afrique. C'est ce qui fait de la Chine un pôle d'attraction pour les masses opprimées de ces deux continents et qui explique fondamentalement la haine que les bourgeois et réactionnaires indiens, indonésiens, malais, thaïlandais, africains, etc. ressentent à l'égard de la révolution chinoise.

— II —

L'AGRESSION DE L'IMPERIALISME AMERICAIN CONTRE LE VIETNAM ET SES SUITES

L'agression de l'impérialisme américain contre le Vietnam constitue la première attaque ouverte de l'impérialisme contre le territoire d'un Etat ouvrier depuis la fin de la guerre de Corée, c'est-à-dire depuis plus de dix ans. Elle constitue une étape dans « l'escalade » de la lutte contre-révolutionnaire que l'impérialisme américain

mène de manière délibérée, à l'échelle mondiale, contre toute nouvelle avance de la révolution. Elle constitue un changement important de la situation internationale, l'impérialisme faisant dans la République démocratique du Vietnam ce qu'il n'a pas osé faire à Cuba en 1960-1962.

Elle démontre la nature complètement illusoire des conceptions khrouchtchéviennes de « coexistence pacifique » et de « collaboration pacifique » avec l'impérialisme américain, conceptions qui avaient atteint leur point culminant lors de la signature du traité de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires dans l'espace. Elle démontre que, contrairement à ce qu'affirmaient les apologistes du Kremlin, l'impérialisme n'est pas prêt et ne sera jamais prêt à s'abstenir devant la révolution en marche dans le monde, que le « refus d'exporter la contre-révolution » sous-jacent à la « coexistence pacifique », d'après ces apologistes, est un leurre. Malgré l'existence des armes nucléaires et des menaces qu'elle font peser sur le genre humain, le sort du monde dans lequel nous vivons est et restera tranché par la force dans la lutte de classe internationale entre les maîtres réactionnaires du capitalisme moribond et la poussée des masses humaines vers une planification économique scientifique et la société sans classe de demain. Tous ceux qui tendent à voiler ce fait, à mettre en sourdine ou à combattre la prise de conscience à son sujet, et à méséduquer les masses dans ce domaine, ne font en définitive que désarmer les prolétaires, au plus grand profit de l'impérialisme et de la bourgeoisie armés jusqu'aux dents.

Comment expliquer le fait que l'impérialisme ait décidé de passer en 1965 à une nouvelle étape de son « escalade » dans l'action contre-révolutionnaire globale ? Plusieurs facteurs y ont sans doute contribué : l'essoufflement progressif de l'expansion dans les pays impérialistes, l'importance économique et stratégique du sud-est asiatique qui risquait d'être pris à rebours et perdu dans son ensemble par une victoire imminente de la révolution sud-vietnamienne. Mais le facteur le plus important qui l'a décidé à agir fut sans aucun doute l'absence de cohésion entre les gouvernements des Etats ouvriers, et la faiblesse, les hésitations et la paralysie de la direction de la bureaucratie soviétique.

La suite des événements a prouvé que, du point de vue des intérêts de l'impérialisme et de la contre-révolution, les chefs de l'impérialisme américain ne se sont pas trompés.

Les excuses avancées dans les partis communistes par les dirigeants soviétiques et chinois, et par leurs avocats, pour justifier l'absence d'une aide suffisante à la République démocratique du Vietnam et au FNL du Sud-Vietnam, méritent à peine d'être réfutées. Il est vrai qu'elles sont un peu plus plausibles dans le cas de la Chine, qui d'une part ne dispose pas du matériel le plus moderne dont a besoin la République démocratique du Vietnam, et, d'autre part, se trouve directement menacée par un bombardement nucléaire, une des étapes suivantes de « l'escalade » américaine si celle-ci ne se heurte à une résistance efficace. Le même argument ne tient pas pour l'URSS, une attaque nucléaire contre l'URSS, capable de riposter sur le plan nucléaire avec des moyens terrifiants contre les USA, étant très improbable dans le contexte international actuel. Mais même les dirigeants chinois auraient pu fournir dès le début une aide matérielle beaucoup plus ample qu'ils ne l'ont fait.

D'autre part, il est faux de dire — comme le font les Chinois — que la situation au Vietnam est « excellente », et que l'impérialisme américain s'y est « enfoncé dans un bourbier ». Le peuple vietnamien a subi des sacrifices énormes, et la victoire de la révolution, qui paraissait imminente en janvier 1965, est remise à plus tard. Il est faux de dire que « l'isolement » de l'impérialisme dans le monde croît de plus en plus par suite de la condamnation « morale » que son agression provoque de toute part. S'il réussit à saigner à blanc le Nord-Vietnam et à arrêter, ne fût-ce que temporairement, les progrès de la révolution dans le sud, sa force et sa résolution seront accrues et ses alliés impérialistes accepteront plus que jamais sa direction de fait. Il est faux de croire ou de laisser croire, comme le font les khrouchtcheviens et les pacifistes, que des négociations dans les coulisses, des manœuvres diplomatiques ou des pressions de toutes sortes pourront amener l'impérialisme à reculer : les gangsters impérialistes ne respectent que la force. L'idée de recourir à la diplomatie secrète pour forcer l'impérialisme à reculer est illusoire. Elle apporte de l'eau au moulin de ceux qui voudraient donner à Washington un succès qu'il est incapable d'arracher sur le terrain, privant ainsi les masses vietnamiennes des fruits d'une victoire pour laquelle elles ont lutté pendant vingt ans, en payant avec d'innombrables sacrifices un lourd tribut de sang et de privations.

Il est faux d'affirmer comme le font les apologistes du Kremlin qu'une réaction soviétique plus vigoureuse accroîtrait aujourd'hui les risques d'une conflagration nucléaire. Jusqu'à quel point la Maison Blanche et le Pentagone pousseront-ils l'agres-

sion ? Il faut répondre : jusqu'au point où une résistance solide se sera manifestée ou deviendra imminente. Ainsi, devant une réponse faible à la fois de la part de Moscou et de Pékin, Johnson a continuellement étendu les opérations de sondage des forces militaires américaines. Il en résulte que l'enjeu a constamment augmenté. La menace à l'égard de la Chine et, en dernière analyse, à l'égard de l'Union soviétique s'est constamment aggravée, posant de manière de plus en plus nette le problème de la défense militaire de ces deux Etats ouvriers. De son côté, le Pentagone est de plus en plus tenté de passer à l'emploi d'armes nucléaires et même d'attaquer la Chine, au fur et à mesure que les forces américaines sont de plus en plus profondément impliquées. Ainsi la logique de la guerre que Johnson a déclenchée au Vietnam augmente le risque d'un conflit nucléaire, précisément parce que Moscou et Pékin ont tous deux réagi si faiblement et n'ont pas présenté une riposte de dissuasion efficace.

Au contraire, une réaction vigoureuse dès le début de l'agression américaine aurait fort probablement obligé l'impérialisme à rééexaminer la situation, à s'abstenir des formes les plus extrêmes d'agression, à hésiter avant de s'engager profondément sur le continent asiatique et peut-être même à reculer. Etant donné ces considérations, et à la lumière de l'expérience pratique de La Havane en défendant la révolution cubaine contre l'agression de l'impérialisme américain, Fidel Castro a demandé dans plusieurs discours une réaction rapide et énergique pour la défense du Vietnam comme moyen le plus efficace d'arrêter à temps « l'escalade ».

Contre l'agression impérialiste au Vietnam, et cherchant à surmonter la passivité et la désorganisation des forces anti-capitalistes face à cette agression, la IVe Internationale réitère avec force une des thèses fondamentales qu'elle défend depuis des années. Seule l'extension internationale de la révolution peut affaiblir l'impérialisme ; seul le renversement de l'impérialisme américain par les travailleurs des Etats-Unis — encouragés et stimulés par les progrès de la révolution dans le monde, ainsi que par les contradictions de la société américaine elle-même — peut définitivement supprimer le danger d'une guerre nucléaire mondiale.

Rien dans l'évolution récente de la situation internationale ne diminue le bien-fondé de cette stratégie ; tout ce qui se rapporte à l'agression impérialiste contre la révolution vietnamienne la confirme de la manière la plus nette. C'est dans le cadre de cette stratégie que la IVe Internationale élabore ses propositions précises, à la fois pour défendre les révolutions menacées, alerter le prolétariat international sur les dangers qui pèsent sur lui et sur les peuples coloniaux du fait de « l'escalade » de l'impérialisme, et faire face avec le maximum d'efficacité à ces dangers.

— III —

CRISE DE DIRECTION DANS LA REVOLUTION COLONIALE

Depuis 1963, la révolution coloniale tout en ayant progressé et en s'étant étendue vers une série de pays (notamment en Arabie du sud, en Syrie, en République Dominicaine, en Colombie, au Guatemala, dans plusieurs pays de l'Afrique noire), a subi incontestablement une série de défaites graves (Brésil, Congo, Indonésie) ou même, si elles sont moins graves d'un point de vue historique d'ensemble, suffisamment importantes pour modifier l'atmosphère et les rapports de force fondamentaux sur le plan politique (Ceylan, Algérie, Chili). Toutes ces défaites ont ceci de commun qu'elles ont été en large partie causées par l'absence de directions capables d'assurer la transcroissance de la révolution coloniale vers sa phase socialiste.

Au **Brésil,** après avoir compromis ses chances et usé les forces qu'il possédait par une orientation de bloc avec la « bourgeoisie nationale », le Parti communiste a misé totalement sur Goulart et les forces autour de celui-ci, s'abstenant de toute préparation systématique d'une riposte révolutionnaire des masses alors que l'armée préparait ouvertement un putsch. Il a ainsi étouffé les possibilités excellentes non seulement d'élever le mouvement révolutionnaire des masses à un niveau plus élevé, mais même de diviser profondément l'armée, la « révolte des sergents » ayant montré que la base de celle-ci était disponible pour un véritable mouvement révolutionnaire.

En **Indonésie,** le Parti communiste misait de même exclusivement sur le rôle bonapartiste de Sukarno, évitait d'éduquer et de préparer systématiquement les masses vers la prise du pouvoir, dans une situation pourtant éminemment favorable.

Ainsi il encourageait objectivement la caste des officiers réactionnaires en n'organisant pas une mobilisation générale des masses au moment où les généraux réactionnaires déclenchaient leur coup de force.

A **Ceylan**, les syndicats groupant un million de membres avaient exprimé un accord enthousiaste pour un programme de « 21 revendications ». Il aurait fallu lancer une campagne sous le slogan : au pouvoir le front unique des organisations ouvrières (y compris les syndicats, pour associer les ouvriers tamils des plantations) pour appliquer ce programme. Cette campagne aurait dû viser une mobilisation extra-parlementaire des masses. Au lieu de cela, la direction réformiste du LSSP s'engagea dans une opération de coalition gouvernementale avec le parti de la bourgeoisie nationale. Cette capitulation ne pouvait que diviser, démobiliser et désorienter les masses, aboutissant au retour au pouvoir du parti pro-impérialiste UNP de la bourgeoisie compradore. Le parti communiste pro-Moscou qui avait défendu la même ligne depuis des années partage évidemment, lui aussi, la responsabilité de cette trahison.

Au **Chili**, la direction du Parti et celle du parti socialiste se lancèrent dans la campagne des élections présidentielles en répandant l'illusion qu'on pouvait arriver au socialisme par des voies électorales et parlementaires, — tout en s'abstenant d'appuyer leur campagne électorale par une mobilisation systématique des masses. Ils contribuèrent ainsi à préparer la victoire du démocrate-chrétien « réformiste » Frey et sapèrent les positions occupées par le mouvement ouvrier depuis de longues années, au profit des forces démocrates-chrétiennes.

En Algérie, le groupe autour de Ben Bella, avec l'approbation des anciens dirigeants de l'ex-PCA, crut pouvoir trancher les questions fondamentales de la révolution par des manœuvres de sommet, évita toute organisation large, basée sur les masses, de l'aile gauche du FLN (sans parler d'une organisation du pouvoir d'Etat fondée sur des comités démocratiquement élus), tomba ainsi de plus en plus prisonnier des bureaucrates parmi lesquels l'influence bourgeoise et néocolonialiste est encore grande, retarda la réalisation de la deuxième phase de la réforme agraire, démobilisa de ce fait la majorité de la paysannerie pauvre à laquelle la révolution n'avait encore rien apporté, et rendit ainsi inévitable son propre renversement par Boumedienne, s'appuyant sur une armée dont les sommets se sont transformés en éléments privilégiés, largement coupés des masses.

Au **Congo**, le problème se pose de manière différente, la crise de direction de la révolution s'expliquant foncièrement par l'état arriéré du pays, le dessein impérialiste d'empêcher toute formation d'une intelligentsia et d'un parti nationaliste pour tout le pays à l'époque coloniale, le niveau idéologique primitif des premiers dirigeants révolutionnaires qui succédèrent à Lumumba, l'absence d'un noyau marxiste sérieux et des rivalités de personnes qui prennent le dessus dans ces conditions. Mais, même au Congo, cette crise s'est traduite par des erreurs opportunistes graves comme la dissolution du gouvernement Gizenga à Stanleyville, qui contrôlait une partie importante du pays, et sa fusion avec le gouvernement de Léopoldville. Ceci a abouti rapidement à la liquidation des forces armées et des organisations gizengistes.

En dépit des particularités de chaque cas concret dans des parties du monde fort éloignées les unes des autres, ces erreurs opportunistes se ramènent au fond à l'incompréhension par les révolutionnaires de la dialectique du front unique anti-impérialiste et de la portée réelle des contradictions sociales entre la bourgeoisie nationale ou « bureaucratique » d'une part et le prolétariat et la paysannerie pauvre d'autre part.

L'expérience a montré que la révolution coloniale ne peut résoudre les problèmes vitaux des masses que si elle aboutit à la création d'un Etat ouvrier qui nationalise la propriété impérialiste et capitaliste — y compris celle de la « bourgeoisie nationale » — qui libère l'économie du pays de l'emprise du marché mondial capitaliste, et qui résout de manière radicale la question agraire. Ces tâches ne peuvent être résolues que par des directions marxistes révolutionnaires capables de mobiliser la masse de la population laborieuse à chaque phase de la révolution pour la faire progresser.

Ceci ne signifie pas que les marxistes révolutionnaires doivent délibérément tourner le dos ou refuser tout appui aux mesures progressives que la révolution est capable de réaliser, même lorsqu'elle reste encore sous la direction de forces de la bourgeoisie nationale, ou quand elle est dirigée par des forces nationalistes petites bourgeoises. Mais le front unique anti-impérialiste de fait, qui surgit inévitablement en faveur de telles mesures — et surtout en réponse aux efforts de l'impérialisme et de ses agents pour refouler la révolution, même à cette étape — n'est à la longue

profitable à la révolution que si les marxistes révolutionnaires et les forces parlant au nom du prolétariat maintiennent constamment leur autonomie organisationnelle et politique en son sein ; que si les masses constituent des organismes leur permettant de contrôler le mouvement et de refouler la contre-révolution, et de prendre ensuite le pouvoir (comités de type soviétique) ; que si la vigilance et la combativité des masses sont constamment tenues en éveil ; que si ces masses sont éduquées dans un esprit de large méfiance à l'égard de la bourgeoisie et de compréhension des insuffisances de la petite bourgeoisie nationaliste, dans un esprit de compréhension des tâches finales que la révolution doit accomplir pour triompher.

Ces conditions ont fait défaut, en tout ou en partie, dans toutes les révolutions depuis 1954 à l'exception de la révolution cubaine, où la direction fidéliste a en large partie appliqué les enseignements mentionnés ci-dessus, ainsi que la ligne générale de la révolution permanente. C'est ce qui explique qu'elles ont ou bien subi de graves défaites, ou bien stagné au palier néo-colonialiste, ou bien, dans le meilleur des cas, progressé sous des directions nationalistes petites bourgeoises jusqu'au seuil de la révolution socialiste, sans pouvoir franchir celui-ci.

La IVe Internationale préconise cette ligne au sein de la révolution coloniale et elle estime que l'emploi de la lutte armée dans une ou plusieurs variantes est inévitable à la phase décisive de la révolution. Ces variantes sont : la lutte des guérillas, la lutte armée de milices ouvrières et paysannes, s'appuyant sur des organisations de masses, la lutte des masses armées des villes. Combinée avec une grève générale, cette dernière forme de lutte vient de redémontrer sa force potentielle à Saint-Domingue, où elle a même obligé l'impérialisme américain à opérer un repli tactique et à retarder la réalisation d'une nouvelle dictature militaire qu'il cherchait à imposer au peuple.

La révolution coloniale se développe actuellement mondialement dans cinq grands secteurs, au sein desquels progrès et reculs temporaires dans un pays influencent profondément la situation dans les pays voisins. Dans chacun de ces secteurs, les défaites mentionnées ci-dessus n'ont pu provoquer ni une grave perte de combativité des masses ni un arrêt prolongé de la révolution, l'impérialisme n'ayant nulle part réussi à stabiliser la situation.

En **Amérique latine,** la défaite subie au Brésil a eu incontestablement des répercussions profondes à l'échelle continentale. Elle a été suivie six mois plus tard par la victoire électorale de Frey au Chili. Au Venezuela, bien que quatre fronts de guérillas aient été consolidés avec un soutien paysan sur les terrains d'opération, le FALN n'a pas réussi à passer à un stade supérieur de la lutte. En Argentine, les militaires continuent à dominer la situation malgré les succès péronistes, la bureaucratie syndicale évitant une épreuve de force décisive avec le pouvoir. Au Pérou, le régime de Belaunde a déclenché une répression sévère contre tout le mouvement ouvrier et paysan, et les nouveaux noyaux de guérillas n'ont pas réussi à élargir considérablement leur influence ou leurs rayons d'action.

Par contre, la montée révolutionnaire à Saint-Domingue a profondément ébranlé les positions de l'impérialisme et des classes dominantes. Le mouvement de Yon Sosa au Guatémala, le mouvement de guérilla en Colombie et celui de l'Equateur ont progressivement accru leurs forces. Le mouvement ouvrier en Uruguay a riposté sur un plan très ample à l'offensive gouvernementale. En Bolivie, les assauts répétés de la dictature militaire de Barrientos n'ont pas réussi à briser l'héroïque résistance des mineurs, qui ont conservé leur cohésion et leurs armes malgré la perte de certaines conquêtes de la révolution.

La victoire de la révolution cubaine avait entraîné dans l'avant-garde révolutionnaire en Amérique latine un mouvement qui misait essentiellement sur la constitution de petits noyaux de guérillas, isolés des masses et se substituant à la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire. L'avant-garde a payé chèrement ces expériences aventuristes qui se sont manifestées jusqu'au sein du mouvement fidéliste lui-même par le sacrifice inutile des éléments les plus dévoués et les plus dynamiques. Mais, petit à petit, une conception plus mûre de la lutte armée se substitue à cette tendance putschiste, conception qui intègre à la fois la lutte de guérillas, la lutte armée des masses et l'organisation revendicative des masses.

Dans le **monde arabe,** le recul de la révolution algérienne par suite du coup d'Etat victorieux du colonel Boumedienne, a coïncidé avec un arrêt des progrès révolutionnaires dans tout ce secteur. Le coup d'arrêt que le compromis égypto-séoudite impose à la révolution yéménite, le recul des forces de gauche en Syrie, la victoire des forces de droite au Soudan après le renversement de la dictature militaire, le déclenchement d'une nouvelle vague de répression anti-communiste en Irak, la reprise de la guerre contre les Kurdes dans ce même pays, le fait que les forces

réactionnaires des Frères Musulmans relèvent la tête en Egypte, sont des signes de cette stagnation et de ce recul.

Par contre, aux deux extrémités de ce secteur, en Arabie du sud et à Aden d'une part, au Maroc d'autre part, la radicalisation des masses se poursuit vigoureusement. Au Maroc, la « semaine sanglante » de février 1965 a agi comme un coup de fouet sur toutes les forces populaires, ramenant l'UMT dans le camp de l'opposition, lui faisant adopter ainsi qu'à la gauche de l'UNFP des positions favorables à l'autogestion ouvrière, empêchant le roi de consolider la situation après avoir suspendu le Parlement, accentuant le gauchissement de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc. A Aden et dans le sud de l'Arabie, les masses résistent vaillamment à la tentative de l'impérialisme britannique, conduit par le cabinet Wilson, de briser par la force leur montée révolutionnaire, et ont réussi à opérer une intégration étroite entre la lutte des guérillas du FNL et la lutte des masses ouvrières d'Aden.

Dans **l'Afrique noire,** la victoire temporaire remportée par l'intervention impérialiste et les forces néo-colonialistes au Congo, a pesé lourdement sur tout le secteur. Les forces néo-colonialistes ont repris confiance et audace, divisé l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), amené une série de gouvernements à des actions de plus en plus contre-révolutionnaires — non seulement au sein de l'OCAM (Organisation de Coopération Africaine et Malgache), bastion du néo-colonialisme, mais encore en Afrique orientale avec le gouvernement du Malawi — et placé ainsi les masses africaines sur la défensive au moment où s'engage l'épreuve de force autour de la Rhodésie, ce qui facilite les manœuvres de Wilson pour trouver un compromis favorable aux racistes blancs. Ce nouveau test a, une fois de plus, confirmé les divisions au sein de l'OUA, les menaces à l'égard de l'impérialisme britannique n'étant suivies d'actes que de la part d'une minorité de gouvernements. Les révolutionnaires africains et leurs amis dans les pays impérialistes devraient toutefois se méfier d'une intervention militaire britannique, qui n'aurait pour but que d'empêcher une action militaire africaine, et devraient réclamer des armes pour les Africains plutôt que de réclamer une action militaire impérialiste contre Smith.

Par contre, en Afrique du sud mûrit progressivement une crise révolutionnaire de grande dimension. La tactique dilatoire de l'opposition blanche pro-impérialiste et les sabotages inopérants organisés par l'ANC et le parti communiste ont échoué. Le terrain est ainsi préparé pour la lutte révolutionnaire des masses dans laquelle la guérilla jouera un rôle-clef. La révolution sud-africaine relancera la révolution dans l'ensemble de l'Afrique noire. Le mouvement ouvrier s'éveille et prend de l'ampleur en Nigéria : la différenciation et la radicalisation se poursuivent dans des pays comme la Tanzanie et le Kenya ; l'impérialisme et ses agents s'avèrent incapables de stabiliser la situation au Congo qui connaîtra bientôt une nouvelle vague de luttes de masse, non seulement dans les zones de plantation les plus pauvres du pays, terrain classique des guérillas, mais aussi dans les zones urbaines et plus industrialisées.

En **Orient,** la paralysie du mouvement de masse en Inde et son niveau encore très bas au Pakistan ont permis aux bourgeoisies de ces deux pays de déclencher la guerre indo-pakistanaise, qui a renforcé considérablement le poids et les positions impérialistes dans ce secteur. L'acceptation de la position de défense nationale par toutes les tendances du mouvement ouvrier indien à l'exception des trotskystes ; la création d'une vague chauvine par la bourgeoisie, qui a ainsi réussi à étouffer la première vague d'agitation paysanne et d'émeutes de la faim, extrêmement dangereuses de son point de vue ; le glissement politique vers la droite et la menace d'une dictature militaire ont placé le mouvement révolutionnaire dans la position la plus défavorable depuis la conquête de l'indépendance politique.

A Ceylan, le mouvement de masse est politiquement sur la défensive, pour la première fois depuis des années, par suite de la victoire de l'UNP.

Par contre en Iran se réveille et se regroupe progressivement une opposition de tendance socialiste, anti-impérialiste et anti-capitaliste, au développement de laquelle le déclin du Front National de Mossadegh, la compromission du Parti Tudeh par le flirt entre le Shah et la bureaucratie soviétique, et une certaine démagogie réformiste du Palais avaient imposé un temps d'arrêt.

Au Pakistan, la conscience de classe prolétarienne s'éveille lentement et s'exprime déjà dans des grèves importantes. En Inde, la montée actuelle de la réaction crée des conditions objectives intolérables pour les masses, qui provoqueront de nouveaux conflits sinon des explosions, dans la mesure même où la course aux armements, l'inflation accentuée et la pénurie des vivres aggravent encore une situation de privations et de misère déjà insupportable.

Dans **l'Asie du sud-est**, les deux pôles révolutionnaires étaient le Sud-Vietnam et l'Indonésie. Dans le Sud-Vietnam, la lutte révolutionnaire des masses héroïques se poursuit et s'amplifie. Mais l'intervention de l'impérialisme américain a permis un certain renforcement du pouvoir du général fasciste Ky, alors qu'à la veille de cette intervention, le pouvoir réactionnaire était manifestement en train de se désagréger. Du même fait, la lutte des masses dans les villes, qui était en pleine montée tout au long de l'année 1964, a connu un temps d'arrêt, cependant que la perspective d'une victoire rapide des guérillas a reculé. En Indonésie, la politique opportuniste et vacillante de la direction du parti communiste a entraîné une grave défaite pour le mouvement de masse.

Par contre les réactions contre l'agression impérialiste au Vietnam ont stimulé la lutte des masses dans plusieurs pays de cette partie du monde, notamment au Thaïlande où un mouvement de guérilla se développe, et aux Philippines où l'on assiste à un réveil du mouvement des masses. Les réactions à la création de la Grande-Malaisie par l'impérialisme britannique ont stimulé la lutte des masses à Singapore et provoqué une lutte des guérillas dans le Nord-Kalimantan. En Indonésie même, il est plus probable que les forces les plus décidées et les plus aguerries du PKI riposteront vigoureusement, avec au moins un secteur du mouvement de masse, contre la contre-révolution momentanément triomphante. La victoire de Nasution pourra fort bien, à terme, s'avérer être une victoire à la Pyrrhus.

— IV —

LA CRISE DE LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE S'APPROFONDIT

Ainsi que la IV[e] Internationale l'avait prévu au moment où s'est produite la chute de Khrouchtchev, celle-ci n'a pas inauguré une modification profonde de la politique intérieure ou extérieure de la bureaucratie soviétique. Quelles que puissent être les divergences internes de cette bureaucratie, les grandes lignes de la politique khrouchtchévienne ont été maintenues. Ceci porte notamment sur les concessions au désir des masses d'accroître leur consommation et de conserver le niveau relatif de sécurité individuelle obtenue par l'abolition des pires formes de la terreur policière stalinienne ; l'étouffement y compris par la répression de toute tentative d'organisation d'une opposition politique tant soit peu articulée ; la recherche d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme américain, dans le cadre d'un accord de partage de zones d'influence ; la tentative de maintenir un certain contrôle sur son propre camp et sur les partis communistes, fût-ce au prix de nombreuses concessions au « polycentrisme ». Cette politique khrouchtchevienne exprime les intérêts fondamentaux de la bureaucratie, compte tenu des rapports de forces actuels avec les masses soviétiques, avec l'impérialisme et avec la révolution internationale. Les divergences portent non sur cette stratégie mais seulement sur les moyens tactiques de l'appliquer.

La chute de Khrouchtchev a été le résultat d'une série d'échecs de sa politique, qui mettaient précisément en danger les objectifs fondamentaux mentionnés ci-dessus de la bureaucratie soviétique : échec de la politique agricole ; stagnation sinon recul du niveau de vie des masses depuis plusieurs années (le blocage des salaires réels et le renchérissement de plusieurs denrées alimentaires risquaient de provoquer une réaction violente chez les ouvriers) ; retards dans la réalisation du plan de logements ; apparition de nouvelles tendances centrifuges au sein du camp des Etats ouvriers (Roumanie) ; absence totale de réaction devant la première agression de l'impérialisme américain dans le golfe du Tonkin, en août 1964.

Les successeurs de Khrouchtchev ont essayé d'apporter des remèdes plus efficaces à ces différents foyers de crise. Dans le domaine agricole, ils ont accentué un nouveau « cours vers le paysan », en encourageant notamment les lopins et l'élevage privés, en accordant d'importants moyens d'investissements aux kolkhozes, et en annulant les lourdes dettes accumulées par les kolkhozes pauvres. Dans le domaine du niveau de vie des masses, ils ont supprimé le blocage des salaires, accéléré la construction de logements, et cherché à stimuler la quantité et la qualité des biens de consommation. Pour libérer les ressources nécessaires à la réalisation de ces objectifs, ils ont réorganisé le système de direction des entreprises et de planification, ce qui doit surtout permettre d'atteindre un taux de croissance plus élevé, grâce à la réduction de la période de mise en service des grands projets d'investissements.

Dans le camp des Etats ouvriers, ils ont mis en sourdine les projets d'intégration progressive de plusieurs branches industrielles, afin de sauver un minimum de cohésion avec la Roumanie, prête à rompre avec le COMECON si elle était obligée de modifier ses plans de développement qui mettent l'accent sur l'industrialisation du pays. Ils ont également essayé de mettre en sourdine les polémiques publiques avec le Parti communiste de Chine — avec des résultats très réduits — et de trouver une base idéologique commune, fût-elle très limitée et fort vague, pouvant réunir l'adhésion de la quasi-totalité des partis communistes. Mais cet effort a jusqu'ici échoué. comme en témoigne l'échec de fait de la conférence des partis communistes de mars 1965.

C'est dire que les divergences tactiques entre les différents groupes d'intérêts et tendances de la bureaucratie soviétique, un moment passés à l'arrière-plan quand ils se sont tous mis d'accord pour éliminer Khrouchtchev, resurgissent aujourd'hui et conduiront inévitablement à de nouvelles crises dans la direction de la bureaucratie.

On peut souligner l'apparition au sein des organismes de direction du PCUS d'un groupe d'anciens dirigeants du Komsomol qui semblent incarner surtout les intérêts de l'appareil du parti proprement dit, plus particulièrement de son appareil d'agitprop aujourd'hui hypertrophié.

Face à lui se regroupent de plus en plus les technocrates, représentants de la bureaucratie dite « économique », avant tout préoccupée d'efficacité économique, et revendiquant depuis près d'une décennie des droits accrus pour les directeurs. Cette aile de la bureaucratie qui a pour la première fois accédé aux fonctions suprêmes avec la nomination de Kossyguine au poste de chef de gouvernement, peut apparaître comme plus « libérale » dans le domaine de l'idéologie dans la mesure où elle est effectivement en faveur d'un desserrement du contrôle de l'appareil du parti sur l'économie et la société. Mais ce « libéralisme » exprime avant tout un pragmatisme vulgaire et l'indifférence à l'égard du marxisme. Confrontée avec un mouvement revendicatif des masses, cette aile de la bureaucratie peut s'avérer beaucoup plus brutale et moins prête à faire des concessions que l'aile de la bureaucratie du parti, ses intérêts matériels immédiats se heurtant de manière beaucoup plus directe à ceux des ouvriers.

Les documents adoptés au Congrès de Réunification de la IVe Internationale avaient insisté sur l'existence d'un climat « réformiste » au sein du prolétariat soviétique, qui attendait l'amélioration de son sort plus de réformes successives arrachées à la bureaucratie que d'un vaste mouvement révolutionnaire tendant à restaurer la démocratie soviétique et l'exercice du pouvoir par le prolétariat lui-même. Ce climat s'explique moins par des illusions que le prolétariat a pu avoir dans l'équipe khrouchtchévienne — ces illusions existaient beaucoup plus en Occident et au sein de l'appareil des divers partis communistes étrangers, qu'au sein de la classe ouvrière soviétique — que par les effets désastreux de l'ère stalinienne.

Il est clair maintenant que l'atomisation, la dépolitisation et la démoralisation imposées aux masses soviétiques par vingt-cinq années de dictature stalinienne, ont eu des effets plus durables que ne l'avaient prévu les opposants révolutionnaires du stalinisme. La destruction physique totale des vieux cadres communistes et des jeunes cadres de l'opposition ; l'arrêt quasi-total de recherches et de pensée marxistes autonomes ; la dégradation du marxisme au niveau d'une religion d'Etat, identifiée avec la couche dominante privilégiée et universellement haïe par les masses : tout cela a créé un vide, une discontinuité de la conscience pour ne pas parler de l'action révolutionnaire, que les masses n'arrivent à combler qu'à un rythme fort lent.

Ceci explique pourquoi la « déstalinisation » n'a pas eu pour résultat jusqu'à maintenant une vague d'action révolutionnaire en Union soviétique. Les masses souffrent encore de la dépolitisation, du scepticisme et du cynisme à l'égard de la théorie socialiste, climat dont elles ne se libèrent que graduellement. Leurs actions directes, qui commencent petit à petit à augmenter en nombre et en ampleur (l'apparition de piquets de grève durant les conflits qui ont précédé la chute de Khrouchtchev en sont un indice éloquent), sont encore axées autour de revendications et de préoccupations immédiates, et ne se sont pas encore hissées au niveau d'une critique d'ensemble de la gestion bureaucratique de l'Etat et de l'économie, au niveau de la formulation d'un programme de la révolution politique en URSS.

Seuls des noyaux assez restreints de jeunes, surtout de jeunes intellectuels, dépassent pour le moment ces limites et s'élèvent au niveau d'une critique d'ensemble dans le sens socialiste-révolutionnaire, de la domination de la bureaucratie en URSS. Ce sont les seuls milieux qui conçoivent à présent la perspective d'un dépassement de

cette domination par un retour à la démocratie soviétique, qui implique une défense et une consolidation des bases économiques de l'URSS contre leurs ennemis capitalistes étrangers et contre-révolutionnaires intérieurs. Mais la bureaucratie essaie d'isoler ces milieux de la classe ouvrière, au sein de laquelle l'hostilité à l'égard de l'intelligentsia dans son ensemble, qu'elle identifie avec la bureaucratie, reste fort grande.

Cependant, toute l'évolution des dernières années, les divisions successives et de plus en plus apparentes au sein de la bureaucratie, la disparition rapide des illusions en une amélioration continue du sort des masses, l'amplification des luttes directes, sont autant d'écoles d'une renaissance et d'une politisation progressives du mouvement des masses, au sein desquelles le prolétariat qui en nombre atteint aujourd'hui la force de celui des Etats-Unis, regagnera lentement confiance en lui-même et acquerra une conscience nette des objectifs de la révolution politique qu'il est appelé à réaliser historiquement. La création d'une nouvelle section soviétique de la IVe Internationale, la renaissance de l'organisation bolchévik-léniniste en URSS, jouera un rôle important dans cette reprise de conscience révolutionnaire du prolétariat soviétique.

Une évolution analogue se fait jour dans les autres Etats ouvriers d'Europe orientale. En Pologne, l'avant-garde des ouvriers et des jeunes n'a pas encore surmonté la démoralisation provoquée par la liquidation progressive des acquits du mouvement d'octobre 1956 ; mais des noyaux radicalisés de la jeunesse estudiantine ont politiquement progressé, alors qu'une grande partie des militants de l'octobre polonais sont retombés dans la passivité ou ont sombré dans le scepticisme. En Tchécoslovaquie et dans une certaine mesure en RDA, la « libéralisation » tardive n'a pas modifié jusqu'ici la passivité et l'indifférence politiques des couches les plus larges du prolétariat et de l'intelligentsia. Mais elle a provoqué dans les milieux d'avant-garde de la jeunesse l'apparition d'un esprit plus critique, d'une remise en question générale de tous les dogmes hérités de l'ère stalinienne, d'un désir de trouver à tous les niveaux des solutions de rechange aux schémas et « solutions » appliqués par la bureaucratie. Ces phénomènes ont facilité à la longue la réapparition d'une pensée marxiste autonome et d'un mouvement marxiste-révolutionnaire.

En Yougoslavie, la gestion bureaucratique a révélé de manière très nette les limites et les contradictions d'une autogestion ouvrière enfermée dans le seul domaine des entreprises, en l'absence d'une véritable démocratie socialiste sur le plan politique. Les ouvriers viennent de sentir les effets de ces limites dans leur niveau de vie. Cette expérience en partie décevante a stimulé, là aussi, le scepticisme et le cynisme à l'égard du socialisme, surtout dans la jeunesse, dont les chefs de la bureaucratie eux-mêmes se sont plaints. Mais, en même temps, elle a clarifié pour les milieux les plus conscients le contenu réel de la démocratie socialiste pour laquelle il faut combattre, et créé des conditions de départ plus favorables pour le déclenchement de cette lutte.

Durant toute cette période, à la veille et au lendemain de la chute de Khrouchtchev, la direction centrale de la bureaucratie soviétique sur le camp des Etats ouvriers s'est de plus en plus affaiblie. En résultat du conflit sino-soviétique, elle a perdu le contrôle sur l'Albanie, la Corée du Nord et le Vietnam, et même en Mongolie extérieure son autorité est remise en question. La Roumanie a glissé vers une position de plus en plus analogue à celle de la Yougoslavie dans ses rapports avec le Kremlin. Lors de la chute de Khrouchtchev, les dirigeants hongrois et polonais se sont permis d'exprimer publiquement des doutes aussi bien quant à la nécessité de ce changement de gouvernement que quant aux formes dans lesquelles il s'est effectué. Le groupe Ulbricht en RDA, qui continue à craindre un tournant du Kremlin à l'égard de Bonn, a également pris certaines distances. En Tchécoslovaquie, la vague tardive de « déstalinisation » a multiplié les examens critiques d'un passé récent d'alignement systématique sur les positions et les modèles du Kremlin. En fin de compte c'est la Bulgarie qui apparaît comme le dernier « allié fidèle » de la bureaucratie soviétique.

La multiplication des tendances centrifuges a pris la forme d'un cours de plus en plus nationaliste de la bureaucratie de chacun de ces pays. Si la volonté de se soustraire à un alignement systématique sur le Kremlin, souvent accompagné d'une exploitation ou d'une oppression des masses du pays en question au profit de la bureaucratie soviétique, a sans aucun doute certains aspects progressifs et est en général salué avec satisfaction par ces masses, elle dégénère presque toujours en nationalisme petit bourgeois, baisse d'intérêt pour la cause de l'émancipation mondiale des opprimés, tentative forcenée de développer l'économie sur une base semi-autarcique, aussi longtemps que ce mouvement d'indépendance reste fermement diri-

gé par la bureaucratie « nationale ». L'ensemble de ce processus aboutit à la création d'obstacles supplémentaires à une intégration internationale progressive des ressources économiques des Etats ouvriers, les masses craignant d'être exploitées par le Kremlin. Pourtant une intégration faite d'une manière rationnelle et scientifique stimulerait fortement la croissance économique dans les Etats ouvriers et l'élévation du niveau de vie. La bureaucratie du Kremlin, par sa politique actuelle, et les autres directions, par leur éducation stalinienne, sont les grands responsables de cette détérioration. Seules une nouvelle politisation des masses, et la victoire de la révolution politique dans un ou plusieurs des Etats ouvriers, ou de la révolution prolétarienne dans un pays impérialiste, donnant des exemples pratiques de retour à l'internationalisme léniniste, pourront renverser durablement la vapeur.

— V —

LA CRISE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

L'aggravation du conflit sino-soviétique, surtout après la publication de la « lettre ouverte » du Comité Central du PCUS pendant l'été 1963 suivie de la longue série d'articles du PCC en réponse à cette « lettre ouverte », a profondément accentué la différenciation du mouvement communiste international. La pré-conférence de Moscou du 1er mars 1965 n'a pas réussi à dissimuler celle-ci (voir le document spécial du Congrès sur ce sujet).

La rupture du monolithisme n'a pas conduit seulement à la formation d'une tendance pro-Moscou et d'une tendance pro-Pékin. Non seulement il existe un courant castriste indépendant de ces tendances, mais aussi bien la tendance pro-Moscou que la tendance pro-Pékin sont hétérogènes.

Le groupe des formations pro-Pékin s'étend depuis des partis de masse (plus particulièrement en Asie) jusqu'à des organisations aux effectifs peu nombreux et à l'influence réduite. Politiquement il s'étend depuis des formations ultra-staliniennes (comme le PC albanais) jusqu'à des partis assez indépendants du PCC (comme le Parti du Travail vietnamien et le PC de gauche indien).

En dépit de leur approbation des thèmes généraux mis en avant par le PCC dans ses polémiques contre Moscou, les formations pro-Pékin manifestent des orientations dans lesquelles se traduit la nature de rapports qu'ils ont effectivement avec les masses dans leur pays. Dans les petites formations (dont le groupe grippiste en Belgique est particulièrement typique) on observe un sectarisme qui prend des formes caricaturales et entraîne des divisions et une auto-destruction de ce groupements. Pour les grands partis (Indonésie, Japon notamment), l'approbation des thèmes chinois s'accompagne d'une politique opportuniste de collaboration avec la bourgeoisie ou une aile de celle-ci, politique que les dirigeants chinois soutiennent pour des raisons diplomatiques et fractionnelles.

Les partis pro-Moscou sont beaucoup plus différenciés que les organisations pro-Pékin. Le rempart le plus solide des dirigeants soviétiques est constitué par les PC des Etats ouvriers d'Europe orientale. Cependant les dirigeants de ces Etats et partis ont tendance à utiliser l'existence du conflit sino-soviétique pour défendre leurs intérêts « nationaux » et développer dans une mesure variable un cours « indépendant » de Moscou dans une direction « yougoslave ». Dans les pays capitalistes avancés, les directions des PC ont réagi pour la plupart contre les positions chinoises. Mais ce fut souvent l'occasion pour elles d'accentuer une évolution droitière qui va même jusqu'à une dégénérescence néo-réformiste profonde. Cette évolution a été la plus poussée par le PC italien.

Le courant castriste qui exerce son influence essentiellement en Amérique latine constitue un courant autonome, fondamentalement révolutionnaire. Il n'a aucune allégeance idéologique envers Pékin et Moscou, et ceci se manifeste notamment par son attitude envers les bourgeoisies nationales des pays d'Amérique latine. Cependant, la direction de l'Etat et du Parti cubain a des possibilités d'action objectivement limitées en raison du blocus exercé par l'impérialisme américain, qui l'oblige à tenir compte du fait que Cuba dans ces conditions dépend énormément de l'aide économique et militaire de l'URSS. Cette situation a en outre été aggravée par l'attitude hyperfractionnelle adoptée par la direction du PCC.

Une autre manifestation nouvelle de la désintégration du mouvement commu-

niste officiel a été fournie par l'autodissolution de certains partis communistes dont les membres se sont intégrés individuellement dans des mouvements de masse non communistes (Algérie, Egypte). Ces opérations n'ont pas été faites pour des raisons d'ordre tactique, mais à la suite de considérations équivalant à une liquidation théorique et politique totale, les PC en question ayant renoncé à ce qu'ils avaient jusqu'alors défendu comme étant leur rôle historique et attribuant au FLN algérien et à l'USA égyptienne précisément ce rôle d'instrument de la classe ouvrière pour l'édification d'une société socialiste.

— VI —

LES NOUVEAUX COURANTS OPPOSITIONNELS AUX ETATS-UNIS

Johnson a été nommé président des Etats-Unis en novembre 1964 par la plus grande majorité connue dans l'histoire du pays. Il a battu Goldwater, le candidat républicain, grâce à une coalition de forces sociales hétérogènes qui s'étendait d'un secteur important du **big business** jusqu'à la masse écrasante des ouvriers blancs et du peuple noir. Cette coalition a favorisé Johnson, en grande partie par peur de Goldwater qui s'orientait en direction des courants les plus réactionnaires et les plus anti-Noir dans le pays, et qui demandait une intensification des engagements américains dans la guerre civile au Vietnam, même au risque d'une guerre avec la Chine. Johnson l'emporta sur le cynique Goldwater en se présentant comme un homme de paix favorable à une législation sérieuse en faveur des droits civiques, à la « guerre contre la pauvreté », et à la construction d'une « grande société » aux Etats-Unis.

A peine Johnson était-il installé à son poste que survint la première faille dans son soutien populaire. Etudiants et intellectuels, choqués par son « escalade » dans la guerre du Vietnam, lancèrent un mouvement de protestation qui se répandit rapidement dans les collèges. De l'huile fut jetée sur le feu quand Johnson ordonna l'intervention d'environ vingt mille hommes de troupe pour arrêter un soulèvement populaire contre les héritiers de la dynastie Trujillo en République dominicaine. Les « teach-ins » et des actions conjointes culminèrent dans les manifestations à l'échelle nationale du 16 octobre 1965 qui réussirent à mobiliser plus de cent mille participants.

Ce mouvement a pour fer de lance des éléments radicalisés dans la jeunesse estudiantine, forte de cinq millions de personnes dans le pays. Ces militants antiguerre appartiennent à une nouvelle génération qui n'est entrée dans sa période de formation qu'après le dépassement du point culminant de la chasse aux sorcières mac carthyste et qu'après la victoire de la révolution cubaine. Ils adhèrent sincèrement aux principes de justice, d'égalité et de démocratie qui leur sont constamment prêchés comme les valeurs guides du « monde libre ». Ils se sentent étrangers à des traits de la société américaine tels que le système éducationnel taillé aux besoins des industriels et des militaristes, la commercialisation de la culture et par les perspectives écœurantes liées aux carrières et aux emplois qui leur sont ouverts. Ils sont dégoûtés par les contradictions et les maux les plus criants de la société capitaliste et éprouvent vis-à-vis d'eux une répulsion humanitaire et morale. Ils ont été stupéfiés et indignés par l'hypocrisie et les mensonges des hommes au pouvoir et ils sont profondément perturbés par l'opposition entre ce que disent ces hommes sur la démocratie et la paix, et la façon brutale avec laquelle ils les piétinent.

La résistance actuelle à la politique étrangère belliqueuse de Johnson diffère des vieilles croisades anti-guerre dirigées par des pacifistes. Elle a surgi au début même de l'escalade de Johnson dans la guerre au Vietnam et a grandi en ampleur et en intensité avec l'expansion du conflit. Une telle opposition anti-guerre précoce et vaste n'a pas de précédent dans l'histoire de l'impérialisme américain au XX^{e} siècle. Elle introduit un nouveau facteur exaltant non seulement sur la scène politique américaine, mais dans le monde entier.

Les participants de ce mouvement ont des attitudes extrêmement diverses. Outre les pacifistes traditionnels qui exercent une certaine influence, le mouvement est marqué par deux tendances principales qui tendent à se diriger dans des directions opposées. Une grande partie, en dépit de ses désillusions quant aux aspects bellicistes de la politique étrangère de Johnson, conserve cependant encore sa confiance dans une politique de coalition, ne parvenant pas à comprendre qu'en pratique cela signifie la subordination au Parti démocrate et aux dirigeants capitalistes qui sont derrière celui-ci. Elle est en faveur de « négociations » entre Washington, Hanoï et le Front

National de Libération du Sud-Vietnam comme seule proposition « réaliste » dans les circonstances actuelles. La revendication « des négociations » fournit un terrain de ralliement commun à quelques voix critiques dans la classe capitaliste, aux libéraux de gauche, aux dirigeants conservateurs du mouvement anti-nucléaire, aux sociaux-démocrates et au Parti communiste lui-même.

L'aile radicale plus militante des nouvelles forces anti-guerre comprend que demander « des négociations », c'est faire le jeu de la diplomatie démagogique de Johnson et de Rusk qui, également, prétendent être pour des « négociations ». En opposition aux appels pour « des négociations », l'aile radicale demande le retrait immédiat de toutes les troupes américaines du Vietnam afin d'assurer au peuple vietnamien l'indépendance et le droit d'établir un gouvernement et un système économique de son propre choix dans une nation unie.

Le caractère politique et l'orientation du mouvement anti-guerre prometteur seront en dernière analyse décidés par le résultat de l'épreuve actuelle entre les tendances libérale et radicale.

Si Johnson persiste dans son cours d'extension de la guerre en Asie du sud-est, ainsi qu'il ressort de toutes les indications qu'il donne, les sentiments anti-guerre grandiront dans le peuple américain, peut-être d'une façon considérable. Au fur et à mesure que davantage de jeunes seront enrôlés et envoyés se battre dans la sale guerre de conquête coloniale, que le nombre des victimes de guerre croîtra, et que les frais s'élèveront et seront ressentis par la population, le camp anti-guerre recevra des forces nouvelles et acquerra une base de masse plus large.

Cette perspective perturbe déjà l'administration Johnson. En plus des risques qu'elle prend face à l'impopularité de l'aventure dans le sud-est asiatique parmi ses alliés et dans un secteur plus prudent de la classe capitaliste américaine, elle doit constamment tenir compte du malaise et de l'anxiété sur la question de la guerre qui imprègnent le peuple américain.

Nombre des jeunes qui prirent l'initiative d'organiser le mouvement anti-guerre avaient été d'abord entrainés dans une action de masse par leur participation à la lutte pour les droits civiques aussi bien dans le nord que dans le sud des Etats-Unis. Les jeunes attirés par le mouvement Freedom Now appliquèrent ce qu'ils y avaient appris dans leur nouvelle arène de lutte contre la politique de la guerre de Johnson.

Le mouvement Freedom Now des Noirs américains qui commença à se développer avec une orientation militante sur une échelle massive il y a dix ans continue de grandir.

L'exigence de plus en plus insistante du peuple noir pour acquérir l'égalité et l'émancipation est devenue une question primordiale dans toute la vie américaine. Le potentiel éminemment explosif de cette force sociale en marche peut être mesuré par le fait que les Noirs pauvres, entassés dans des ghettos, forment près de la moitié et parfois davantage de la population des plus grandes villes, y compris de la capitale elle-même, Washington.

La révolte des Noirs est une conséquence de la double exploitation et oppression qu'ils subissent dans la société américaine actuelle : l'exploitation comme prolétaires rélégués aux plus bas échelons de la structure sociale ; l'oppression comme Noirs exclus des droits et des possibilités dont jouissent même les couches les plus misérables des ouvriers blancs. La réaction des masses noires se développe donc nécessairement d'une façon double en correspondance avec la double forme d'oppression dont elles sont l'objet. Elles mènent une lutte simultanée à la fois sur un plan socio-économique et sur un plan nationaliste.

Dans ces circonstances, le nationalisme noir joue un rôle très progressif dans la dynamique de la lutte sociale et il a des implications révolutionnaires. Les efforts irrésistibles du peuple noir pour parvenir à la dignité humaine, pour unifier ses forces et pour exercer le pouvoir inhérent à plus de vingt millions d'êtres luttant pour leurs propres objectifs, nourrissent ce qui est devenu connu sous le nom de **révolte noire.** La possibilité que les éléments les plus militants, clairvoyants et courageux parmi les nationalistes noirs sympathisent avec les idées socialistes fut indiquée par l'évolution de Malcolm X dont l'assassinat constitue une perte tragique pour cette force.

En raison de sa double exploitation, du taux élevé de chômage qui le frappe (il est, pour certaines catégories, proche de celui de la classe ouvrière américaine dans son ensemble pendant la grande dépression de 1929-1932), du fossé entre ce qui lui est promis et ses présentes conditions d'existence, le peuple noir constitue maintenant le secteur le plus rebelle de la société américaine.

La colère et l'impatience des masses noires révoltées entrent constamment en conflit avec les efforts des cercles réformistes et pacifistes dirigés par le pasteur Luther King pour maintenir le mouvement dans le cadre de la collaboration avec l'administration démocrate en échange de quelque menues concessions. Une telle direction ne peut surmonter la résistance des racistes à l'intégration dans le sud. Les mesures superficielles pour les droits civiques votées par le Congrès n'améliorent nullement la situation dans le nord. Dans les grands ghettos qui s'étendent de New York à Los Angelès, et de Chicago à Birmingham, les logements, l'éducation, le chômage, le manque de débouchés, la discrimination et les brutalités policières deviennent de plus en plus insupportables. Aucune proposition réformiste ni aucun essai de remède réformiste ne peuvent extirper ces maux ; ils sont inhérents à la fonction spéciale remplie par les Noirs dans l'économie capitaliste où ils servent comme partie décisive de l'armée industrielle de réserve et source principale de main-d'œuvre non qualifiée et bon marché. L'incapacité des dirigeants noirs modérés et du programme gouvernemental soit à éviter les effets soit à éliminer les causes des griefs du peuple noir fut démontrée de la façon la plus dramatique par l'explosion du district de Watts à Los Angelès pendant l'été de 1965, explosion qui survint après des explosions semblables à Birmingham en 1963 et à Harlem en 1964. La violence de cette explosion réprimée par la police et les troupes de l'Etat de Californie, est un témoignage à la fois de la puissance contenue dans le mouvement Freedom Now et de l'échec de ce mouvement à créer jusqu'à présent une direction, un programme et une organisation capables de le conduire sur une ligne juste.

Le mouvement anti-guerre et la lutte Freedom Now ont grandi alors que les Etats-Unis ont atteint le point le plus élevé d'une prospérité économique jamais connue et un taux de croissance jamais atteint depuis la première guerre mondiale. Mais ces mêmes conditions économiques servent à renforcer le conservatisme et l'inertie des ouvriers blancs les plus privilégiés et contribuent à les isoler des mouvements anti-guerre et pour les droits civiques. Cette lourde carence du mouvement ouvrier organisé nuit à ces deux mouvements et restreint leur association à la puissance potentielle de la classe ouvrière.

Les sommets de la bureaucratie syndicale conduits par Meany et Reuther sont les soutiens les plus venimeux et les plus bruyants de la politique étrangère impérialiste de Johnson et ils ne font que payer de mots la cause des combattants de la libération des Noirs. Malgré le traitement dédaigneux accordé par les administrateurs officiels de la classe dirigeante à ces représentants d'environ seize millions de travailleurs organisés, ils restent les suiveurs les plus serviles des dirigeants du Parti démocrate.

L'extrême inégalité du développement de la lutte de classe aux Etats-Unis crée des difficultés exceptionnelles aux marxistes révolutionnaires américains. Tandis que le radicalisme dans la jeunesse universitaire et parmi les combattants pour la libération des Noirs ouvre des perspectives de croissance et d'influence des idées socialistes, l'immobilité de la classe ouvrière organisée établit des limites relativement étroites aux chances de conquérir dans l'avenir immédiat une base de masse parmi les ouvriers américains. Elle constitue également un grand obstacle à la progression vers le but stratégique qui consiste dans l'unification de la lutte des Noirs pour la liberté et l'égalité et du mouvement anti-guerre des jeunes et des intellectuels, avec la force de classe anticapitaliste qui est, en dernière instance, décisive aux Etats-Unis.

Il est difficile de prédire le temps pendant lequel le mouvement ouvrier américain restera tranquille. Les cercles dirigeants du pays ne considèrent certainement pas qu'on ait affaire à une caractéristique permanente de la force de travail blanche, comme le montrent leur politique constante d'enchaînement des dirigeants ouvriers à l'Etat, l'intervention du gouvernement dans les conflits syndicaux et dans les négociations de quelque importance, et le renforcement de la législation anti-ouvrière.

Un développement particulier ou, plus probablement, une combinaison de différents développements peut mettre un terme à l'apathie du mouvement ouvrier, stimuler de nouveaux courants oppositionnels dans celui-ci et fournir une base pour une solution de rechange au système des deux partis bourgeois.

Sur le plan économique, ces développements peuvent provenir d'un accroissement possible de la peur du chômage ou du changement d'emploi par suite de l'automation ; de la pression engendrée par l'inflation grandissante, en particulier si celle-ci est liée à des tentatives patronales et gouvernementales de bloquer les efforts des ouvriers pour maintenir ou améliorer leur standard de vie ; et de la venue d'une nouvelle récession.

Sur le plan de la conscience et des perspectives politiques, les échecs répétés des

démocrates et des républicains à tenir leurs promesses d'une vie meilleure engendrent de l'impatience à l'égard de la politique capitaliste. Le résultat final en est de la désillusion et l'intensification des profonds sentiments d'insécurité qui existent chez les ouvriers américains. Les agressions impérialistes répétées des Etats-Unis au dehors ont un effet cumulatif similaire. Chaque nouvelle aventure militaire renforce la crainte que puisse être déclenchée une réaction en chaîne se terminant dans une guerre nucléaire. Les condamnations prononcées dans le monde entier contre la politique impérialiste de Washington renforcent les effets de cette crainte sur la conscience populaire.

L'imbrication de ces processus intensifiera les dispositions à se tourner vers les solutions radicales qui offrent une véritable issue. Ceci accélèrera les changements dans la pensée politique et dans les rapports des forces qui ont été déjà mises en mouvement par les facteurs ayant engendré la révolte des Noirs et le mouvement anti-guerre. Les conséquences ultimes en seront d'ébranler de haut en bas le système des deux partis, d'ouvrir la voie à une politique ouvrière vraiment indépendante et d'accroître considérablement les perspectives d'une progression rapide du marxisme révolutionnaire aux Etats-Unis.

— VII —

L'EVOLUTION DE LA LUTTE DE CLASSE DANS LES AUTRES PAYS IMPERIALISTES

La lutte de classe a évolué dans les autres pays impérialistes sous l'effet dialectique combiné de la situation objective socio-économique et du rôle des organisations ouvrières.

Au **Japon,** le Parti socialiste a connu un processus de radicalisation, qui l'a conduit vers une situation de front unique de fait, à la fois avec la centrale syndicale SOHYO — dont l'interpénétration avec ce parti s'est accentuée — et avec le Parti communiste pro-Pékin. La détérioration de la situation économique, l'offensive contre le droit de grève des travailleurs du secteur public, le chômage croissant, y ont joué un rôle, ensemble avec une opposition large à l'agression impérialiste au Vietnam, au pacte nippo-sud-coréen et à l'occupation américaine d'Okinawa.

Cette évolution conduit vers une lente polarisation des forces politiques, le parti gouvernemental libéral-démocratique s'effritant progressivement au profit du Parti socialiste, sans que celui-ci ne pose cependant le problème de la conquête du pouvoir comme objectif aux luttes extra-parlementaires des masses ni ne formule un programme anti-capitaliste de transition vers le renversement du capitalisme.

En **Europe capitaliste,** où les partis communistes de masse ont poursuivi leur cours de plus en plus droitier, la social-démocratie a traversé de nouvelles étapes de sa dégradation politique, qui sont analysées en détail dans le document consacré à la situation en Europe.

Ainsi la social-démocratie belge a partagé en 1964 la responsabilité de l'intervention des paras au Congo, renversant le pouvoir révolutionnaire de Stanleyville ; la social-démocratie allemande a organisé en septembre 1965 une campagne électorale dans laquelle la différence politique avec le principal parti de la bourgeoisie, la CDU, avait été effacée, tout ayant été subordonné à la « conquête » d'une coalition avec ce parti ; le Parti socialiste italien nenniste, hier encore si « gauchiste » et si intégré dans le « camp socialiste », s'est identifié allègrement avec l'OTAN ; le Parti travailliste britannique revenu au pouvoir en automne 1964 a organisé la répression impérialiste sur grande échelle contre le mouvement révolutionnaire des masses d'Aden et d'Arabie du sud, après avoir couvert et justifié l'agression de l'impérialisme américain au Vietnam.

Cette évolution, combinée avec le cours droitier des partis communistes, a favorisé l'apparition de formations centristes nouvelles, se situant soit entre la social-démocratie et les partis communistes, soit carrément à gauche de ceux-ci. Les conditions d'affirmation et les perspectives de ces formations sont analysées dans la résolution consacrée à l'Europe.

Ce sont surtout certaines organisations syndicales, conservant un minimum d'autonomie par rapport à l'appareil réformiste et sa politique favorable à la collabora-

tion de classe, qui ont dans ces conditions joué le rôle objectif de véhicule des tendances les plus avancées des masses, opposées à l'intégration du mouvement ouvrier dans l'Etat bourgeois. Ce fut le cas de l'IG Metall et de l'IG Chemie en Allemagne occidentale, de la T & GWU et partiellement d'ASSET et de l'AEU en Grande-Bretagne, de la Régionale FGTB de Liège et partiellement de la CPSP en Belgique.

La baisse du taux de profit, l'aggravation de la concurrence inter-impérialiste, l'essoufflement du boom, les besoins intrinsèques qui découlent de l'accélération du renouvellement du capital fixe, tous ces facteurs déterminent une offensive croissante contre l'autonomie et les libertés syndicales, de la part du patronat et de l'Etat, offensive qui culmine dans des législations antigrève ou antisyndicales diverses. Le fait que même le gouvernement Wilson cherche à imposer pareille législation en Grande-Bretagne indique qu'il s'agit d'une tendance générale pour tout le capitalisme européen.

Les réactions de la classe ouvrière de l'Europe capitaliste à cette offensive, ainsi qu'aux efforts patronaux de limiter ou de supprimer périodiquement les augmentations des salaires, restent pourtant très vives, comme l'ont indiqué l'opposition en Belgique aux « lois antigrève » votées en 1963, l'opposition des syndicats ouest-allemands aux lois d'exception proposées au dernier **Bundestag**, et l'opposition des syndicats italiens aux tendances analogues. Si le gouvernement Wilson veut appliquer effectivement pareille législation en Grande-Bretagne, il se heurtera également à une résistance opiniâtre de la classe ouvrière.

Celle-ci s'est trouvée par contre beaucoup plus désarmée devant la brusque réapparition du chômage, des réductions d'horaires et des licenciements, en Italie et en France, en 1964-1965. C'est précisément dans une bataille défensive à un moment moins favorable du cycle que le rôle de la direction est déterminant, et l'absence de toute stratégie d'ensemble de la part des syndicats et partis ouvriers de ces deux pays y a été chèrement payée par le prolétariat.

A l'exception de la France, où le prolétariat a subi une grave défaite par l'arrivée au pouvoir de de Gaulle et la manière dont les deux partis traditionnels l'ont acceptée, la classe ouvrière de l'Europe occidentale a pourtant partout conservé son potentiel de résistance et de combativité. Et lorsque se produit une conjonction de divers facteurs favorisant un combat d'envergure, celui-ci peut éclater sur une échelle égale ou supérieure à tout ce qu'on avait vu dans le passé. On l'avait déjà constaté en 1960-1961 en Belgique. On l'a encore vécu dans l'été 1965 en Grèce.

L'ampleur et la dynamique des manifestations grandioses des masses contre le complot de la Cour pour se défaire du gouvernement Papandréou, dont la politique « libérale » était jugée trop risquée par la clique militaire, les grands armateurs et certains milieux de l'impérialisme américain, ont surpris et pour un moment même désemparé la réaction. Celle-ci a cependant pu marquer un succès tactique en obtenant la majorité pour le cabinet réactionnaire Stéphanopoulos, après l'échec de deux tentatives précédentes. Ce succès est avant tout dû au crétinisme parlementaire et à l'opportunisme de la direction du Parti communiste et de l'EDA, qui a enfermé délibérément les manifestations des masses dans un cadre de simple pression sur le Parlement, se refusant même à lancer les mots d'ordre de **référendum** et de **République**, sans parler de celui de comités et d'organes d'auto-défense des masses, ou de slogans nettement anticapitalistes. La combativité des masses a été ainsi simplement émoussée, toutes les perspectives se concentrant sur les élections législatives.

Mais cette vague n'est pas restée sans effet sur le niveau de conscience et d'organisation de l'avant-garde ouvrière. Une des tâches des marxistes-révolutionnaires grecs est d'expliquer toutes les leçons de ce qui ne sera qu'une première phase d'un combat plus long, et de faire en sorte que les prochaines phases aboutissent à d'éclatants succès du mouvement des masses.

— VIII —

NOS TACHES

1. La tâche immédiate la plus urgente des marxistes révolutionnaires est de stimuler à l'échelle mondiale la lutte contre l'agression impérialiste au Vietnam, pour l'aide à la révolution vietnamienne :

a) en stimulant des manifestations de plus en plus amples pour le droit du

peuple vietnamien à disposer de lui-même, pour le retrait inconditionnel des troupes impérialistes du Vietnam.

Seules des manifestations qui mobilisent une partie considérable de la masse des travailleurs peuvent avoir un effet décisif sur l'issue de la lutte. Mais partout où la bureaucratie du mouvement ouvrier empêche encore de telles manifestations, il est cependant possible de partir de comités représentant des forces plus restreintes et de les associer dans des actions de front unique aussi larges que possible. Des campagnes vigoureuses par de tels comités, y compris l'organisation de manifestations qu'ils sont capables de déclencher, peuvent accélérer le processus d'association d'une masse importante de travailleurs à cette lutte.

b) en propageant inlassablement la nécessité d'un front unique anti-impérialiste à l'échelle internationale. Pareil front unique devrait réunir tous les Etats ouvriers au niveau gouvernemental, quelles que soient leurs divergences à d'autres niveaux. Il devrait y associer toutes les grandes organisations ouvrières du monde capitaliste, tout le moment révolutionnaire des pays coloniaux et semi-coloniaux, autour d'un seul objectif central : opposition à l'agression impérialiste au Vietnam et mobilisation de l'aide militaire et matérielle efficace pour la République Démocratique du Vietnam.

c) en organisant, partout où cela est efficace, des mouvements d'aide matérielle et médicale pour la révolution vietnamienne, surtout dans des pays d'Europe occidentale et dans des pays entraînés dans la révolution coloniale où de telles campagnes ont des chances réelles d'obtenir des succès importants.

d) en propageant inlassablement et en expliquant cette vérité fondamentale que le moyen le plus efficace d'affaiblir l'agression impérialiste au Vietnam, c'est l'intensification des luttes révolutionnaires dans d'autres pays.

La IV[e] Internationale estime que des actions et des campagnes éducatives de ce genre ne sont pas seulement conformes aux principes de solidarité internationale à l'égard d'une lutte de la plus grande importance, mais qu'elles peuvent encore avoir un effet puissant pour neutraliser les effets de l'attitude opportuniste des PC pro-Moscou et de l'attitude fractionnelle sectaire des PC pro-Pékin en ce qui concerne l'aide à la révolution vietnamienne. Elles peuvent ainsi contribuer à rassembler des forces d'un poids suffisant pour obliger l'impérialisme à retirer ses armées du continent asiatique, renversant ainsi un glissement aujourd'hui fort dangereux vers la guerre nucléaire.

Alors que la lutte contre l'agression impérialiste au Vietnam représente aujourd'hui la tâche prioritaire la plus urgente, d'autres tâches continuent à être d'une importance centrale. Ces tâches ne sont pas en contradiction avec le travail de défense de la révolution vietnamienne ; la défense active de cette révolution n'est qu'un des moyens courants pour poursuivre leur réalisation.

2. La défense inconditionnelle de tous les Etats ouvriers, à commencer par l'Union soviétique et la République populaire de Chine, contre l'impérialisme. La défense de Cuba révolutionnaire est d'une importance spéciale à ce propos, du fait de sa situation géographique exposée et des mesures extrêmes prises par l'impérialisme pour l'écraser.

3. La défense des conquêtes révolutionnaires de l'Algérie contre la pression impérialiste et la réaction indigène.

4. La défense de mouvements révolutionnaires en cours comme ceux du Congo, de Saint-Domingue, du Venezuela, etc., contre l'intervention impérialiste.

5. L'appui au mouvement pour le désarmement nucléaire unilatéral des pays impérialistes.

La IV[e] Internationale estime que le mouvement anti-nucléaire devrait s'élargir et Elle s'efforcera de défendre en son sein l'idée-maîtresse que seule la prise du pouvoir par le prolétariat et l'abolition du capitalisme dans les forteresses impérialistes, y compris aux Etats-Unis, permettra de libérer le monde définitivement du cauchemar d'une guerre nucléaire.

6. Appui aux efforts pour assurer une issue positive à la crise qui ébranle le mouvement communiste international.

Aux questions que les militants communistes les plus avancés sont de plus en plus amenés à se poser, la IV[e] Internationale s'efforcera de présenter objectivement les réponses incluses dans son programme. La IV[e] Internationale a adopté une position indépendante dans cette crise, et elle maintiendra cette position indépendante. Elle continue comme par le passé à appuyer de manière critique l'opposition chinoise

à l'opportunisme khrouchtchévien sur des questions-clés comme la social-démocratisation de certains partis communistes ; l'abandon de la théorie léniniste de l'Etat et du parti ; la présentation de la « coexistence pacifique » comme « ligne stratégique principale du mouvement communiste international » ; les illusions concernant une « voie pacifique vers le socialisme », — tout en critiquant sans réticence aucune les aspects opportunistes ou ultragauchistes de la politique de Pékin (réhabilitation de Staline ; appui à la politique opportuniste des directions des PC indonésien et japonais ; défense de la théorie de la « révolution par étapes », en opposition flagrante avec la conception de la révolution ininterrompue ; propagande déplacée sur les « avantages » à la cause révolutionnaire qui découleraient de l'approfondissement de l'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam, etc.).

7. La IVe Internationale attachera une importance particulière au problème de la jeunesse ouvrière et estudiantine, qui marche aujourd'hui à l'avant-garde dans un grand nombre de pays. Les revendications sociales et politiques de cette jeunesse présentent le plus grand intérêt pour la IVe Internationale, et cet intérêt est aussi réciproque pour l'avant-garde de la jeunesse, dont un nombre croissant rejoint les rangs de la IVe Internationale.

8. La direction de la IVe Internationale attachera en outre une importance particulière à la solution de problèmes organisationnels et politiques spécifiques d'une série de sections, problèmes qui sont définis dans un document intérieur.

La situation politique mondiale est devenue si complexe et se modifie avec une telle rapidité que seules les lignes générales de l'évolution courante, qui sont d'une importance spéciale du point de vue international, peuvent être indiquées dans un document comme celui-ci. Cela s'applique encore davantage aux problèmes tactiques qui surgissent des particularités nationales et locales. Les graves événements qui se posent à tous les peuples du monde impliquent la nécessité plus impérative que jamais de construire une direction socialiste révolutionnaire dans chaque pays, capable d'élaborer à temps les solutions correctes de classe pour les problèmes politiques et tactiques avec lesquels les travailleurs et la grande masse de l'humanité sont aujourd'hui confrontés.

Mais si les responsabilités devant lesquelles les directions nationales se trouvent placées ont considérablement augmenté dans les années récentes, cela veut dire également que la nécessité d'une Internationale réellement marxiste-révolutionnaire se fait, elle aussi, sentir de manière plus impérieuse que jamais. Il n'est plus possible de découvrir des solutions strictement « nationales » aux problèmes économiques, sociaux et politiques majeurs. Toutes les luttes vitales se déroulent aujourd'hui à l'échelle internationale.

Contre les forces contre-révolutionnaires internationales formidables qui défendent et appuyent les intérêts du système capitaliste, la classe ouvrière et ses alliés ont eux aussi, besoin d'une direction internationale, d'un parti mondial à eux.

Le programme fondamental de ce parti et une sélection importante de ses cadres à l'échelle mondiale existent déjà dans la IVe Internationale. Renforcer la IVe Internationale, cela signifie accélérer la construction d'une direction socialiste révolutionnaire capable de guider les masses qui se rassemblent aujourd'hui vers la civilisation socialiste de demain.

Progrès et problèmes de la révolution africaine

Dix années après le démarrage du processus généralisé de formation d'Etats indépendants, la réalité africaine s'avère être sensiblement différenciée. Néanmoins, tout en se rendant compte de leur caractère approximatif et provisoire, il est possible de fixer des catégories ou des groupements, basés sur des tendances fondamentales et des éléments communs ou analogues.

Plus concrètement, on peut distinguer trois secteurs majeurs : l'Afrique où survivent encore le colonialisme et le racisme, l'Afrique à structure carrément néo-coloniale et l'Afrique aux transformations révolutionnaires. Une analyse des situations et des tendances d'un certain nombre de pays de chacun de ces secteurs permettra d'esquisser un tableau général assez complet, de saisir une série de tendances de base et d'élaborer quelques conclusions essentielles.

— I —

L'Afrique coloniale

L'Afrique coloniale, qui, géographiquement, correspond en grande partie à l'Afrique australe, inclut essentiellement l'Afrique du Sud, l'Angola, le Mozambique et la Rhodésie du Sud (Zimbawe). Nous analyserons ici brièvement les deux épicentres de l'Afrique du Sud et de l'Angola.

AFRIQUE DU SUD

Les dernières années furent caractérisées par une aggravation de l'oppression nationale et économique imposée à la population autochtone de l'Afrique du Sud par le régime *d'apartheid*. Contre celui-ci se sont propagées des formes de lutte violentes qui représentaient une rupture par rapport aux méthodes prônées dans le passé par de larges secteurs du mouvement national et, en principe, il y a eu un tournant dans ce domaine de la part de l'A.N.C. (African National Congress) et du P.C. Toutefois, des actions violentes ont été menées d'une manière distincte d'un large mouvement de masses, de sorte que ce sont surtout des secteurs « libéraux » qui se sont efforcés d'en tirer bénéfice. Les espoirs de ceux qui estimaient que des actions de sabotage auraient suffi à faire sauter la poudrière se sont avérés injustifiés. Des révoltes qui ont éclaté à différentes reprises dans des régions isolées furent par ailleurs écrasées par une répression très dure.

Sous l'angle général, les données fondamentales de la situation de l'Afrique du Sud restent inchangées. La présence d'un pourcentage élevé de dominateurs blancs rend inévitable la perspective d'une lutte acharnée et longue. Mais, d'autre part, la structure économique et sociale du pays, relativement avancée pour un Etat africain, l'absence d'une véritable bourgeoisie indigène, l'existence d'une masse prolétarienne très considérable et de très larges masses de paysans pauvres voire prolétarisées, sont autant de facteurs aptes à stimuler une dynamique révolutionnaire anticapitaliste et socialiste d'une révolution qui commencera comme révolution nationale et démocratique. En dernière analyse, c'est précisément la présence de ces facteurs qui explique en même temps l'esquisse d'une opération néo-capitaliste avec l'intervention de secteurs de l'impérialisme mondial et la prudence extrême des forces bourgeoises « libérales » opposées au régime raciste actuel. Cette opération

néo-colonialiste consisterait à remplacer le régime de *l'apartheid* par l'octroi de quelques droits politiques « libéraux » à des fractions restreintes de la population autochtone.

L'opération néo-colonialiste bute effectivement sur des obstacles sérieux, d'autant plus que personne ne saurait garantir que le processus déclenché s'arrêterait au palier souhaité par certaines forces « libérales ». Toutefois, surtout si certaines conditions devaient se réaliser, la possibilité de sa réussite ne pourrait être écartée. Cela aurait évidemment des conséquences sur tout le développement de la révolution en Afrique australe.

La tâche des forces révolutionnaires à l'étape actuelle est en tout cas de lutter pour qu'une chute éventuelle de Verwoerd implique le déclenchement d'un processus de révolution permanente et non une restructuration du pays sur une base néo-coloniale. Dans ce but, une lutte limitée à des actes de sabotage ou à des actions isolées serait inopérante — voire favorable aux desseins des forces néo-colonialistes. Des prises de position en faveur de la lutte armée restent d'ailleurs insuffisantes. En effet, il ne s'agit point d'un problème de méthode seulement, mais aussi et surtout d'un problème de contenu. Une aile néo-colonialiste et libérale peut, de toute évidence, estimer qu'il lui faut combattre Verwoerd par des actions armées, son orientation de base ne cessant d'être fondamentalement opposée à celle du mouvement révolutionnaire de masse.

En réalité, on ne pourra déjouer toute manœuvre néo-colonialiste et déclencher effectivement le processus de la révolution de l'Afrique du Sud que par un mouvement basé sur de larges masses, notamment des masses paysannes. La pierre de touche d'une direction révolutionnaire sera sa capacité, en partant d'une mobilisation avec des objectifs démocratiques et de libération nationale d'assurer à chaque étape concrète des mots d'ordre et des actions susceptibles de stimuler la dynamique anticapitaliste de la lutte.

Les progrès réalisés parmi les paysans et dans les réserves par des secteurs d'avant-garde et la maturation d'un nombre considérable de cadres dans le mouvement de masse sont incontestablement des symptômes positifs.

La constitution d'un front unique des forces qui luttent contre l'apartheid et l'impérialisme reste une nécessité primordiale, ne fut-ce qu'à cause de l'âpreté prévisible de la lutte qui exige d'ailleurs le fonctionnement d'organisations structurées à l'échelle nationale. Mais aucun front unique ne serait valable, aucun front ne pourrait accomplir les tâches qui le rendent nécessaire, s'il ne posait comme condition préalable la rupture avec tous les agents, y compris les agents indigènes et libéraux, de l'impérialisme et du néo-colonialisme.

Les marxistes révolutionnaires sont partisans d'un tel front unique et assureront leur soutien actif à tous ceux qui lutteront effectivement, quelles que soient leurs orientations spécifiques. Ils soutiendront plus particulièrement cependant les secteurs d'avant-garde du mouvement sud-africain qui sont les plus proches de l'orientation de la révolution permanente et qui ont déjà réussi, grâce à une lutte opiniâtre et courageuse, à gagner une influence de masse, notamment parmi les paysans, avant tout l'A.P.D.U.S.A. (African People's Democratic Union of Southern Africa) et les autres organisations organisées dans le N.E.U.M. (Non European Unity Movement).

ANGOLA

La lutte du mouvement national angolais a connu des vicissitudes multiples pour des raisons aussi bien intérieures qu'internationales.

L'effort massif de l'impérialisme portugais soutenu par ses alliés n'a pas réussi à écraser la résistance du peuple angolais, mais a pu en limiter la portée pendant certaines périodes. Les développements de la situation au Congo, notamment à la suite de l'arrivée au pouvoir de Tschombé, directement lié aux Portugais, ont également exercé une influence négative. Finalement, un obstacle a été représenté par des luttes à l'intérieur du mouvement national et ses divisions, par des prises de positions oscillantes de certains Etats africains et une intervention assez lourde de la bureaucratie soviétique, qui s'est associée pour discréditer le G.R.A.E. (Gouvernement Révolutionnaire de l'Angola en Exil) et le F.L.N.A. (Front de Libération National Angolais).

Dans le cas de l'Angola, la marge des manœuvres néo-colonialistes (jusqu'ici très aléatoires et peu concrètes, probablement beaucoup plus d'inspiration nord-

américaine que portugaise) est sensiblement limitée. Une classe bourgeoise indigène, base sociale et politique pour une opération néo-colonialiste éventuelle, n'existe même pas sous une forme embryonnaire. Une défaite du colonialisme — qui en tout état de cause sera désormais le résultat d'une mobilisation large des masses, surtout des masses paysannes — provoquerait une situation de vide politique et social stimulant puissamment une dynamique anticapitaliste du processus. Dans l'Etat angolais indépendant, le poids spécifique des masses, des masses paysannes en premier lieu, serait déterminant et les masses seraient poussées dès les premières phases à traduire leur victoire sur le terrain économique et social.

Il en découle que l'avant-garde révolutionnaire angolaise doit se préoccuper dès maintenant d'élaborer une perspective de révolution permanente, en clarifiant d'une façon systématique la nécessité que la lutte de libération nationale ait un contenu anticapitaliste et socialiste. Des militants et des noyaux sont déjà effectivement arrivés à de telles conclusions en utilisant des critères d'analyse marxistes et en adoptant des conceptions socialistes.

Il en découle aussi que les masses, au cours d'une lutte probablement assez longue, feront des expériences capitales, et ne toléreront pas d'être volées de leur victoire. Ce qui signifie que les clarifications nécessaires et l'élimination éventuelle de dirigeants opportunistes ou timorés, soumis à l'influence de forces étrangères à la révolution, se produiront pendant la lutte même, par sa propre logique.

Il est clair qu'une véritable direction révolutionnaire angolaise n'existe pas encore et que les conflits et les luttes intérieurs du mouvement national continueront probablement à se produire pendant toute une période. Pour les marxistes révolutionnaires le critère fondamental pour déterminer le champ d'action auquel ils donnent la préférence est de savoir qui exerce à une étape donnée une influence de masses réelle et qui mène effectivement le combat, parce que c'est là que la logique de la lutte révolutionnaire permettra le plus facilement que se forme une avant-garde révolutionnaire. Les orientations d'une direction ou de quelques dirigeants — à plus forte raison les insinuations ou les suspicions à l'égard de telle ou telle personne — ne sauraient être un critère décisif.

Dans la cinquième année de la lutte angolaise un bilan objectif autorise à établir, en gros, les conclusions suivantes :

a) La lutte armée dans le pays continue et a même connu récemment un élan nouveau. Les forces armées angolaises à l'extérieur subsistent, malgré les limitations graves imposées à leur action par les gouvernements réactionnaires congolais ;

b) la lutte armée en Angola — qui est menée surtout par des forces à composition sociale paysanne — est organisée essentiellement par le F.L.N.A. qui représente la base du G.R.A.E. Le M.P.L.A. (Mouvement Populaire de Libération Angolaise) a réussi au cours de l'année 1964 à établir une base dans l'enclave de Cabinda, où d'ailleurs existaient déjà auparavant des contingents du F.L.N.A. Malgré les appuis importants dont il dispose à l'étranger, surtout de la part de la bureaucratie soviétique, celui-ci n'a pu renverser les rapports de force existants et ne peut être considéré à présent que comme composante mineure du mouvement angolais sous l'angle de l'influence de masse.

c) sur le plan de la direction consciente, le M.P.L.A. prétend avoir une orientation plus progressiste, voire socialiste. Toutefois cela ne l'a pas empêché d'avoir des liaisons avec des formations douteuses et de continuer à suivre une ligne confuse. Il tire sa force de négociation relative moins de son influence intrinsèque que de l'appui que lui accorde l'aile du mouvement communiste qui se trouve sous l'égide de la bureaucratie soviétique.

Par son ampleur même, le F.L.N.A. apparaît être plus hétérogène que le M.P.L.A., aussi au niveau de la direction. Toute une série de ses éléments ne sont pas politiquement formés, font des zig-zags, travaillent d'une façon absolument empirique. Il est fort possible que certains aient subi dans le passé ou subissent encore l'influence de l'impérialisme américain. Il serait toutefois erroné d'ignorer que certains représentants du F.L.N.A. sont susceptibles d'évoluer et de faire abstraction de l'entrée dans le F.L.N.A., après une scission du M.P.L.A., d'une série d'éléments d'avant-garde de formation marxiste et ayant une orientation nettement de gauche.

d) Les attitudes de certains Etats africains, même parmi les plus progressistes — ou qui sont considérés comme progressistes — ont changé parfois brusquement et sans explication claire : elles ne sauraient donc être en soi un critère valable.

Le plus souvent ont joué sans doute des considérations tactiques ou diplomatiques particulières qui ont primé sur l'analyse des forces en présence, des rapports de force et de la dynamique du mouvement.

Sans dissimuler ses critiques et en développant ses propres conceptions sur la nature de la révolution angolaise, la IVe Internationale continuera à assurer sa solidarité aux forces qui se battent effectivement, qui sont surtout des forces paysannes, et qui, à l'étape actuelle, sont organisées essentiellement dans le F.L.N.A. Elle considère qu'une unification du F.L.N.A. avec les autres forces existantes et que celles-ci affirment désirer en principe, pourrait être profitable, naturellement à condition qu'elle se réalise dans la lutte, sur la base d'un programme anti-impérialiste et anticolonialiste clair et sans qu'il soit porté préjudice à l'unité indispensable dans la lutte armée.

Un essor de la lutte dans les autres colonies portugaises, notamment au Mozambique (en Guinée portugaise le mouvement a déjà acquis des dimensions spectaculaires) multiplierait les difficultés des colonialistes, pourrait les amener à renoncer à certaines positions et à faire éventuellement quelques compromis — dans le but de se concentrer dans le rempart le plus important. Pour toute une série de raisons aussi bien géographiques qu'économiques, il est fort probable que ce serait l'Angola que les Portugais décideraient de défendre jusqu'au bout. Sous cet angle également, se justifie donc la perspective d'une lutte prolongée.

— II —

L'Afrique néo-coloniale

L'énumération des pays qui peuvent être inclus dans cette catégorie — des pays de l'Afrique du Nord comme la Tunisie, le Maroc et la Lybie, la plupart des anciennes colonies françaises de l'Afrique occidentale, les anciennes colonies anglaises de la même région comme le Nigéria et la Sierra Leone, le Congo, des pays de l'Afrique orientale comme l'Ethiopie, la Somalie et d'anciennes colonies anglaises, etc. — exprime par elle-même le caractère approximatif de cette classification et les différenciations assez grandes qu'elle implique. Nous nous limiterons à nous référer à quelques cas particuliers les plus significatifs dans les différentes zones.

CONGO

Le Congo exprime sous une forme concentrée les contradictions multiples d'une Afrique bouleversée dans son processus d'émancipation. Le pouvoir central ayant été dans les mains de l'homme le plus détesté par les Africains révolutionnaires et même par certains modérés, et des régions très vastes étant le théâtre d'une guerre féroce, la situation actuelle est la résultante aussi bien des capacités d'intervention que des limites et des conflits internes des forces en présence. La lutte au Congo n'est pas seulement une lutte pour ce territoire. Dans cette lutte se trouve impliqué le risque de consolidation d'un pouvoir contre-révolutionnaire qui déborderait sur d'autres pays africains et qui accentuerait la différenciation au sein de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine), les gouvernements de l'O.C.A.M. ayant fait alliance avec Tschombé d'abord, Kasavubu ensuite, Mobutu enfin.

Du point de vue de l'impérialisme, le Congo de la fin des années 50 en était arrivé à un point où la domination ancien style ne pouvait plus continuer ; cependant presque rien n'avait été fait pour préparer une solution de rechange tant soit peu viable. Pour cette raison, notamment en raison de l'absence au Congo d'une classe dirigeante indigène même embryonnaire, l'opération de 1960 aboutissait à une crise chronique. La solution néo-colonialiste même la plus modérée ne pouvait se stabiliser, de sorte qu'au cours de l'année 1964 les impérialistes revinrent à l'intervention directe, à peine camouflée derrière le masque hypocrite du sauvetage des blancs et de l'aide au gouvernement « légal » de Tschombé.

Quant aux forces congolaises anticolonialistes, leur carence fondamentale résidait dans l'absence d'une véritable organisation politique unitaire, le mouvement lumumbiste lui-même ne disposant que de forces limitées. C'est pourquoi la solution envisagée lors de la table ronde sautait rapidement et Lumumba, le seul personnage

en condition de jouer un rôle national, était éliminé. Pendant toute une période, le morcellement et le manque de direction freinèrent la reprise de la lutte révolutionnaire. La résistance ne devait reprendre que plus tard, tout d'abord sur une échelle locale et régionale. La force prolétarienne la plus concentrée — celle des mines katangaises — subissant toute la pression de l'appareil colonialiste et tschombiste ne jouait d'ailleurs aucun rôle. Il n'y a pas de doute que l'absence d'un parti national était déterminée en dernière analyse par la dispersion tribale et le caractère arriéré de la plus grande partie du pays. Il faut cependant ajouter que les forces internationales intéressées à contrecarrer l'évolution négative au Congo — les Etats africains progressistes et les Etats ouvriers — même si l'on fait abstraction de la responsabilité criminelle de la bureaucratie soviétique qui facilita en juillet 1960 l'intervention de l'O.N.U., ne pouvaient ou ne voulaient pas contribuer d'une façon décisive à crever l'abcès congolais, même si elles ont assuré aux insurgés une aide importante.

A la suite des événements de fin 1964, la lutte s'est déplacée sur un terrain miné pour l'impérialisme et le néo-colonialisme et, somme toute, plus avantageux pour les forces révolutionnaires, qui se sont multipliées dans différentes zones du pays. Grâce à une politique brutale et cynique qui ne se soucie d'aucun camouflage et accepte complètement la logique d'une guerre d'extermination, menée surtout par des mercenaires étrangers, Tschombé avait réussi à reconquérir des positions, mais il ne s'agissait que de succès partiels. Son incapacité à stabiliser tant soit peu ses positions, la reprise rapide de l'inflation, ses heurts avec Kasavubu et les forces tribales Bakongo, ont entraîné sa chute.

Les carences et les faiblesses du mouvement national ne sont toutefois pas surmontées. La coordination et l'unité ne sont pas encore assurées, ce qui n'est pas causé surtout par les difficultés géographiques pourtant réelles. Des divergences politiques graves subsistent. Les réactions face au plan « Adoula » de provoquer l'arrêt de la lutte armée en échange d'une solution néo-colonialiste furent à ce propos un test éloquent. S'il y a effectivement une aile intransigeante qui veut aller jusqu'au bout en rejetant toute solution équivoque (Mulélé), il y a aussi une autre tendance, représentée au sommet et même dans des secteurs des forces au combat (par exemple, Gbenyé), qui accepterait au fond une solution néo-colonialiste modérée. Mais une telle solution serait impraticable ou éphémère : les tendances centrifuges rebondiraient rapidement, la lutte reprendrait et le seul résultat serait une division grave et la confusion dans le mouvement national. La seule solution possible est la défaite non seulement de Tschombé, de Kasavubu et de Mobutu, mais aussi et surtout des forces intérieures et internationales qui se cachent derrière eux. Une telle issue ne sera possible que par l'action d'une armée révolutionnaire unifiée nationale — aidée militairement par l'Afrique révolutionnaire et les Etats ouvriers —, sur la base d'un mouvement politique qui lutte pour extirper les racines de la domination impérialiste (expropriation des propriétés étrangères et leur nationalisation) et éliminer la bureaucratie indigène, alliée des néo-colonialistes, et incapable de gouverner le pays.

L'attitude actuelle des Etats africains est contradictoire : l'O.U.A. a louvoyé ; les Etats néo-colonialistes à gouvernements modérés soutiennent le gouvernement « légal » ; quelques Etats de l'Afrique progressiste assurent l'aide indispensable. Ainsi, au Congo s'opposent non seulement les forces antagonistes intérieures, mais aussi les différentes tendances africaines, en plus, bien entendu, des forces internationales. D'où la portée capitale d'une lutte, dont l'issue victorieuse éventuelle pourrait, même à une échéance rapprochée, modifier les tendances en Afrique australe, en créant les préconditions d'un écroulement du rempart le plus réactionnaire du continent.

NIGERIA

Le Nigéria devait, dans les intentions britanniques, jouer le rôle d'expérience néo-colonialiste pilote. Il s'agit en effet du pays de loin le plus peuplé de l'Afrique, situé dans une position centrale, et, par conséquent, grâce à ces facteurs mêmes, susceptible d'influencer sérieusement l'évolution générale du continent. D'ailleurs, une série de conditions étaient réunies qui pouvaient à juste titre être considérées comme favorables du point de vue néo-colonialiste :

a) présence importante du capital étranger aussi bien dans le secteur industriel et financier que dans le secteur agraire (propriétés de plantations) ;

b) existence de noyaux relativement consistants — par rapport à d'autres pays africains — d'une classe dirigeante indigène ;

c) différenciation au sein de cette classe et dans les différentes zones du pays, susceptible d'assurer des possibilités de manœuvres de diversion et d'entraver le processus d'une maturation nationale unitaire anti-impérialiste ;

d) formation préalable d'une couche politique entraînée à l'école britannique, couche qui allait jusqu'à inclure des dirigeants syndicaux modérés ;

e) des ressources économiques considérables, ouvertes à l'exploitation étrangère.

Tout cela était, pour ainsi dire, couronné par un autre élément essentiel : le passage à l'indépendance s'était produit à froid, sans qu'il y ait eu une lutte révolutionnaire avec une très large participation des masses.

Cinq années après l'indépendance, le Nigéria reste sous un régime néo-colonial et doit subir un gouvernement conservateur, réactionnaire même. Aucune mesure n'a été prise ni esquissée à l'égard des propriétés impérialistes ou dans une direction tant soit peu progressive. Sur le plan de la politique internationale, le Nigéria ne cesse de prendre, avant tout par rapport aux problèmes africains les plus brûlants, des positions rétrogrades, constituant ainsi l'un des contrepoids les plus importants à l'action des gouvernements africains progressifs.

Toutefois, la situation est loin d'être cristallisée. En fait, comme l'ont confirmé les événements de fin 1964 — et de 1965 — le pays est secoué par une crise profonde : le régime est tout à fait instable, les forces de la classe dirigeante — même celles qui étaient pendant toute une période à la base du système de gouvernement — sont divisées et luttent entre elles âprement, l'opposition des masses populaires, surtout dans les régions les plus développées, s'accentuant de plus en plus. La topographie politique reste fragmentée et contradictoire (des forces politiques différentes et opposées dominent dans les différentes régions) et l'unité de la Fédération elle-même est mise en danger. Les structures démocratiques parlementaires de style britannique ne sont qu'une mascarade, comme le prouvent, entre autres, les fraudes électorales colossales, les mesures prises contre les opposants, même ceux de tendance modérée, la répression dure contre des représentants de l'aile avancée du mouvement syndical et ouvrier. En réalité, toutes les bases du système politique laissée en héritage par l'empire britannique restent extrêmement précaires.

Tout cela est évidemment un reflet de la structure de la société nigérienne. Le pays est politiquement divisé, même au niveau des classes dirigeantes, car le niveau de développement économique et social est très différencié : aux régions relativement avancées s'oppose surtout le Nord, où prévalent encore des rapports de type féodal. Dans ce contexte, les facteurs tribaux et religieux ne cessent de jouer. Certes, cela ne signifie pas que la situation est tout à fait statique : au contraire, la société nigérienne est en mouvement et les rapports capitalistes commencent à pénétrer y compris dans le Nord. Cette pénétration cependant ne détruit pas l'influence des éléments féodaux : on assiste plutôt à une symbiose similaire à celle que d'autres sociétés ont connue dans leurs phases de transition (par exemple des féodaux deviennent aussi des *contractors* — sous-traitants) ; la rupture des structures communautaires se produit en faveur des chefs tribaux qui accaparent les terres, etc.).

Un élément hautement positif et susceptible de jouer encore plus dans l'avenir est constitué par le dynamisme dont ont fait preuve des secteurs importants des masses urbaines, les plus intégrées dans un contexte économique moderne (voir la grève des dockers de Lagos, la grève générale de juin 1964, etc.). A la suite de cette situation et grâce aussi aux expériences internationales qu'ont pu faire de jeunes cadres (notamment pendant des périodes d'études en Europe), il y a déjà au Nigéria des groupes d'avant-garde qui se réclament du marxisme, et du marxisme révolutionnaire, qui critiquent le syndicalisme de style britannique et qui se mesurent — y compris par des conflits et des ruptures — sur les problèmes vitaux de la révolution nigérienne et les grandes questions internationales. Méritent d'être mentionnées à ce propos les expériences récentes, dont celles du S.W.F.P. (Socialist Workers and Farmers Party) et du N.L.P. (Nigerian Labour Party).

Un problème essentiel à clarifier reste celui de l'attitude envers la bourgeoisie nationale, qui, au Nigéria, n'est pas aussi fantomatique que dans d'autres pays africains, et qui a en tout cas déjà révélé sans possibilité d'équivoque sa nature conservatrice et pro-impérialiste. Il ne s'agit donc pas de chercher la voie d'une alliance avec cette couche sociale — comme le prétendent, par exemple, les partisans nigériens des orientations de la bureaucratie soviétique — mais de trouver les moyens d'attirer sur une plate-forme révolutionnaire et d'organiser autour d'une direction socialiste conséquente les secteurs populaires qui subissent encore l'influence de formations vaguement progressistes (par exemple l'Action Group).

Cette précision s'impose dans le cas plus général du problème primordial des liaisons et de l'alliance avec les masses paysannes qui constituent l'écrasante majorité de la population et qui sont socialement assez différenciées (allant des ouvriers agricoles des plantations aux paysans pauvres classiques et aux serfs des zones féodales). L'élaboration d'un programme de transition pour la révolution agraire et la mobilisation des paysans (qui, en partie, constituent encore la base des tendances les plus conservatrices) sont des tâches-clés pour l'avant-garde nigérienne.

ETHIOPIE

En Afrique orientale, le rempart de la conservation est l'empire d'Ethiopie, société arriérée, basée surtout sur des rapports de type féodal que défend un régime de véritable despotisme politique. La classe féodale, soudée autour du Négus et de sa famille, s'efforce de consolider ses positions par une alliance avec le capital étranger : le secteur industriel, encore fort limité, est complètement dans les mains de capitalistes d'autres pays qui jouissent pour leurs investissements de conditions très propices. Le prestige acquis lors de l'agression fasciste et surtout les positions hypocritement unitaires prises aux réunions des Etats africains constituent pour l'empereur une couverture idéologique « progressiste » bon marché, qui fait diversion à la concession de bases militaires éthiopiennes aux impérialistes américains.

La révolte de 1960 fut un premier symptôme grave des tendances qui sapent le système de l'empire : sa défaite rapide est imputable à son caractère timoré et à la nature de ses dirigeants qui ne pouvaient ni ne voulaient entraîner dans l'action des secteurs importants des masses. Dans une période plus récente, d'autres symptômes significatifs se sont dessinés : insubordination de contingents militaires, mouvements d'étudiants, manifestations de paysans, grèves parfois dirigées par des militants syndicaux clandestins, parfois menées sous des formes plus ouvertes et plus spectaculaires (par exemple la grève des Ethiopian Air Lines en 1964).

L'opposition, qui va des prises de positions les plus modérées de la part de secteurs « éclairés » des couches supérieures jusqu'à la résistance armée de secteurs populaires, en premier lieu paysans, s'exprime même sous des formes organisées. L'E.P.M.C. (Ethiopian People's Movement Council), doté d'un programme avancé et disposant de cadres proches des conceptions marxistes et marxistes révolutionnaires, représente à l'étape actuelle une large avant-garde. Sa lutte pour un régime républicain, pour l'abolition du système féodal, pour une réforme agraire radicale, pour un pouvoir populaire effectif, contre l'impérialisme américain et le néo-colonialisme, constitue une base qui répond aux nécessités de la révolution éthiopienne à cette étape. La solidarité des révolutionnaires d'Afrique et du monde entier envers l'E.P.M.C. et tous ceux qui luttent avec une orientation analogue est d'autant plus nécessaire que le mouvement d'opposition éthiopien a été reçu froidement sinon hostilement même par les Etats et les dirigeants africains les plus avancés qui désirent éviter toute complication dans leurs rapports diplomatiques avec le gouvernement impérial.

Un aspect important de la situation en Ethiopie réside dans l'existence de fortes minorités nationales qui luttent soit pour l'autonomie soit pour la séparation de l'empire. Dans le cas de l'Erithrée, le mouvement s'est concrétisé depuis plusieurs années par des actions armées d'une guérilla paysanne et par l'esquisse d'orientations politiques socialisantes.

ANCIENNES COLONIES FRANÇAISES D'AFRIQUE OCCIDENTALE

Les anciennes colonies françaises sont, avec le Nigéria, les chaînons principaux du système néo-colonial en Afrique occidentale. Devenus indépendants « à froid », sans de grandes luttes et des victoires populaires, sur la base d'un compromis avec l'ancienne métropole, ces pays ont offert un terrain propice aux opérations néo-colonialistes, tout d'abord à cause de leur fractionnement artificiel, de leur balkanisation. Dans leur cas on peut dire de manière tout à fait pertinente que l'indépendance s'est réduite pour eux à un drapeau et à un hymne national. Les positions économiques du capitalisme étranger, le plus souvent français, furent maintenues. En même temps se consolidaient des noyaux, parfois assez substantiels, de classes exploiteuses indigènes (propriétaires fonciers, commerçants, petits industriels, transporteurs, intelligentsia avec un niveau de vie privilégié et une mentalité aristocratique, etc.). Les divisions tribales malgré leur influence déclinante

furent entretenues, pour être utilisées dans des buts conservateurs par les couches privilégiées indigènes et l'impérialisme.

Un rôle important — relativement nouveau par rapport à la période antérieure à l'indépendance — est joué par la couche bureaucratique qui contrôle l'appareil d'Etat et base sur ce contrôle ses conditions sociales privilégiées. Dans d'autres pays ou à d'autres époques, des couches de cette nature ou bien réalisaient une osmose avec des forces économiques ou bien s'incrustaient dans un appareil économique en essor, donnant naissance et nourrissant ce qu'on pourrait appeler une bourgeoisie d'origine bureaucratique (voir l'expérience mexicaine des années quarante et l'expérience indonésienne après le départ des Hollandais). Dans d'autres cas, ces couches acquéraient plutôt une physionomie bonapartiste politique, en s'efforçant de se maintenir en équilibre entre les différents secteurs privilégiés indigènes, l'impérialisme et le mouvement des masses. En général, elles s'élargissent démesurément par rapport à leurs fonctions réelles et s'assurent des privilèges d'autant plus détestés que le niveau de vie de la quasi-totalité de la population reste misérable et que se produisent des phénomènes criants de malversation et de corruption.

Les deux variantes ci-dessus se retrouvent dans les pays à structure néo-coloniale de l'Afrique occidentale. Sur le plan international, ces pays sont liés à l'impérialisme par l'intermédiaire de la France et par leur liaison avec le Marché Commun. Ils représentent l'aile conservatrice des Etats africains, n'étant dépassés que par l'Etat raciste de Verwoerd.

Dans une telle situation, le parti unique est l'instrument par excellence de contrôle et de répression politique : toute manifestation d'opposition est écrasée durement même par des personnages qui aiment apparaître comme les parrains d'une Afrique « démocratique » et « non totalitaire ». En dernière analyse, c'est le produit de la faiblesse intrinsèque de ces systèmes qui sont incapables de s'émanciper de la domination étrangère, de garantir le décollage économique indispensable et d'améliorer tant soit peu le niveau de vie des masses (parfois même on enregistre des détériorations de celui-ci) du fait que la dissolution des anciennes formes économiques et sociales précapitalistes détruit certaines possibilités de survivance et de coopération sans assurer une compensation par des chances nouvelles, avant tout par une résorption dans des secteurs modernes en expansion.

Cela n'exclut pas qu'une situation précaire et de crise puisse se prolonger pendant une certaine période par le maintien des régimes actuels (sans exclure des changements au niveau gouvernemental et dans le personnel politique). Un renversement radical de la situation ne sera vraisemblablement possible qu'à la suite de défaites subies par l'impérialisme dans d'autres secteurs de l'Afrique et du monde ou que par la capacité des forces d'opposition d'exprimer une ligne opposée conséquente et d'établir des liens solides avec les masses, notamment paysannes, ou par la combinaison des deux.

TUNISIE ET MAROC

En Afrique du Nord, le néo-colonialisme avait établi deux bases relativement solides au Maroc et en Tunisie dont l'indépendance formelle fut acquise à la suite d'une lutte du mouvement national, mais où le pouvoir économique resta dans les mains aussi bien de couches privilégiées indigènes que de propriétaires étrangers, souvent restés sur place.

Le bilan des années d'indépendance est désormais clair et confirme les prévisions qu'il était aisé de faire : les deux pays sont restés dans la stagnation économique ; certains développements limités, somme toute artificiels, n'ont atteint que des couches très restreintes des villes ; les masses prolétariennes et plébéiennes et la grande masse des paysans ne sont pas sorties du dénuement le plus complet.

Outre l'aveuglement de certaines couches accrochées au *statu quo*, c'est cette situation et le mécontentement sourd des masses qui est à la base des développements de l'an dernier en Tunisie, entre autres de la crise au sommet des syndicats, et du virage relatif à gauche de Bourguiba, dont l'influence reste considérable. Au Maroc, la tâche des conservateurs est plus difficile du fait même qu'il existe une classe ouvrière assez importante, concentrée et organisée, et du fait que le pouvoir n'est pas dans les mains d'une direction qui tire son prestige de son rôle dans la lutte pour l'indépendance. D'où le caractère très aigu des conflits sociaux et politiques, les différenciations beaucoup plus nettes, y compris dans les rangs de l'opposition, et la violence de la répression de la part d'un régime où le roi reste

le pivot bien que son autorité se soit affaiblie. La récente explosion de Casablanca est un signe avant-coureur des graves conflits qui mûrissent.

Dans le cas du Maroc, il est particulièrement évident que la seule perspective de progrès réel est celle d'une lutte anticapitaliste pour des solutions socialistes. Toute stratégie visant à collaborer avec une soi-disant bourgeoisie nationale s'avérerait impraticable et fictive, car le système d'exploitation et d'oppression existant est exercé directement — même si c'est en bonne partie au bénéfice du capital étranger — par les couches possédantes indigènes, y compris les couches bourgeoises, et la lutte contre celles-ci n'est pas séparable de la lutte contre les propriétaires fonciers et les propriétaires étrangers. Ces exigences sont objectivement reflétées dans l'orientation socialiste adoptée par l'U.N.E.M. et dans les prises de position des syndicats en faveur de l'autogestion.

— III —

L'Afrique aux transformations révolutionnaires

Les pays de cette catégorie sont parvenus à l'indépendance par une lutte des masses, ont adopté une série de mesures progressives anti-impérialistes et même anti-capitalistes, et, du moins à une certaine étape dans leur évolution, ont joué un rôle dans la rupture du système colonial et néo-colonial.

Les expériences les plus significatives jusqu'à présent sont celles du Ghana, du Mali, de la Guinée, de l'Egypte, de Zanzibar et de la révolution algérienne (1).

MALI

Le Mali est arrivé à l'indépendance à la suite d'un processus graduel, mais par l'action d'un parti politique centralisé et militant, doté d'une idéologie assez avancée. Ce qui signifie qu'il n'a pas connu le vide politique qui a caractérisé d'autres pays africains et l'évolution rétrograde conservatrice dont furent les protagonistes des partis d'Afrique occidentale pourtant pour une période assez longue apparentés à l'U.S. - R.D.A. (Union Soudanaise - Rassemblement Démocratique Africain).

A l'heure de l'indépendance, le Mali était un pays extrêmement arriéré, avec une économie presque entièrement agricole et de subsistance (80 % environ). Il est resté tel cinq années plus tard, les proportions des différents secteurs économiques n'étant pas changées.

La direction malienne a adopté d'une façon rigoureuse une orientation d'économie mixte et planifiée. Sous l'angle de l'essor productif, cela n'a pas donné pour l'instant de résultats importants. Les accroissements de la production ont été limités ; ils ont été concentrés par un choix délibéré et dans une très large mesure inévitable, dans le secteur agricole. Le plus souvent ils furent absorbés par une augmentation de la consommation, ce qui a déterminé une stagnation des ressources d'investissement.

Dans l'industrie, le commerce et les transports, le gouvernement a affirmé la primauté du secteur étatisé. On a mis sur pied des sociétés qui sont entièrement propriétés de l'Etat ou qui assurent à l'Etat la majorité des actions (ENCOM, SEMA, RTM, SONEA, etc.). Le même système a été adopté pour les banques (Banque populaire de développement, Banque malienne de crédits et de dépôts). Une société d'Etat a été formée aussi pour les investissements, mais subsistent des initiatives privées, réglées par un code des investissements, destinées en principe à tomber sous le contrôle de l'Etat dans dix ans. Un rôle important est joué, en outre, par la Somiex, société d'exportation et importation, qui, en principe, devrait exercer une espèce de monopole du commerce extérieur. Toutefois, la Somiex n'élimine pas le commerce privé qui subsiste, même sous la forme du commerce exercé par

(1) Une véritable révolution s'est produite en 1964 à Zanzibar. Mais la situation a été compliquée par la fusion de Zanzibar et du Tanganyka qui, du moins à cette étape, a eu le but et en partie le résultat d'enrayer le mouvement zanzibarien.

des sociétés étrangères. Dans les campagnes, le régime a choisi la voie de l'utilisation et de la transformation graduelle des structures tribales communautaires par l'introduction de ce qu'on appelle le « champ collectif ». Rappelons qu'avant l'indépendance, la terre appartenait déjà essentiellement aux paysans, les privilèges de la chefferie traditionnelle ayant été sérieusement entamés. L'expérience du champ collectif reste toutefois limitée car, d'une part elle n'est pas généralisée, d'autre part seulement une partie fort modeste du travail des paysans est consacrée à ce secteur.

L'épine dorsale du régime indépendant est le parti unique U.S.-R.D.A., dirigé par des cadres de formation syndicaliste et marxiste (dans la mesure où l'on peut appeler marxiste une formation acquise dans les milieux du P.C.F.), qui ont accepté le centralisme démocratique et élaboré une version indigène du marxisme. Cette version explique que le Mali est une société sans classes, féodale ou capitaliste, et qui s'achemine graduellement vers le socialisme. Dans une telle société, les tâches que doit accomplir le prolétariat dans des sociétés industrialisées sont accomplies par un mouvement populaire non spécifiquement prolétarien, dont l'avant-garde est formée par des employés, des enseignants et des ouvriers, alliés aux autres couches de la population (paysans et artisans). En d'autres termes, ces couches populaires représenteraient l'équivalent historique du prolétariat. Se référant à Lénine, les théoriciens du parti malien expliquent en outre qu'il sera possible de « sauter » l'ère capitaliste et d'avancer vers le socialisme sans passer par d'autres étapes historiquement antérieures.

Il n'est pas contesté que des différenciations sociales peuvent se produire (par la formation, par exemple, de couches commerciales et de couches bureaucratiques détachées des masses), mais on estime que la dynamique fondamentale contrecarre ces tendances.

La conception des syndicats mérite d'être mentionnée. Les dirigeants maliens rejettent toute référence au rôle traditionnel du syndicat et lui fixent des tâches essentiellement d'éducation et de propagande (formation professionnelle, campagnes pour la production, etc.). Les tendances « ouvriéristes » sont violemment critiquées et les grèves sont dénoncées comme étant carrément contre-révolutionnaires. Le syndicat se voit dénié tout rôle dans la lutte pour la distribution des revenus et même pour la défense des niveaux d'emploi : on va jusqu'à inclure parmi ses tâches celle d'expliquer la nécessité d'un blocage des salaires (en fait, après l'indépendance, on a enregistré même des réductions des salaires).

Le Mali présente donc des traits extrêmement spécifiques et sa classification sociologique pose effectivement des problèmes. Il est évident, en effet, qu'il n'y a pas de véritable classe capitaliste indigène (industrielle, commerciale, terrienne) et on ne peut pas parler non plus d'une emprise du capital étranger. Dans ce sens, on ne saurait affirmer que la couche dirigeante politique actuelle sert directement des intérêts capitalistes ou impérialistes. Toutefois, il existe une stratification sociale assez nette qui implique des conflits de classe.

Tout d'abord les Sociétés de l'Etat par leur structure propre n'excluent pas une participation, fut-elle minoritaire, d'intérêts privés. Deuxièmement, il existe le secteur privé tout court ; les couches commerciales notamment disposent d'une condition privilégiée, que la Somiex ne supprime pas. Dans tous ces secteurs, un profit capitaliste se forme donc et les couches sociales qui, en dernière analyse, le perçoivent ont des intérêts opposés aux intérêts des autres groupes sociaux du pays. Sur le plan politique, cela s'est concrétisé parfois dans des mouvements réactionnaires. Il faut considérer finalement que, même en faisant abstraction des quelques activités étrangères qui subsistent, le Mali, en tant que pays arriéré qui doit faire face sur le marché mondial aux pays avancés, subit une exploitation indirecte de la part du capital international. Il est d'ailleurs membre associé du Marché Commun.

Quant au secteur rural, l'incidence des formes coopératives ou collectives est minime, les structures traditionnelles prédominant toujours. Une société agricole de cette nature peut ignorer les conflits dramatiques d'une société capitaliste ou de transition au capitalisme, mais elle est dans une large mesure condamnée à l'immobilisme et, en dernière analyse, ne peut pas éviter toute une série de déséquilibres à la suite d'une rupture au fond inévitable de l'équilibre ancien. Le cercle de l'économie de subsistance n'est plus fermé, des problèmes d'exode se posent que des mesures purement négatives ne peuvent évidemment résoudre.

La couche dirigeante politique qui vient en général de l'appareil du parti et des syndicats (au sommet il y a d'ailleurs une large identité des personnes) reçoit un revenu sur la base des fonctions exercées dans l'Etat, l'administration, l'appareil économique, etc. Dans le contexte donné, il est inévitable que, malgré les orientations

égalitaires réelles ou prétendues de certains, se dessinent des tendances à la cristallisation de privilèges. Il est inévitable que la couche en question soit amenée à exploiter ses positions de pouvoir pour s'assurer d'une façon stable d'un niveau de vie sensiblement plus élevé que le reste de la population. Les documents officiels eux-mêmes indiquent que de telles tendances se sont déjà concrétisées.

Par contre, la tendance à une fusion des positions de privilège politique-bureaucratique et des positions de privilège de source économique, pourtant inhérente à ce type de société ne s'est pas précisée jusqu'ici. Cela pourrait se produire dans l'avenir, par exemple par l'imbrication de secteurs ou de personnes de l'appareil politique et de secteurs commerciaux. D'autre part, des épisodes de corruption officiellement dénoncés ne constituent pas des phénomènes marginaux, mais acquièrent une signification plus profonde. En effet, où il n'y a pas d'osmose entre les dirigeants politiques et les couches possédantes, où certains privilèges ne peuvent pas — ou pas encore — être codifiés ou consolidés (notamment pour des raisons d'opportunité politique), les voies « illégales » et une couverture hypocrite sont une variante presque obligatoire.

Il est en tout cas clair qu'en dernière analyse la nature sociale de la couche dirigeante malienne sera déterminée par les contenus concrets, à savoir par le type de rapports de production et de stratification sociale qu'elle aura objectivement le rôle de préserver et de consolider. Seule une mobilisation révolutionnaire des masses, faisant surgir une direction révolutionnaire, pourrait ouvrir la perspective d'un Etat ouvrier. Malgré ses traits spécifiques et les mesures progressives qui ont été réalisées, le Mali reste dans le cadre des structures fondamentales du passé.

GUINEE

Dans l'évolution de la Guinée, qui est arrivée à l'indépendance par le refus de la « *Communauté française* » lors du référendum gaulliste de 1958, on peut saisir une série d'analogies avec l'évolution malienne et notamment :

a) une structure économique caractérisée par un poids tout à fait prépondérant du secteur agricole et de l'économie de subsistance ;

b) l'absence de classes possédantes indigènes (propriétaires fonciers, capitalistes industriels, etc.) et l'existence d'une couche dirigeante politique dont la base réside dans l'appareil de l'Etat et de l'administration et dans d'autres appareils politiques ;

c) la réalisation d'une rupture de l'hégémonie de la chefferie traditionnelle déjà avant l'indépendance et une restitution substantielle de la terre aux paysans ;

d) le fonctionnement et le rôle décisif du parti unique, dirigé par des hommes qui ont reçu une formation marxiste et qui ont élaboré une analyse particulière de leur société.

Dans la première phase de son indépendance, la Guinée a joué un rôle d'avant-garde en Afrique. Sur le plan économique, le nouveau régime envisageait une planification économique et une augmentation sensible du taux d'accumulation, affirmait la primauté du secteur public, représenté par des industries nationalisées dont la fondation était prévue par la Banque d'Etat, par le Comptoir Guinéen du Commerce Extérieur (société d'importation et d'exportation dont le but était d'assurer un large monopole d'Etat du commerce étranger) et par le Comptoir Guinéen du Commerce Intérieur ayant pour but de contrôler le commerce intérieur. En même temps était envisagée la formation de sociétés mixtes internationales (participation guinéenne à 50 %) ; introduite une réglementation des prix et décidées des augmentations de salaires. Dans les campagnes étaient préconisées des solutions de type coopératif. L'« investissement humain » aurait dû être un des éléments importants du décollage économique. Sur le plan des relations internationales, la Guinée signait des accords avec l'U.R.S.S., la Chine et d'autres Etats ouvriers et devenait l'un des principaux porte-parole de l'Afrique révolutionnaire et de l'unité africaine.

L'évolution ultérieure ne confirma pas ces indications et rassura ceux qui avaient craint la naissance d'un Etat « communiste » en Afrique occidentale. Cela se refléta aussi dans la politique étrangère, où le recul s'est exprimé parfois sous des formes spectaculaires.

Sur le plan économique, l'isolement relatif imposé dans une première phase par l'impérialisme a été payé d'un prix élevé : la crise monétaire fut accompagnée par une crise ou par une stagnation de la production. Dans l'industrie, les progrès ont été minces : à part des réalisations isolées (une fabrique de cigarettes, l'imprimerie Lumumba), ils se sont limités à l'infrastructure (port de Conakry, aéroport, etc.).

Dans le secteur agricole, entre autre, à cause d'une maladie de la plante, la production de café a connu une chute grave pendant la période du plan de trois ans, lequel prévoyait pourtant une augmentation sensible. Le contrôle sur le commerce étranger s'est avéré dans une large mesure formel. Les grossistes et les détaillants ont fait la pluie et le beau temps. La spéculation et la contrebande (du riz notamment) ont causé des pertes sérieuses à l'économie nationale. Le commerce intérieur étatisé a été une faillite et fut en large partie supprimé déjà en 1963. Le blocage des prix échoua aussi. Une situation de pénurie se produisit qui dure encore. La gravité de la situation économique en général, la portée formidable de la contrebande, l'ampleur des spéculations sur les devises sont à la base des nouvelles mesures de novembre 1964 (renouvellement des licences commerciales, vérification des biens des fonctionnaires et des responsables du parti, peine capitale pour les trafiquants, etc.), mesures qui apparaissent toutefois plus spectaculaires que destinées à avoir une influence réelle.

Mais l'élément central de la situation guinéenne réside dans le fait que l'exploitation des ressources minières et de la production industrielle reste entièrement sous l'emprise du capital étranger. Même dans les périodes de radicalisation, des assurances et des garanties avaient été toujours données aux capitalistes étrangers ; il était significatif que les ordonnances de 1960 introduisaient une exception capitale en faveur des sociétés d'exploitation minière, des compagnies d'assurances, des compagnies de transports aériens et maritimes et des banques. Plus tard fut adopté un code des investissements très avantageux. On arriva même en 1963 à la dénationalisation des mines de diamant. En novembre 1964 fut annoncée la suppression de l'exploitation artisanale du diamant. En fait les ressources de base du pays (bauxite, alumine) sont exploitées par de grandes sociétés internationales où les Américains s'imposent de plus en plus, mais à côté des Français, des Suisses, des Anglais et des Allemands. Pour l'exploitation du fer aussi a surgi une société étrangère franco-britannique (société de Conakry) qui s'ajoute ainsi à Fria, Péchiney, Harvey Aluminium, etc... dans l'exploitation du pays.

Le tableau d'ensemble est donc clair. La Guinée est un Etat néo-colonial dans le sens que des sociétés étrangères y tirent des bénéfices, que des marchands internationaux et indigènes s'approprient un profit commercial — souvent exorbitant, que les matières premières affluent au marché mondial dans des conditions d'infériorité connues impliquant une perception de plus-value de la part du capital international sous cette forme aussi. Et une grande partie de l'économie agraire stagne au palier de la subsistance.

La couche dirigeante politique s'est progressivement cristallisée par toute une série de privilèges, liés à l'origine, en Guinée comme ailleurs, à l'exercice des fonctions (avantages tirés du fait des rétributions très élevées qui étaient celles des fonctionnaires de l'administration coloniale, rétributions privilégiées fixées même ultérieurement, avantages matériels plus ou moins en rapport avec le poste occupé dans la hiérarchie, etc.). Ces positions se sont consolidées sur le plan économique. Des formes modestes d'accumulation (achat de logements d'où l'on tire un loyer) se sont parfois élargies et précisées (naissance du fonctionnaire-commerçant), allant jusqu'à une symbiose très significative par la présence de fonctionnaires dans les conseils d'administration et leur accession à la condition d'actionnaires. Dans ces cas, la genèse d'une bourgeoisie d'origine bureaucratique est donc concrètement esquissée.

Tout ce processus est allé de pair avec un raidissement de l'appareil bureaucratique et l'adoption de mesures de répression à l'égard de manifestations d'opposition qui ne pouvaient aucunement être confondues avec des intrigues réactionnaires ou pro-impérialistes.

GHANA

Le Ghana est parvenu à l'indépendance sur la base d'un accord avec l'impérialisme britannique, mais après des années de luttes et de mobilisations de masse dirigées par le mouvement national révolutionnaire.

Caractérisé au début par des traits très marqués de néo-colonialisme (prédominance du capital étranger, intégration dans la zone sterling, présence de cadres administratifs et militaires britanniques), etc.), le nouvel Etat procéda rapidement à une très large « africanisation » et adopta, notamment dans les années 1962-63, une série de mesures radicales. En même temps, le groupe dirigeant autour de Nkrumah renforçait de plus en plus son contrôle, supprimant toute forme d'opposition, disciplinant rigoureusement les syndicats, réduisant les élections à une pure formalité et imposant un culte frénétique du chef de l'Etat.

A la suite de toutes les mesures d'expropriation et de restructuration qui ont frappé certains secteurs du capitalisme étranger, la réalité économique et sociale du pays peut être synthétisée comme suit :

Le secteur agricole dans l'économie de subsistance tient un pourcentage assez élevé. Il y existe une quasi monoculture du cacao qui ne cesse de jouer un rôle absolument prédominant. Toutefois, grâce au fonctionnement du Cocoa Marketing Board, l'hégémonie des intermédiaires étrangers a été brisée. L'Etat achète maintenant le cacao aux producteurs à un prix stable pour toute une période et il le vend lui-même sur le marché mondial. Ainsi les producteurs ne subissent pas d'une façon directe et immédiate les conséquences des oscillations de prix sur le marché mondial, même si la chute très grave des dernières années a eu des implications catastrophiques pour le Board et, par conséquent, pour l'Etat ghanéen. Dans les campagnes, l'Etat a promu la constitution de coopératives d'ampleur sensiblement variée, d'où des différenciations économiques et sociales importantes. A côté des coopératives subsistent de grands propriétaires indigènes qui emploient une main-d'œuvre salariée, très souvent saisonnière.

Dans l'industrie et les transports, il existe un secteur assez large composé de sociétés entièrement étatisées et de sociétés mixtes, la gestion des premières comportant généralement d'importants passifs. Les propriétaires expropriés ont été en principe indemnisés au moyen de titres d'Etat leur assurant un intérêt. Quelques entreprises minières ont été tout simplement achetées par l'Etat. Surtout au cours de la période la plus récente, une classe capitaliste indigène s'est développée dans les industries de consommation, à la faveur des restrictions aux importations. Dans le commerce existe une couche large de gens qui font des profits parfois considérables.

Finalement, il subsiste des propriétés étrangères, par exemple des propriétés minières, très importantes. C'est au capital américain que revient le projet de la société Valco pour l'exploitation de l'aluminium, projet lié à son tour à la réalisation du Volta River Project.

Il existe aussi une bureaucratie de l'Etat et du parti qui s'est assurée, y compris par la corruption, de privilèges importants et qui a réussi parfois à accumuler des fortunes, base d'une véritable bourgeoisie bureaucratique.

Parmi les couches inférieures qui vivent dans les villes se trouvent des masses plébéiennes sans ressources stables, caractéristiques de tout pays sous-développé. Le chômage atteint des pourcentages élevés et les salaires des ouvriers, selon les statistiques officielles elles-mêmes, sont réduits au strict minimum.

Dans ce tableau d'ensemble, l'idéologie socialiste « scientifique » officielle n'a aucune correspondance avec la réalité. Il est vrai que, dans la politique internationale et en Afrique, le Ghana a pris effectivement à plusieurs reprises des attitudes progressives et que les changements structurels déjà mentionnés ne sont pas négligeables. Cependant, pour l'essentiel, la structure du pays reste celle du néo-colonialisme : des produits considérables sont drainés par le capital étranger et la subordination au marché mondial entraîne une véritable spoliation du pays ; des profits industriels et commerciaux sont perçus par des capitalistes indigènes et des couches privilégiées subsistent dans les campagnes également. Sur le plan politique, on ne saurait dire que les masses populaires et les travailleurs — au nom desquels le parti dominant prétend pourtant parler — jouissent d'un pouvoir réel quelconque ni d'instruments de lutte effectivement démocratiques, car la bureaucratie de l'Etat et du parti exerce un contrôle très rigide et recourt parfois à de sévères répressions.

EGYPTE

L'Egypte se différencie nettement des autres pays africains par sa structure économique beaucoup plus avancée, où le poids spécifique du secteur industriel s'est sensiblement accru. Les transformations de la période plus récente se sont donc réalisées et se réalisent non dans le cadre d'une société primitive peu structurée ou fluide, mais dans une société où le capitalisme a pénétré sous toutes les formes classiques depuis des décennies.

Le développement égyptien après la révolution de 1952 représente sans aucun doute un phénomène historique exceptionnel. La révolution a commencé sous une direction petite bourgeoise révolutionnaire qui se révoltait contre l'inefficacité et la corruption de l'ancien régime, se proposait de moderniser le pays en frappant les vieilles classes conservatrices et parasitaires et en stimulant le progrès économique

et qui voulait surtout éliminer l'emprise impérialiste. En jouant un rôle éminemment bonapartiste, cette direction favorisa objectivement le renforcement d'une bourgeoisie industrielle par rapport aux autres couches dominantes. Elle provoqua tout d'abord un changement du personnel politique au sommet, entama une série de réformes, frappa directement l'impérialisme britannique et se fit le porte-parole des aspirations à l'unité arabe. Ces aspirations rencontraient un écho favorable parmi les masses, mais correspondaient aussi aux buts d'une partie au moins de la bourgeoisie, que la création d'un Etat arabe unitaire aurait pu favoriser en lui fournissant un marché d'une ampleur considérable.

Les mesures anti-impérialistes — dont la nationalisation du canal de Suez fut la plus spectaculaire — renforcèrent le nouveau régime, dont le prestige s'étendit aux autres pays arabes du Moyen Orient. La première réforme agraire avait un caractère incontestablement modéré dans la mesure où elle assura des indemnisations substantielles, distribua un pourcentage très limité des terres et n'impliqua aucun bénéfice pour l'écrasante majorité des paysans pauvres et des salariés agricoles. Mais, entre autre, à la suite de la réduction de la rente foncière, la classe des propriétaires terriens subissait aussi bien économiquement que politiquement un coup dur et ne pouvait plus se ressaisir. L'unification avec la Syrie, entreprise après beaucoup d'hésitations, augmenta encore dans une première phase le prestige de Nasser. Elle fut saluée non seulement par la bourgeoisie égyptienne, mais encore plus par la bourgeoisie syrienne qui la considérait alors comme la seule voie de salut dans une conjoncture particulièrement critique.

Mais les mesures de la première étape de la révolution ne donnèrent pas les résultats que les dirigeants escomptaient. Les vieilles classes dominantes gardaient une attitude hostile. Malgré les précautions prises par l'équipe au pouvoir, les Etats capitalistes faisaient de l'obstruction ou du chantage, en refusant même l'aide économique nécessaire en certaines occasions. *Last but not least*, le capital n'affluait pas dans les secteurs économiques modernes, ses détenteurs préférant des placements spéculatifs ou immobiliers en général.

Nasser n'eut d'autre issue que de miser sur un élargissement sensible du secteur étatique et de s'efforcer de consolider sa position par un appui des masses. Une mesure majeure fut la nationalisation en 1960 de la banque Misr, pivot de la finance et de l'industrie égyptiennes. L'affaire syrienne — où le nassérisme risqua de tomber — donna l'impulsion décisive vers le cours nouveau qui se concrétisa par les mesures radicales des années 1961, 1963 et 1964.

Ainsi se réalisait, non seulement une deuxième réforme agraire, mais en même temps l'Etat établissait son contrôle sur 80 % des moyens de production, à savoir toute la grande industrie, les grandes banques et le commerce de gros ; le pourcentage des investissements de l'Etat est passé, par rapport au total des investissements, de 82,6 % en 1961-62, à 93,7 % en 1963-64. La propriété impérialiste a virtuellement disparu.

En même temps, le régime se posait le problème du renouveau de ses structures politiques. Le mouvement nassériste fut restructuré. A l'Assemblée nationale, une majorité formelle des sièges fut accordée aux ouvriers et aux paysans. Des droits étaient donnés aux ouvriers dans les usines. Un pourcentage du profit devait être utilisé pour les nécessités des travailleurs et une participation minoritaire des ouvriers, désignés par des élections, au conseil d'administration fut envisagée. Parallèlement, une évolution idéologique de plus en plus accentuée précisait le contenu anti-capitaliste du « socialisme arabe ». Le socialisme de Nasser conçoit actuellement une société caractérisée par le transfert des moyens de production à l'Etat, une planification centralisée, la survivance des propriétés terriennes petites et moyennes et le développement de la coopération. Cependant, la coopération s'est limitée jusqu'ici au domaine des achats de machines, d'engrais, au financement et à la vente des produits.

La société égyptienne se trouve donc engagée dans un processus de transformation qui met en question sa nature de classe fondamentale. Même pour ceux qui ne font pas de concessions à l'impressionnisme et aux nécessités diplomatiques ou de propagande — tels sont prêts aujourd'hui à proclamer l'Egypte sur la voie du socialisme qui, hier ou avant-hier, caractérisaient le nassérisme comme étant réactionnaire — se pose la question de savoir si le régime capitaliste a été supprimé et si un régime collectiviste, un Etat ouvrier a été instauré.

Il n'y a pas de doute que la direction petite bourgeoise révolutionnaire arrivée au pouvoir en 1952 a subi une transformation profonde, et s'est radicalisée à l'extrême. Cela signifie-t-il qu'on est arrivé à la création d'un Etat ouvrier ? Non, pour les raisons ci-après :

a) les structures agraires ne comportent aucun secteur collectiviste, elles se basent encore essentiellement sur la propriété privée (la coopération ne se réalise pas sur le terrain de la production), n'excluent pas l'achat et la vente libre des terres, par la bourgeoisie, jusqu'à un plafond donné, et impliquent surtout le maintien d'une rente foncière élevée perçue par des propriétaires privés ;

b) des couches bourgeoises d'origines différentes subsistent, qui perçoivent des bénéfices de nature capitaliste, étant souvent des « rentiers » de l'Etat ;

c) subsistent finalement des secteurs privés (industrie petite et moyenne, commerce, propriétés immobilières) ;

d) la structure étatique héritée de l'ancien régime reste largement intacte ;

e) il n'y a pas d'organes de pouvoir ouvriers, pas d'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat, pas de parti ouvrier indépendant, et pas de conscience socialiste des larges masses.

Tous ces facteurs ne doivent pas être pris indépendamment l'un de l'autre, mais dans leur interaction dialectique et ils déterminent une situation sociale et politique d'ensemble, d'autant plus qu'il n'y a pas eu d'action révolutionnaire des masses.

Dans ces conditions, malgré l'étatisation étendue de l'industrie, du commerce et de la banque, l'Egypte a encore à faire face au problème de franchir le saut qualitatif en vue d'établir un Etat ouvrier. Jusqu'à présent, l'histoire ne nous a pas fourni un seul exemple d'un pays qui l'ait réalisé sans une profonde mobilisation révolutionnaire des masses, sauf là où il s'est effectué par l'action militaire de la bureaucratie soviétique.

De nombreuses forces s'exercent en Egypte dans la direction d'une nouvelle poussée révolutionnaire : les besoins objectifs du développement économique, la faiblesse des vieilles classes dirigeantes, la position du pays dans la situation internationale, la pression des masses ouvrières et paysannes. Mais il existe également des obstacles puissants : le caractère extrêmement bureaucratique de la direction Nasser, son opposition active à une mobilisation révolutionnaire des masses, sa politique délibérée de blocage du développement d'une direction révolutionnaire socialiste de rechange, les leviers puissants qui sont encore dans les mains de l'impérialisme (pression militaro-diplomatique, et concessions telles que les livraisons d'aliments) et l'influence contre-révolutionnaire pénétrante exercée par l'ancien appareil d'Etat.

En outre, la nouvelle couche bureaucratique cristallisée dans l'appareil d'Etat est étroitement liée à l'appareil dirigeant l'économie, ce qui lui donne un intérêt au maintien du *statu quo*. Cette couche est dans son ensemble une force conservatrice malgré sa capacité d'utiliser une phraséologie socialiste et révolutionnaire et même de prendre des mesures tout à fait radicales.

Il ne faut pas non plus sous-estimer le fait que le processus égyptien continue à se développer dans des conditions qui sont difficiles à plusieurs égards. Le taux de croissance de la production reste limité, et ne se développe pas même aussi rapidement que celui de la population. Treize années après la chute de Farouk, le revenu par tête reste stagnant, même si dans certains secteurs, en particulier dans les villes, quelques améliorations se sont produites. Le chômage et le sous-emploi restent dramatiques. L'aide étrangère — bien que supérieure à celle reçue par beaucoup d'autres pays — n'est pas une ressource inépuisable et ne saurait par elle-même se substituer à l'essor que pourrait fournir l'instauration d'un Etat ouvrier.

Le trait essentiel de l'Egypte actuelle est sa maturité pour l'établissement d'un Etat ouvrier et la facilité avec laquelle une victoire prolétarienne pourrait se produire lors d'une ranimation des masses.

LA REVOLUTION ALGERIENNE

Sans revenir en détail sur les analyses précisées dans plusieurs textes de l'Internationale, on peut synthétiser comme suit les traits fondamentaux de la révolution algérienne avant l'indépendance :

a) du fait même qu'elle se déroulait dans une colonie de peuplement et contre une grande puissance impérialiste engagée à fond dans la défense de ses positions, la révolution algérienne par son ampleur et sa durée se traduisit dans une profonde mobilisation des masses et de diverses couches sociales ;

b) commencée comme mouvement de libération nationale, la révolution impliquait dès le début deux composantes tendanciellement opposées : d'un côté les masses paysannes déshéritées (la majorité de l'armée combattante), les masses ouvrières et plébéiennes des villes, et des couches petites bourgeoises radicalisées dont la lutte avait un contenu non seulement démocratique national, mais également social, et des couches très limitées de la bourgeoisie indigène et de la petite bourgeoisie aisée, dont l'objectif était l'indépendance politique formelle et le remplacement de la classe dirigeante colonialiste par une classe dirigeante autochtone ;

c) malgré certaines positions progressistes (concernant, par exemple, la nécessité d'une réforme agraire), le F.L.N. se forma en tant que front socialement indifférencié et politiquement sans contours précis. Pendant une longue période il réussit à se présenter à l'extérieur comme fondamentalement unitaire. Une telle unité, qui d'ailleurs était sauvegardée par un appareil rigide, des méthodes de direction bureaucratiques et des compromis au sommet, n'empêcha aucunement que se produisent des processus de différenciations dans les différents secteurs militaires et aux différents niveaux du mouvement, ainsi que des conflits d'orientation dans le G.P.R.A. lui-même où, en général, prévalait l'aile modérée.

A la suite d'une longue maturation de contradictions graves, entre autre à la suite des attitudes différentes et même opposées face aux accords d'Evian, à cause de l'urgence des problèmes qui se posaient dans la situation de vide politique et économique déterminé par la fin de la domination coloniale dans les conditions bien connues, le F.L.N. éclata littéralement en morceaux avec la rupture du gouvernement et la division des forces militaires. La crise de l'été 1962 se déroula sur des lignes parfois peu claires, impliquant entre autre des alliances équivoques et éphémères et la passivité momentanée y compris d'éléments et de forces valables, mais elle marqua fondamentalement une victoire de l'équipe Ben Bella-Boumedienne, qui, à l'époque, au niveau des forces de masse, était l'expression la plus consciente et la plus résolue d'une orientation carrément anti-néo-colonialiste, démocratique-révolutionnaire et tendanciellement socialiste. Ainsi s'ouvrit une deuxième étape de la révolution, caractérisée par une dynamique de transcroissance socialiste. C'est tout d'abord le vide laissé par les colons qui détermina des actions des masses et des décisions de la part des dirigeants dans le sens d'un approfondissement social rapide de la révolution.

La courbe ascendante atteignait son point culminant au mois de mars 1963 et se prolongea jusqu'aux nouvelles mesures d'expropriation adoptées en octobre de la même année. Les propriétés terriennes des colons étaient expropriées dans leur totalité, des propriétaires fonciers algériens étaient frappés en même temps. Une partie du secteur industriel était aussi enlevé aux anciens maîtres. Les secteurs expropriés étaient confiés à l'autogestion des travailleurs, sous des formes très avancées. Surtout pendant les semaines décisives de mars-avril, l'adoption de toutes ces mesures était accompagnée par des mobilisations de masse grandioses, dans lesquelles se réalisait au niveau le plus élevé la jonction des masses et de l'aile la plus avancée de la direction. Cette aile provoquait l'éloignement du Bureau politique et du gouvernement des éléments conservateurs et pro-bourgeois, et opérait, y compris sur le plan gouvernemental, comme expression des intérêts ouvriers et paysans.

En même temps, le noyau ben-belliste et une couche assez large de cadres développaient leurs conceptions idéologiques, allant jusqu'à adopter des idées proches du marxisme révolutionnaire sur certains problèmes et à réfléchir critiquement sur des expériences capitales du mouvement ouvrier international et de l'édification des Etats ouvriers. La Charte d'Alger, approuvée par le Congrès d'avril 1964, était l'expression idéologique de ce processus de maturation.

En observant ce processus, le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale, en février 1964, attira l'attention sur le fait qu'un gouvernement ouvrier et paysan avait été établi en Algérie. Entre autres observations, le Secrétariat Unifié déclara :

« Ainsi qu'il est caractéristique d'un gouvernement ouvrier et paysan de ce type, le gouvernement algérien n'a pas toujours suivi un cours conséquent. Mais sa direction générale fût opposée à l'impérialisme, à l'ancienne structure coloniale, au néo-colonialisme et au bureaucratisme. Il a réagi avec fermeté aux initiatives de ceux qui aspirent à former de nouvelles couches bourgeoises, y compris à la contre-révolution armée. Il a exprimé à maintes reprises que son objectif était la construction du socialisme. En même temps, sa conscience se trouve limitée par son absence de formation et d'éducation marxistes.

« La question à laquelle il reste à répondre est de savoir si ce gouvernement

peut établir un Etat ouvrier. Le mouvement dans cette direction est évident et possède de nombreuses ressemblances avec le modèle cubain. Une réforme agraire profonde a déjà été réalisée, marquée par la nationalisation virtuelle des plus importantes régions de terre arable. Des atteintes profondes ont été apportées aux anciens rapports de propriété dans le secteur industriel avec l'établissement d'un secteur public contrôlé par l'Etat. Il faut encore entreprendre l'expropriation du secteur clé du pétrole et des matières minérales, des banques et des compagnies d'assurances, l'établissement du monopole du commerce extérieur, et la mise en route de contre-mesures effectives aux activités monétaires, financières et commerciales de l'impérialisme étranger. »

Par les mesures de 1963, l'Algérie était donc entrée dans une phase de développement révolutionnaire caractérisé, entre autre, par les éléments suivants :

a) les positions du colonialisme étaient éliminées dans l'économie agricole et sérieusement entamées dans l'économie industrielle ;

b) la bourgeoisie terrienne indigène avait également reçu des coups, tandis que certaines mesures, apparemment secondaires, étaient en principe susceptibles d'empêcher ou d'entraver des processus d'accumulation capitaliste embryonnaire et une consolidation éventuelle de noyaux de bourgeoisie indigène (expropriation de cinémas, d'hôtels, cafés ,etc.) ;

c) dans le secteur agricole le plus dynamique et économiquement le plus important — y compris sous l'angle de la formation du surproduit — non seulement était éliminée la propriété foncière et capitaliste, mais étaient introduites des formes de gestion démocratiques, capables d'assurer une consolidation des bases de masse de la révolution ;

d) sur le plan économique en général, était envisagée une économie mixte, où le secteur public — étatisé ou d'autogestion — était conçu comme devant être le plus dynamique et limiter progressivement le poids spécifique du secteur privé ;

e) l'Etat algérien établissait des liaisons internationales avec les Etats ouvriers, se référait plus particulièrement à Cuba et à son expérience révolutionnaire, et se situait à l'avant-garde du front de l'Afrique progressiste.

Ce processus cependant ne s'est pas poursuivi de façon rectiligne. En fait, une période de ralentissement, de pause, voire de stagnation, s'était ouverte après la montée de 1963. Ceci ne saurait être expliqué uniquement par des nécessités objectives de « digestion » des résultats déjà atteints ni par l'existence — pourtant incontestable — d'obstacles graves. Ce sont notamment des résistances sociales et politiques qui ont entravé des progrès ultérieurs de la révolution. Les forces hostiles à de nouvelles mesures (par exemple sur le terrain de la réforme agraire) ont marqué des points. Ce n'était pas en contradiction avec les succès remportés par le régime dans sa lutte contre l'opposition ouverte et illégale. Son aile extrême-droite (Chaabani) ne pouvait s'assurer d'aucune base sérieuse. L'aile kabyle (Aït Ahmed) n'avait pas de perspectives réelles, s'étant compromise par toute une série d'attitudes effectivement contre-révolutionnaires et ayant pris le chemin de l'aventure. Le secteur boudiafiste n'avait pas élaboré une ligne et avait perdu tout prestige. Les forces hostiles à la révolution aussi bien intérieures qu'internationales, n'avaient jamais misé sérieusement sur ces oppositions et dès 1963 avaient choisi la tactique de l'obstruction, du sabotage et de la lutte à l'intérieur du régime, de son appareil d'Etat et même du parti. Significatif à cet égard avait été le congrès du F.L.N. de 1964, où les éléments conservateurs et droitiers n'avaient pas engagé le combat sur le programme — adopté unanimement et sans beaucoup de discussions, mais s'étaient infiltrés à tous les niveaux du parti, y compris le Bureau politique, exerçant une action de frein et d'opposition sourde qui a donné des résultats incontestables. L'impérialisme français lui-même a choisi jusqu'ici une ligne non de rupture mais plutôt de séduction, de conditionnement, de pression allant jusqu'au chantage à la rupture.

A la suite de la pause de l'année 1964 et du commencement de l'année 1965 dans laquelle s'insérèrent quelques mesures plus spectaculaires que d'une portée réelle, comme les expropriations des collaborateurs en octobre 1964 — les structures économiques et sociales algériennes s'étaient relativement cristallisées dans une série de secteurs diversifiés et opposés. Si dans une étape de bouleversement, l'évolution relative des pourcentages est plus importante que les chiffres absolus, dans une étape statique ce sont les proportions absolues qui représentent un critère déterminant.

La société algérienne était marquée par la coexistence et le conflit de forces et de secteurs différents et antagonistes. D'une part il existait : *a*) le secteur agricole moderne d'autogestion ; *b*) le secteur industriel autogéré ; *c*) le secteur

industriel étatisé ; *d*) le secteur étatisé des transports et des services ; *e*) les secteurs autogérés secondaires. D'autre part subsistaient : *a*) un secteur agricole important dominé par les propriétaires fonciers algériens ; *b*) le secteur capitaliste privé, qui inclut des industries, les banques, des entreprises commerciales ; *c*) le secteur du capital étranger (pétrole, gaz) ; *d*) le poids encore très lourd de l'aide impérialiste française (subsides budgétaires directs et investissements) et américaine (distribution d'aliments à la masse des chômeurs) ; *e*) le secteur agricole du point de vue quantitatif prépondérant, qui ne fut pas touché par la réforme agraire et qui inclut la gamme variée des paysans pauvres et des petits paysans en général.

En même temps, l'Algérie restait intégrée dans la zone franc et son commerce extérieur se réalisait dans une proportion très élevée avec la France.

Sous l'angle social, s'opposaient les intérêts des classes et des couches sociales suivantes :

a) la classe ouvrière industrielle et les travailleurs des fermes autogérées ; *b*) les paysans pauvres ; *c*) les masses pauvres des villes ; *d*) la petite bourgeoisie urbaine (employés, intellectuels, etc.) ; *e*) les propriétaires terriens algériens, grands et moyens ; *f*) des capitalistes et surtout des commerçants autochtones grands et moyens ; *g*) la petite bourgeoisie aisée ; *h*) le capital international (compagnies pétrolières, banques).

Il suffit d'esquisser ce tableau d'ensemble pour se rendre compte qu'une critique de la pause prolongée de la révolution n'était pas une concession à la phrase révolutionnaire, mais se basait sur la constatation qu'en l'absence de nouvelles mesures de rupture, une situation se cristallisait où les rapports de nature capitaliste-bourgeoise, y compris par la présence du capital étranger, restaient prépondérants. L'orientation qui oppose secteur collectif et secteur privé — dans le contexte algérien — n'a un contenu progressif réel que dans le cas où se produit un changement constant des rapports de force et où le secteur collectif est effectivement conçu comme un instrument de corrosion du secteur privé. Si cette condition ne se réalise pas, le secteur collectif étatisé peut soit devenir complémentaire du secteur privé — en dernière analyse, objectivement, dans l'intérêt de la conservation de ce dernier — soit être partiellement ou graduellement résorbé dans le secteur privé dans la mesure où cela s'avère rentable. Le problème est particulièrement grave pour le secteur collectif autogéré que le secteur privé est plus spécialement intéressé — sous l'angle politique et social plus encore que sous l'angle économique — à mettre en difficulté. Aussi longtemps que le secteur privé reste prépondérant dans l'industrie, dans le secteur financier et dans le commerce, aussi longtemps qu'il n'y a pas de véritable monopole du commerce extérieur, aussi longtemps que n'est pas introduite une planification qui empêche ou contrôle le libre jeu des forces du marché d'après la logique capitaliste, l'autogestion est gravement handicapée et risque ou de faire faillite ou d'être complètement dénaturée dans son contenu social révolutionnaire.

Le retard dans la réalisation d'une nouvelle réforme agraire radicale était préjudiciable sur le plan politique dans la mesure où il ouvrait des fissures dans le front révolutionnaire. Le nouveau régime n'ayant introduit aucun changement dans leurs conditions économiques et sociales, malgré leur contribution capitale à la lutte armée, les paysans sans terre étaient susceptibles de ne plus donner un soutien actif à la révolution.

Outre la résistance déjà mentionnée des couches sociales conservatrices, deux facteurs ont joué particulièrement comme frein dans le processus révolutionnaire, à savoir la composition et la structuration de l'appareil d'Etat et de l'administration en général et les carences du parti.

La structure de l'appareil de l'Etat et de l'administration restait essentiellement celle mise sur pied par le régime colonial. Ce qui signifie, que, loin d'être un moyen de transmission de la volonté des masses et un instrument de traduction dans la pratique d'une orientation révolutionnaire, cet appareil constituait une barrière qui séparait les masses de l'exercice réel du pouvoir, un moyen de paralyser et de rendre vaines des décisions abstraitement correctes, un lieu de cristallisation de forces et de tendances conservatrices et réactionnaires. L'intégration dans cet appareil d'éléments qui venaient de la lutte de libération n'avait provoqué aucun changement qualitatif, le problème étant politique, social, structurel, et non de composition personnelle. En effet, c'est la logique de l'appareil, tel qu'il est bâti, qui joue et c'est précisément par le truchement de cet appareil que les forces conservatrices, y compris les forces étrangères, expriment leur influence et gardent un pouvoir politique, quelle que puisse être la composition du gouvernement et du pouvoir exécutif en général.

Dans le cas de l'Algérie, la question de l'appareil est importante aussi dans la mesure où cet appareil engendre et consolide une couche bureaucratique qui, en l'absence de structures démocratiques basées sur la participation active et déterminante des ouvriers et des paysans, concentre dans ses mains un pouvoir énorme, qui nourrit inévitablement des positions privilégiées. Bien que certains noyaux du F.L.N., y compris au sommet, aient eu conscience théorique de ce problème, la bureaucratie s'était développée et relativement cristallisée. Aux vieilles couches de la période coloniale s'étaient ajoutées des couches nouvelles, issues des rangs de la révolution. Un autre élément doit donc être inclus dans la stratification sociale algérienne : une bureaucratie d'Etat, de l'administration, de l'appareil économique naissant et de l'appareil militaire, bureaucratie qui jouit d'une participation en fait privilégiée, même si les proportions en sont restées jusqu'ici modestes, au revenu national et qui dispose d'une position de force par rapport aux masses populaires. L'aile droite de cette bureaucratie s'efforce d'une façon plus ou moins consciente de consolider un régime de type néo-colonial. Son aile gauche est partisan d'un socialisme bureaucratique-autoritaire. Objectivement, l'une et l'autre opèrent dans un sens conservateur. La gauche elle-même non seulement s'oppose à l'édification d'une société socialiste basée sur l'autogouvernement des masses, mais entrave aussi l'élimination des structures capitalistes et impérialistes, dont la survivance n'est pourtant pas nécessaire au maintien de ses fonctions et de ses privilèges.

Le fait que le problème d'une reconstruction du F.L.N. qui avait éclaté dans l'été 1962 sur de nouvelles bases n'avait pas été résolu et que le parti fonctionnait toujours d'une façon précaire et bureaucratique, avec une activité réelle concentrée surtout au sommet, a été un facteur concomitant qui a facilité le renforcement des tendances bureaucratiques ainsi que les incertitudes et les reculs de l'étape qui a succédé aux mesures de 1963. La même constatation s'impose pour les syndicats dont la crise profonde n'était pas surmontée et dont les carences essentielles ont été reconnues pour ainsi dire officiellement lors du congrès de mars 1965. En réalité, la bureaucratie s'est enracinée aussi dans le parti et les syndicats ; les proclamations sur la nécessité d'une séparation de l'appareil de l'Etat et de l'appareil du parti sont restées jusqu'à présent sans implications pratiques.

Le système politique et de direction adopté impliquait d'ailleurs une logique bonapartiste personnalisée à l'extrême. Le réel pouvoir de décision — de décision et non d'application, car ensuite entraient en jeu des forces qui entravaient et neutralisaient — était concentré dans le Comité central et surtout dans le Bureau politique, auquel tous les autres organismes, du parlement aux directions syndicales, étaient en dernière analyse subordonnés. Les fonctions multiples et l'activité omniprésente de Ben Bella primaient et symbolisaient par elles-mêmes la concentration bonapartiste. Dans certaines situations de confusion et de carence généralisées, ce bonapartisme a pu jouer objectivement dans le passé un rôle positif, surtout lorsque l'action bonapartiste, en jonction avec le mouvement des masses, a brisé les résistances conservatrices. Mais il ne pouvait de toute évidence être conçu comme un élément permanent, comme la norme de l'exercice du pouvoir. Les résultats, à la longue, ne pouvaient qu'être aléatoires, le bénéfice en allant surtout à des bureaucraties conservatrices.

Le coup d'Etat du 19 juin, malgré son caractère brusque et inattendu, a été l'aboutissement d'une situation qui s'était désormais sérieusement dégradée et dans laquelle des forces différentes, opposées même, cherchaient une solution pour sortir de l'impasse.

Au sein du groupe dirigeant lui-même, derrière l'unité de façade autour du bonapartisme benbelliste, des tendances et des groupes étaient engagés dans une lutte sourde qui, parfois, apparaissait à la surface (par exemple, à l'occasion de certains congrès syndicaux). Constatant le désordre qui régnait, notamment dans les structures économiques, une tendance bureaucratique, enracinée dans les appareils économiques, gouvernementaux et administratifs, luttait pour des solutions centralisatrices et pour un abandon ou tout au moins une délimitation rigoureuse de l'expérience de l'autogestion qu'elle considérait comme une faillite, un élément de désagrégation et de chaos, voire un luxe que le pays ne pouvait se permettre. Une autre tendance — dont des hommes comme Mohamed Harbi et Zahouane étaient les porte-parole les plus connus — était non seulement pour la défense de l'autogestion, mais se battait pour une application réelle des décrets de mars, pour une démocratisation et le fonctionnement effectif des syndicats, et posait en même temps le problème du changement radical de l'appareil d'Etat. Dans l'armée, autour de Boumedienne, s'étaient cristallisées des tendances qui étaient mécontentes de l'absence d'orientation nette, de la dégradation de certains milieux politiques

qui avaient perdu le souffle de la période révolutionnaire, des déséquilibres économiques qui subsistaient et tendaient même à s'aggraver dans le pays. Elles en étaient arrivées à la conclusion que des solutions plus autoritaires s'imposaient et qu'il fallait éliminer tous les éléments ayant exercé une influence considérée néfaste sur Ben Bella et son équipe restreinte. En dehors de toutes ces tendances qui se plaçaient sur le terrain du régime instauré à partir de la fin de 1962, il y avait encore les groupes et personnalités des anciennes oppositions (Boudiaf, Aït Ahmed, Khider, Ferhat Abbas) qui, à quelques exceptions près se trouvaient dans un isolement quasi complet.

En ce qui concerne plus particulièrement les classes et couches sociales, les propriétaires fonciers, les bourgeois indigènes, les commerçants et d'autres couches petites bourgeoises, à savoir tous ceux qui avaient déjà été frappés ou qui se considéraient menacés par le régime, ne cessaient d'être hostiles malgré la pause prolongée dans le processus révolutionnaire. En même temps se manifestait assez ouvertement une opposition dans des secteurs religieux liés aux couches privilégiées et violemment opposés à toute forme de renouvellement des conceptions idéologiques et des mœurs. Sur ce terrain, la tentative de Ben Bella d'amadouer les milieux islamiques par des concessions et de contrecarrer leur poids conservateur par la propagande d'une prétendue interprétation socialiste des textes islamiques avait fait lamentablement faillite.

Quant aux masses, le retard d'une nouvelle réforme agraire fréquemment promise mais toujours renvoyée aux calendes grecques, et la persistance de déséquilibres criants entre la situation des villes et de certaines régions côtières et celle de la plupart des autres régions avaient abouti à créer une condition de passivité et de démobilisation dans les secteurs majoritaires des paysans pauvres. En même temps, l'application tout à fait défaillante des décrets de mars, l'ingérence bureaucratique, les retards dans la distribution du reliquat avaient semé une certaine démoralisation même dans des couches d'ouvriers agricoles du secteur autogéré, en principe les plus favorisés par les mesures révolutionnaires de 1963. C'est dans les milieux ouvriers de l'autogestion et même du secteur étatique et privé que s'étaient produits depuis la fin de 1964 les symptômes les plus positifs : des grèves contre les patrons et les agissements des bureaucrates, des discussions vives, des fermentations critiques, des mouvements de soutien de l'aile gauche, notamment dans les congrès des syndicats. Finalement, dans les milieux urbains petits bourgeois, notamment d'étudiants, le régime gardait un soutien important, mais dans ce secteur aussi se précisaient des critiques de gauche.

La jonction objective de tous ces éléments, surtout la passivité des masses — dont Ben Bella fut en même temps responsable et victime, en renonçant à lancer un appel de mobilisation même lorsqu'il avait dû comprendre qu'une crise grave était imminente — rendit possible le coup du 19 juin et son succès somme toute relativement facile.

Les représentants des vieilles oppositions n'ont eu aucun poids dans le coup du 19 juin, comme les événements l'ont très vite démontré. De même, on ne saurait parler d'un rôle actif de la part des couches conservatrices indigènes, des forces les plus intéressées à la cristallisation en Algérie d'une société néo-colonialiste. Il ne semble pas non plus qu'il y ait eu intervention directe de la part des forces réactionnaires et conservatrices extérieures, les impérialistes étant relativement rassurés par les attitudes des dirigeants algériens depuis un certain temps et ne voulant pas en tout cas risquer une répétition de l'affaire cubaine.

Le coup a donc été surtout l'affaire du groupe Boumedienne qui avait établi un contrôle assez strict sur l'armée depuis 1962 et qui pouvait compter sur la collaboration des représentants les plus connus de l'aile bureaucratique, sans parler de l'inévitable cortège des carriéristes menacés ou frustrés dans leurs ambitions. La situation toujours grave des syndicats a eu comme effet leur passivité complète au moment du coup et l'adoption d'un soutien réticent depuis lors.

En d'autres termes, l'opération a été préparée et dirigée par des hommes qui avaient collaboré au premier plan à l'instauration et à la consolidation du régime et qui ne pouvaient être considérés en principe comme des partisans de solutions néo-colonialistes et pro-impérialistes. Il n'empêche que le coup a marqué un tournant à droite, un pas en arrière par rapport au passé, même indépendamment des intentions subjectives de certains de ses promoteurs. Il faut en effet souligner les points suivants :

a) le régime de Ben Bella s'était affirmé sur la base de mobilisations des masses, même s'il s'agissait de mobilisations limitées aux tournants cruciaux et si, depuis une période désormais assez longue, ce mouvement s'était épuisé. Le

régime Boumedienne a surgi grâce à l'action d'une armée qui, tout en ayant des origines révolutionnaires et exprimant encore des pressions et des influences en provenance des classes populaires, jouit désormais en ce qui concerne ses cadres de conditions relativement privilégiées.

b) pendant la période de Ben Bella, le fonctionnement du parti et des organismes de direction de l'Etat n'était certainement pas influencé par des critères démocratiques révolutionnaires, mais les procédés au moyen desquels la nouvelle équipe est arrivée au pouvoir sont de nature à réduire encore plus toutes les instances sus-mentionnées, à accroître la méfiance et le scepticisme des masses, et à limiter davantage la participation de larges secteurs à la vie politique. La réorganisation du parti a été opérée par des méthodes tout à fait bureaucratiques, y compris par la désignation au sommet d'un homme des militaires, tandis que certaines organisations dites nationales (notamment celles des étudiants) ont été l'objet d'une intervention encore plus révoltante. Les syndicats eux-mêmes, malgré l'attitude extrêmement timorée des dirigeants, sont l'objet de pressions de toutes sortes et de mesures bureaucratiques qui ont d'ailleurs déjà provoqué l'élimination ou l'éloignement spontané de toute une série de cadres parmi les plus valables.

c) sur le plan idéologique une offensive a été déclenchée contre le marxisme, en même temps qu'il était fait appel soit à un socialisme « arabe » ou « algérien » soit à un pragmatisme tout à fait vulgaire et qu'étaient alimentés des sentiments d'hostilité envers des conceptions et des organisations sommairement condamnées comme étrangères aux traditions du pays.

d) tout en ne cessant de rendre hommage à l'autogestion, l'accent est mis désormais sur les critères de rentabilité et d'efficacité. Le résultat en a été que non seulement aucun pas n'a été fait pour sortir de l'impasse existante mais que l'autogestion est plus que jamais menacée. Certaines mesures bien que pour l'instant isolées — par exemple la restitution aux anciens propriétaires de l'usine Norcolor — ne sont pas de nature à donner des garanties pour l'avenir. Quant à la réforme agraire, les dénonciations véhémentes des conditions défavorisées dans lesquelles se trouvent les couches les plus larges des paysans pauvres n'ont été jusqu'ici suivies d'aucune décision concrète.

e) la tentative de Ben Bella de créer des milices populaires avait presque complètement avorté. Mais le nouveau régime a pris le chemin de leur suppression totale. En réalité, le « danger » d'une organisation effective des milices sapant le pouvoir de l'armée fut un des facteurs les plus décisifs de l'action de Boumedienne.

f) malgré des déclarations officielles en sens contraire, au bout de quelques semaines d'une tolérance relative (abstraction faite, bien entendu, du traitement arbitraire réservé à Ben Bella et à quelques-uns de ses proches co-équipiers), le nouveau gouvernement a adopté des mesures de répression, frappant notamment des éléments de gauche, des militants trotskystes et des militants de l'ancien P.C. algérien, y compris en recourant à la torture.

g) à la faveur du coup d'Etat, toute une gamme de groupes et de forces réactionnaires ont repris du souffle, exprimant parfois leur soutien chaleureux au régime nouveau et développant une offensive restaurationniste assez explicite. De ce point de vue, le coup de juin a eu pour effet de déprimer davantage les mouvements des masses et d'encourager les forces les plus hostiles à une issue socialiste de la révolution algérienne.

h) au-delà des déclarations officielles visant à donner des assurances quant à la continuité de la politique étrangère, en fait depuis le 19 juin les rapports entre l'Algérie et la majorité des Etats ouvriers se sont détériorés et il est symptomatique qu'on en soit arrivé presque à une rupture avec Cuba, dont l'expérience avait été auparavant considérée comme la plus proche de celle de l'Algérie. Par contre, les rapports avec la France et les Etats-Unis se sont améliorés et les puissances impérialistes ont clairement expliqué qu'à leur sens la situation en Algérie avait connu une évolution assez positive.

Si le régime de Ben Bella, après avoir réalisé les mesures révolutionnaires de 1963, s'était enlisé dans une stagnation assez prolongée qui représentait une menace grandissante pour l'avenir de la révolution, il n'y a pas aujourd'hui la moindre indication d'une volonté de faire redémarrer le mouvement et de se préparer à délivrer de nouveaux coups aux classes exploiteuses indigènes et à l'impérialisme. Au contraire, le régime, dans la mesure où il s'efforce d'exprimer une orientation, semble viser une réorientation sur la base des structures existantes, sans entreprendre une nouvelle réforme agraire profonde ni envisager une réduction du secteur industriel privé, ou une diminution du poids du secteur impérialiste ou une émancipation de

de la tutelle monétaire et financière française. Le gouvernement Boumedienne s'efforcera d'obtenir un fonctionnement plus efficace de l'appareil de production en laissant tels qu'ils sont les rapports de production et les proportions des différents secteurs, de jouir des avantages plus grands obtenus de la France par l'accord sur le pétrole et le gaz, et de créer un climat d'une « discipline » et d'une « austérité » plus grandes.

Le gouvernement du colonel Boumedienne opère donc dans le sens d'une cristallisation du *statu quo* sur le terrain économique et social. Une telle cristallisation signifie le maintien et la consolidation relative de structures économiques largement néo-coloniales, impliquant l'exploitation des ouvriers et paysans algériens au bénéfice non seulement des classes possédantes indigènes mais aussi du capital étranger qui contrôle de véritables enclaves. Elle signifie une consolidation ultérieure inévitable de couches bureaucratiques aux différents niveaux de l'appareil économique et politique, avec une tendance à se transformer en une véritable bourgeoisie bureaucratique. Elle signifie une subordination de plus en plus grande des masses auxquelles seront appliquées les notions énoncées de discipline et d'austérité. En conclusion, indépendamment des idées affichées par les auteurs du coup, le nouveau gouvernement assurera, si les tendances actuelles se confirment, le maintien et le fonctionnement d'une société néo-coloniale avec des structures essentiellement capitalistes.

En dernière analyse, la situation ne pourra changer que par l'éclatement de nouveaux mouvements des masses, par un retour des masses à une participation politique active. Un tel développement provoquerait inévitablement une crise du groupe dirigeant actuel en créant des différenciations dans son sein, ce qui faciliterait la formation d'une nouvelle direction de rechange. La présence d'une tendance de gauche tout à fait consciente de la dynamique de la lutte et des buts à atteindre, et liée aux masses, sera une condition de succès, à savoir d'une mobilisation des masses aboutissant à l'instauration d'un Etat ouvrier.

La plate-forme d'une gauche révolutionnaire qui s'efforcerait d'œuvrer pour le triomphe d'une orientation correspondant aux nécessités fondamentales de la révolution devrait partir de ce qui précède. Elle devrait se concrétiser autour des points essentiels suivants :

a) Stimuler une croissance dynamique du secteur non-capitaliste de l'économie, dont le poids spécifique doit augmenter constamment aux dépens du secteur privé. Cela signifie qu'il faut envisager de nouvelles expropriations dans le secteur industriel et résoudre les problèmes de la nationalisation du crédit et de la commercialisation des produits du secteur public.

b) Donner la priorité au secteur d'autogestion au sein du secteur non-capitaliste qui existe déjà, ou qui doit naître.

c) Dans le secteur du gaz et du pétrole, ne pas accepter la perspective d'une cristallisation de la situation actuelle impliquant en pratique la formation de véritables enclaves impérialistes. Il faut œuvrer pour que les contradictions s'approfondissent et corroder progressivement les positions du capital international. Le contrôle ouvrier sera une forme concrète pour y parvenir.

d) Etablir un monopole effectif du commerce étranger et introduire une planification économique. De telles mesures s'avèrent nécessaires, entre autre, pour éviter un étouffement ou une distorsion du secteur autogéré.

e) Appliquer une réforme agraire radicale dans les secteurs non touchés par les mesures précédentes, par l'expropriation des grands propriétaires algériens, l'introduction de limitations rigoureuses du droit de propriété du sol, l'interdiction de l'achat et de la vente libres de la terre, une restructuration de l'agriculture traditionnelle sur une base coopérative et sa modernisation.

f) Elaborer un plan d'ensemble s'appuyant à la fois sur cette nouvelle réforme agraire, sur l'investissement humain et sur l'industrialisation, en vue de résorber dans un délai relativement court le chômage et le sous-emploi, principales plaies de la campagne algérienne.

g) Renouveler entièrement l'appareil d'Etat et de l'administration par la création d'organismes de pouvoir des ouvriers et des paysans et une restructuration administrative qui corresponde aux nouvelles structures économiques, notamment aux structures de l'autogestion dont le fonctionnement réel doit être impérieusement assuré. Remplacer par un pouvoir populaire, avec des articulations variées et multiples, la pyramide bonapartiste actuelle. Trouver à chaque étape les formules et les moyens aptes à réaliser cet objectif. Mener contre les privilèges bureaucra-

tiques une lutte opiniâtre, en stimulant les tendances égalitaires (limitation des rétributions, sacrifices communs nécessaires, participation de tous à la production, ne fût-ce que pendant des périodes limitées, etc.).

Assurer la défense de la révolution aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur par de véritables milices ouvrières et paysannes non professionnelles.

h) Séparer rigoureusement l'appareil du parti de celui de l'Etat.

i) Démocratiser les syndicats, dont les dirigeants devront être élus par les instances syndicales, en faisant abstraction de l'appartenance au parti. Le droit de grève ne doit pas être mis en question par des limitations *a priori*. La décision sur l'opportunité économique ou politique d'une grève ne peut être l'apanage de bureaucrates, de dirigeants au sommet ou du pouvoir d'Etat, mais appartient aux travailleurs intéressés qui sauront chaque fois considérer toutes les implications de leur attitude. L'autogestion ne supprime pas la justification de l'exercice du droit de grève, l'arbitraire économique n'étant pas éliminé au niveau de l'économie nationale. Le syndicat ne saurait être conçu exclusivement comme un instrument de formation, de propagande ou de stimulation à la production, mais aussi comme un instrument de lutte aussi bien contre les classes antagonistes que contre la bureaucratie, comme un instrument des travailleurs dans la lutte pour la distribution du revenu national.

j) Mener une campagne systématique pour la révolution dans le domaine des mœurs, contre toute forme de traditionalisme, en premier lieu par une libération véritable de la femme algérienne.

k) Le respect de la liberté de religion et l'opposition à toute mesure administrative ou répressive dans ce domaine ne doivent pas faire oublier que la religion joue effectivement un rôle objectif conservateur comme ciment idéologique. Donc ne pas accepter de formule confusionniste ni à plus forte raison admettre que l'Etat finance le culte, sous quelque forme que ce soit, et que soient défendues des conceptions sur le plan des mœurs qui, en dernière analyse, affaiblissent la mobilisation révolutionnaire.

— IV —

Conclusions, perspectives et tâches

L'Afrique d'aujourd'hui est le théâtre du conflit de forces sociales et de tendances politiques, qui, tout en gardant des traits spécifiques marqués, s'intègrent profondément dans la dynamique mondiale contemporaine. Sa réalité pose en même temps des problèmes propres aux sociétés tribales communautaires, des problèmes de lutte aussi bien contre le colonialisme et le racisme traditionnels que contre les formes nouvelles d'exploitation néo-colonialiste, des problèmes qui découlent de la formation de couches sociales particulières et des problèmes qui se relient aux problèmes plus généraux de la phase de transition. Le continent est plus que jamais dans une période de grands bouleversements et de transformations profondes. D'une part, ceci est en rapport avec les transformations du monde contemporain, avec la montée de la révolution dans d'autres régions du globe et avec le développement des Etats ouvriers. D'autre part, ceci découle de l'action de facteurs plus proprement intérieurs qui secouent la société africaine, y compris ses secteurs les plus arriérés (pénétration du capitalisme, diffusion rapide généralisée de l'économie marchande, dissolution des formes tribales primitives, épuisement du sol, expansion démographique, exode rural massif, etc.).

En ce qui concerne le secteur de l'Afrique qui reste colonial et raciste, la résistance des classes et forces réactionnaires ne saurait être considérée tout simplement comme une lutte d'arrière-garde. Sous l'angle historique, le régime de Verwoerd ou de Smith et le colonialisme portugais sont de toute évidence condamnés sans espoir. Mais cela n'implique pas nécessairement la victoire des forces anticolonialistes à court terme. Le caractère opiniâtre et féroce de la résistance, l'efficacité d'un appareil de domination et de répression très rigide et relativement solide, la présence d'intérêts très considérables du capital international et l'existence de positions importantes sous un angle politique stratégique sont autant de facteurs qui justifient l'hypothèse d'une lutte très serrée et probablement assez longue. De toute façon, ce qui est le plus important, c'est

qu'aucune victoire majeure ne pourra être emportée sans des mobilisations de masses et de grandes luttes, y compris et surtout des luttes armées, et sans aides matérielles substantielles de la part des Etats africains progressistes et des Etats ouvriers. De telles mobilisations seront nécessaires également pour éviter des opérations de diversion pseudo-libérales, telles que les opérations que certaines forces préparent par exemple en Afrique du Sud. Dans ces cas, les problèmes d'une orientation conséquente de la lutte, d'une mobilisation active des masses, avant tout des masses paysannes, d'une nette délimitation par rapport aux forces intéressées à des solutions équivoques, se poseront sous une forme particulièrement aiguë et urgente.

En Afrique néo-coloniale, la réalité est très différenciée et multiforme. Toutefois, une caractéristique générale réside dans le fait que, si le capital international dispose d'une certaine marge de manœuvre, il peut difficilement consolider une base indigène relativement stable. Les régimes néo-coloniaux, dans leur quasi totalité, apparaissent très précaires, reposent sur des structures autocratiques et sont constamment poussés à étouffer par la répression féroce tout germe d'opposition tant soit peu organisée, ce qui rend toujours possible des révoltes de larges couches de la population, des mouvements révolutionnaires soudains et de brusques renversements de la situation.

La tâche essentielle des révolutionnaires dans ce secteur africain est d'œuvrer à la cristallisation politique et à l'organisation des forces d'opposition parmi les travailleurs urbains, les masses plébéiennes des bidonvilles, les ouvriers agricoles des plantations et les larges couches paysannes. Dans certains cas, un appui critique doit être accordé à des organisations existantes, tout en s'efforçant en même temps de mener un travail de clarification politique. Dans certaines conditions, ce sont les syndicats qui peuvent s'avérer un instrument de mobilisation et de maturation au moins de quelques secteurs des masses. Le programme de lutte doit mettre à l'ordre du jour l'expropriation du capital international et de ses appendices autochtones éventuels, une réforme agraire radicale, la lutte contre les privilèges des sommets bureaucratiques de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie d'origine bureaucratique.

Les pays de l'Afrique aux transformations révolutionnaires ne se différencient pas jusqu'à présent des pays de l'Afrique néo-coloniale sur le terrain des structures économiques et sociales de base. Les différences concernent surtout le contexte politique, le processus historique, la genèse spécifique de l'indépendance, le degré de mobilisation des masses pendant la lutte anticolonialiste ou à l'étape actuelle, l'existence ou l'absence d'organisations politiques progressives jouant un rôle unificateur et de direction relativement homogènes avec une influence de masse réelle. Par conséquent, les objectifs d'une lutte révolutionnaire dans ce secteur peuvent s'identifier dans une large mesure avec ceux qui s'imposent dans les pays néo-coloniaux, à savoir l'élimination des propriétés capitalistes étrangères, la réforme agraire, la lutte contre les couches capitalistes indigènes, surtout les couches commerciales, la lutte contre les privilèges de la bureaucratie d'Etat, l'utilisation des syndicats pour assurer une distribution du revenu national plus favorable aux salariés et aux couches déshéritées, le monopole effectif du commerce extérieur, etc.

Mais c'est l'orientation stratégique et encore plus tactique de cette lutte révolutionnaire qui doit être différente. Dans certains cas surtout, le problème qui se pose pendant toute une période est celui d'une intégration dans une lutte qui se déroule déjà pour y intervenir comme les éléments les plus conséquents qui s'efforcent de stimuler le processus jusqu'à son issue logique et en même temps celui d'un appui critique aux mesures progressives adoptées par les directions sur place (par exemple certaines mesures prises au Mali et en Guinée à l'époque de la courbe ascendante). Il est évident que des tâches tout à fait particulières se posent, comme indiqué plus haut en Algérie et en Egypte.

Les précisions théoriques apportées par notre mouvement sur la base de certaines expériences asiatiques et de la révolution cubaine s'avèrent pertinentes également par rapport à l'Afrique, notamment en ce qui concerne la dynamique du processus révolutionnaire, les forces motrices fondamentales, le rôle particulier des paysans pauvres et la nature des directions, qui, sous l'impulsion de facteurs objectifs puissants et en jonction avec des mouvements de masse, peuvent esquisser un cours anti-impérialiste conséquent et anti-capitaliste, malgré leur empirisme, leurs déformations bureaucratiques ou leur origine non prolétarienne.

Il faut toutefois ajouter que, dans des pays où subsiste un secteur tribal communautaire important, le processus révolutionnaire se déroulera sous des formes très spécifiques et il sera probablement possible d'éviter des conflits et des difficultés inévitables dans les pays d'une formation historique et d'une structuration agricole

différentes, mais les secteurs paysans y joueront un rôle sensiblement moins important comme force de frappe révolutionnaire. Au Mali et en Guinée, par exemple, le bouleversement provoqué dans les campagnes par la défaite de la chefferie traditionnelle a favorisé et stimulé énormément la lutte pour l'indépendance, mais aux moments cruciaux, l'apport fondamental a été donné par d'autres secteurs (petite bourgeoisie urbaine radicalisée, salariés, masses plébéiennes).

Les problèmes posés par la survivance, parfois considérable, de facteurs tribaux ne sauraient être envisagés dans des formules très générales, mais doivent être examinés dans chaque contexte concret. Si, en principe, de tels facteurs ne disparaîtront qu'à la suite d'une dissolution progressive des structures anciennes et d'une pénétration des formes économiques modernes (industrialisation, diffusion des moyens de transport rapides, etc.), leurs influences négatives (tendances désagrégatrices aidant objectivement les manœuvres de l'impérialisme et du néo-colonialisme, etc.) peuvent être contrecarrées par l'action de formations politiques nationales unitaires qui surmontent le caractère tribal aussi bien dans leur composition qu'au sein de leur direction. Une lutte centralisatrice et unificatrice contre les limitations tribales aura une portée progressive, à condition, bien entendu, qu'elle évite toute mesure répressive ou administrative et qu'elle ne soit pas une couverture hypocrite pour une hégémonie tribale particulière. Le caractère avancé du processus dans certains Etats de l'Afrique aux transformations révolutionnaires dont le Mali et la Guinée, est lié, entre autre, à l'existence de mouvements politiques nationaux centralisateurs.

La révolution africaine dans son ensemble se développe sur l'arrière-fond d'énormes bouleversements révolutionnaires à l'échelle mondiale, dont les leçons ont été absorbées sous une forme élémentaire par les masses à travers tout ce continent. L'Afrique « la plus noire » est en même temps devenue l'Afrique du transistor, l'Afrique apprenant la guerre de guérillas chez les Chinois et les Cubains. Les masses y connaissent les succès de l'Union Soviétique et comment ils sont nés, la victoire révolutionnaire en Chine et ce qu'elle signifie pour le quart du genre humain, les grandes luttes de libération au Vietnam. Le brillant exemple de Cuba les inspire. L'impérialisme se présente par contre comme un obstacle colossal au progrès, comme le principal ennemi du peuple, le colonisateur étranger haï qui a envahi le pays et l'a dévasté, emportant ses richesses et le laissant dans la pauvreté et la désolation, ravagé par d'innombrables maux économiques et sociaux. Ainsi le socialisme est devenu un but populaire même pour des secteurs qui émergent à peine des structures tribales de l'âge de pierre.

Ce grand bond dans la conscience des masses africaines est une des principales sources de la pression énorme qui existe dans tous les pays pour exproprier les propriétés impérialistes, bloquer la naissance et la cristallisation de secteurs capitalistes nationaux ou pour les éliminer progressivement là où ils existent, réaliser des réformes agraires, introduire un monopole du commerce extérieur et élaborer des plans économiques, frapper le pouvoir des classes dirigeantes traditionnelles liées aux impérialistes étrangers et à leur système économique, et établir des liens étroits avec les Etats ouvriers. De telles mesures ne répondent pas seulement aux besoins objectifs du développement économique en brisant l'ancien modèle de pauvreté et de misère. Elles sont immensément populaires. C'est pourquoi, dans toute l'Afrique, les dirigeants politiques qui prétendent d'une façon quelconque exprimer les aspirations des masses parlent en termes de socialisme. C'est également pourquoi nombre d'entre eux sont capables d'entreprendre des mesures radicales.

Mais l'expérience, confirmant pleinement la théorie marxiste, a montré que des mesures prises suivant cette ligne ne sont stables que si elles sont appuyées sur une mobilisation révolutionnaire profonde des masses. L'expérience de Cuba qui est particulièrement appropriée à l'Afrique, témoigne en faveur de cela de la manière la plus positive. L'expérience de la Guinée, d'un autre côté, en offre une preuve par la négative. En Guinée, où il n'y a pas eu de révolution profonde, les mesures apparemment révolutionnaires se sont avérées être sans substance véritable, des formes sans beaucoup de contenu, et ne se sont pas montrées durables. A Cuba, par contre, la profonde révolution de masse a assuré la stabilité des mesures révolutionnaires.

La leçon de Cuba et de la Guinée ne doit pas être perdue pour l'avant-garde africaine. En fait, on peut prédire avec confiance que, comme à Cuba, des directions révolutionnaires surgiront au cours même des luttes révolutionnaires. L'expérience de Zanzibar est particulièrement lumineuse à cet égard, même si elle n'a eu lieu que sur une échelle réduite, presque de laboratoire. L'Afrique, qui a été considérée si longtemps par l'Occident impérialiste blanc comme le plus arriéré des continents,

fournira au monde quelques-uns des exemples les plus stimulants de la capacité de l'homme à sauter par-dessus des époques et à fournir des contributions uniques à l'héritage révolutionnaire de l'humanité.

Les problèmes de la révolution africaine ne peuvent toutefois pas être posés exclusivement sous l'angle du refus du néo-colonialisme et de la lutte contre le bureaucratisme considéré en soi. Il y a incontestablement en Afrique des problèmes économiques gigantesques qui impliquent des difficultés extrêmes, peut-être insurmontables, y compris pour des pays éventuellement libérés de toute emprise néo-colonialiste et démocratiquement structurés. Ces problèmes peuvent être schématisés comme suit :

a) L'état arriéré de plusieurs de ces pays où manque un minimum d'infrastructure matérielle et d'acquis culturel nécessaire à la mise en œuvre des techniques contemporaines (existence du nomadisme, de l'analphabétisme, d'une technique agricole extrêmement primitive, etc.).

b) La croissance économique, là où elle existe, est en tous cas lente et déformée. Le plus souvent elle ne réussit pas à contrebalancer la croissance démographique.

c) Les marges pour les investissements sont restreintes : les sources intérieures sont généralement insuffisantes et souvent, même en faisant abstraction de la croissance démographique, les augmentations de production sont résorbées par des augmentations de la consommation, objectivement nécessaires, y compris sous l'angle de l'augmentation de la productivité du travail. Les investissements de type néo-colonialiste, outre qu'ils soustraient une plus-value aux travailleurs indigènes, sont incapables de provoquer le décollage économique à cause de leurs limites, de leur caractère unilatéral, du drainage de ressources qu'ils impliquent. A quelques exceptions près, les aides de la part des Etats ouvriers sont limitées (en outre, elles sont parfois réalisées dans des conditions négatives) et il est difficile qu'elles puissent jouer un rôle tout à fait déterminant dans un avenir relativement rapproché.

d) Le problème des sources de l'accumulation est souvent compliqué par l'existence de zones très larges, même prépondérantes, d'une économie de subsistance et, plus généralement, de structures qui impliquent une stagnation de la production. Cela est particulièrement négatif du fait que, dans ces pays, le surplus économique ne peut provenir essentiellement que du secteur agricole. (Cependant, ce problème peut être en partie résolu grâce à l'investissement humain, notamment par suite de l'existence d'une relative abondance de terres.)

e) Le fractionnement en Etats souvent très petits implique des problèmes complexes aussi bien sous l'angle d'un fonctionnement économique normal (ressources limitées, marchés trop restreints, etc.) que sur le plan de phénomènes comme la contrebande, les exportations illégales, les trafics de devises, etc., qui ont souvent des conséquences graves sur l'économie en général.

f) En tant que pays arriérés fournisseurs de matières premières, la quasi totalité des pays africains participent au marché capitaliste dans des conditions d'infériorité et subissent l'exploitation inhérente aux rapports économiques d'une telle nature, même en faisant abstraction de chutes verticales conjoncturelles des cours des matières premières qui, parfois, ont une incidence sur la balance commerciale, les réserves financières, etc. (par exemple les conséquences pour le Ghana de l'évolution du prix du cacao).

Tout cela souligne péremptoirement que les développements de la révolution africaine sont liés strictement à toute une série de facteurs interafricains et internationaux. Il est clair notamment que les problèmes économiques fondamentaux ne pourront être résolus dans le cadre des entités nationales actuelles, d'édifications économiques séparées, d'autant plus que beaucoup d'Etats africains sont des créations artificielles de la volonté balkanisatrice des impérialistes. D'où l'exigence de l'unité africaine et la vérification de la conception marxiste-révolutionnaire d'une fédération socialiste d'Etats africains. D'où, du moins pendant une période transitoire, la perspective d'unités régionales suffisamment larges et la nécessité d'un pool mondial unique de matières premières, par une action collective des pays sous-développés. Les tentatives faites jusqu'à présent ont avorté lamentablement, n'ayant eu qu'une portée purement propagandiste. Mais elles ont impliqué la reconnaissance d'une tendance fondamentale. Cela s'applique aussi à l'O.U.A., dont la naissance fut incontestablement stimulée par les exigences multiples pour l'unité africaine : unité dans la lutte contre les remparts colonialistes qui subsistent, unité pour contrecarrer l'emprise néo-colonialiste, unité pour la croissance économique. Cependant, l'O.U.A. a été conçue par la plupart des gouvernements membres dans des buts d'autoconservation ; c'est pourquoi elle n'a pas évité les échecs et traverse maintenant une crise qui pourrait la réduire à une formule sans aucun contenu réel.

En même temps, tout cela démontre qu'un rôle capital pourrait être joué par les Etats ouvriers économiquement avancés, en condition d'apporter une aide désintéressée sur une échelle très large. En d'autres termes, il est nécessaire que la reconstruction africaine puisse utiliser les ressources d'Etats ouvriers qui seraient créés dans des pays industrialisés de l'Europe occidentale et de l'Amérique du nord. Dans ce sens, des victoires révolutionnaires dans ce secteur du monde correspondent aux intérêts très concrets et immédiats de la révolution africaine.

La dynamique de la révolution africaine apparaît par conséquent comme une dynamique de révolution permanente dans tous ses aspects. A l'intérieur de chaque pays, la tendance fondamentale est celle d'une transcroissance, à savoir d'un passage ininterrompu de l'étape démocratique bourgeoise à l'étape socialiste. En même temps se précise la nécessité inéluctable de déborder les frontières des Etats nationaux. Tout cela ne signifie d'aucune manière que les nécessités objectives seront automatiquement réalisées. Les nécessités de la croissance économique et de la satisfaction des besoins élémentaires qui ont poussé les masses à la lutte exigent le dépassement de l'étape démocratique bourgeoise et du fractionnement national. Cela implique — sous l'angle social et politique — qu'une alliance avec la bourgeoise dite nationale dans la réalisation des objectifs indiqués, n'est absolument pas viable. Cependant, il va de soi que des forces conservatrices, bourgeoises nationales, néo-colonialistes peuvent prévaloir grâce à des rapports de force donnés. Mais, dans cette éventualité, il n'y a pas de croissance économique, pas de satisfaction des besoins élémentaires des masses, la nouvelle classe dirigeante ayant imposé des structures qui entravent tout essor productif et toute amélioration du niveau de vie et s'efforçant de briser les ressorts qui ont propulsé dès le début tout le processus.

L'accablant dossier des partis sociaux-démocrates et des partis communistes occidentaux à différentes étapes de la révolution africaine, renforcé par la banqueroute des partis réformistes ou staliniens africains (notamment en Algérie et en Egypte), a donné naissance à de sérieuses réserves à l'égard du marxisme chez beaucoup de révolutionnaires africains (ce qui, d'ailleurs, ne les a pas empêchés d'avoir un respect très grand pour l'U.R.S.S. et encore plus pour la Chine et pour Cuba). Mais, par leur propre expérience, ils se rendront de plus en plus compte que les spécificités de la révolution dans leur continent et dans les différents pays de ce continent n'éliminent pas le caractère fondamentalement unitaire et combiné des tendances qui opèrent dans le monde contemporain et déterminent, en dernière analyse, aussi l'évolution africaine. Par cette voie, ils arriveront à vérifier la validité universelle de la méthode et des conceptions marxistes.

La tâche des marxistes révolutionnaires est de lutter pour une politique qui permette aux masses exploitées de l'Afrique de mener à bien leur évolution pour la destruction totale du pouvoir de l'impérialisme, des forces néo-colonialistes et des classes possédantes indigènes. A cette fin, il est indispensable de former de véritables partis révolutionnaires des ouvriers et des paysans pauvres, de combattre pour l'expropriation complète de la propriété capitaliste, pour une gestion ouvrière des entreprises expropriées, contre toute cristallisation et consolidation d'une couche bureaucratique privilégiée.

Les tâches ne peuvent être accomplies efficacement sans une participation directe à la lutte de la révolution africaine, sans une mobilisation des forces de l'Internationale en solidarité avec cette révolution, sans la sélection de cadres trotskystes sortis des rangs même des masses africaines opprimées.

La IV[e] Internationale a déjà un premier bilan positif à présenter à ce propos. Dès que la classe ouvrière égyptienne s'est éveillée à la lutte syndicale et politique, des cadres trotskystes se sont regroupés pour combattre pour une direction marxiste révolutionnaire.

L'Internationale toute entière a participé à la lutte pour la défense de la révolution algérienne, et est fière d'avoir constitué dans de nombreux pays, notamment en France, la première et longtemps la seule tendance du mouvement ouvrier à avoir aidé les militants du F.L.N. pendant la période la plus difficile de leur lutte.

L'apparition d'un mouvement ouvrier indépendant au Nigéria, qui s'est manifesté dans la grève générale remarquable de 1964 a produit la création d'un premier noyau trotskyste intégré dans le mouvement de masse et s'efforçant de l'influencer dans un sens révolutionnaire.

Mais c'est surtout en Afrique du Sud où le mouvement trotskyste possède une tradition longue de trente années, où de nombreux cadres ont été trempés dans

une lutte marquée par une répression particulièrement dure, où il a su conquérir une place de choix parmi les organisations anti-impérialistes et où il a élaboré avec l'aide de l'Internationale, la ligne correcte de l'insurrection armée appuyée sur les masses paysannes, que notre mouvement est appelé à jouer un rôle important dans l'avant-garde d'une révolution qui pourra rayonner sur l'ensemble de l'Afrique noire.

Les marxistes révolutionnaires participent dans chaque pays au mouvement de libération nationale anti-impérialiste. Ils accordent un appui critique à chaque pas en avant réalisé par ce mouvement sous direction nationaliste, dans la lutte contre l'impérialisme et ses agences néo-colonialistes (nationalisations en Egypte, sortie de la Zone Franc en Guinée, saisies de propriétés impérialistes en Tanzanie, aide accordée à la révolution congolaise au Ghana, etc.). En même temps, ils appellent les masses populaires à poursuivre cette lutte anti-impérialiste jusqu'à une rupture totale avec le capitalisme étranger et intérieur pour pouvoir réaliser leur propre émancipation.

Dans le cours de cette lutte, ils s'efforcent de se lier aux éléments les plus radicaux et les plus conscients du mouvement anti-impérialiste, de les éduquer dans les principes du marxisme révolutionnaire, de créer avec eux des premiers noyaux trotskystes et de déterminer, sur la base des conditions particulières de chaque pays, les voies adéquates pour la création de tendances et de partis authentiquement révolutionnaires.

L'évolution du capitalisme en Europe occidentale et les tâches des marxistes révolutionnaires

Placée dans le contexte mondial d'une montée continuelle de la révolution coloniale, d'une crise de plus en plus grave de la bureaucratie soviétique, ainsi que d'une stabilisation temporaire du capitalisme dans les pays impérialistes par suite de la trahison de la montée révolutionnaire de 1943-48 par les directions réformistes et staliniennes et de la possibilité ouverte au capitalisme de connaître une nouvelle phase de croissance économique dans ces pays, l'évolution du capitalisme en Europe occidentale au cours des dernières années a été dominée par :

a) la poursuite d'un boom économique dont les forces motrices ont cependant progressivement commencé à s'épuiser et qui a abouti à une situation économique nouvelle dans laquelle les pays d'Europe occidentale connaissent une dynamique discordante, avec des récessions périodiques dans au moins une partie de ces pays ;

b) la crise prolongée de la démocratie bourgeoise classique, débouchant sur des tentatives d'instaurer un « Etat fort » chaque fois qu'un brusque tournant de la situation politique, économique ou sociale la rend urgente pour la bourgeoisie et que l'affaiblissement de la résistance du mouvement ouvrier la rend possible ;

c) la nécessité pour la classe ouvrière de s'opposer avec énergie aux tentatives de plus en plus nombreuses d'amener le mouvement ouvrier à une nouvelle étape d'intégration dans l'Etat bourgeois ;

d) la possibilité de transformer des luttes économiques pour la conquête d'avantages immédiats ou pour la défense de droits acquis, en luttes pour des revendications transitoires qui peuvent créer une situation pré-révolutionnaire et poser objectivement la question du pouvoir ;

e) le rôle plus que jamais décisif du facteur subjectif pour arriver à ce résultat.

Les marxistes révolutionnaires ont le devoir d'adapter leur programme de transition aux nécessités et possibilités précises de cette phase, dans laquelle la possibilité périodique de renverser le régime capitaliste reste donnée, à la fois par les contradictions non résolues de la société bourgeoise et par le potentiel de combat intact du prolétariat dans la plupart des pays.

— I —

LA NOUVELLE SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE DU CAPITALISME EUROPEEN

A partir de 1963, la situation économique du capitalisme européen a commencé à se modifier lentement mais nettement. A une phase d'essor sans précédent des

forces productives, de la croissance industrielle et du revenu national dans tous les pays capitalistes d'Europe s'est progressivement substituée une phase dans laquelle différents pays capitalistes ont connu des **évolutions discordantes :**

a) L'expansion s'est maintenue et même accentuée en Allemagne occidentale tout au long de l'année 1964. Une plus grande stabilité des prix (réflétant en dernière analyse un niveau de productivité supérieur) que dans les autres pays du Marché Commun, a permis aux capitalistes ouest-allemands de connaître un boom extraordinaire des exportations, d'abord vers des pays d'Europe frappés par l'inflation (Italie, France), ensuite vers des pays d'outre-mer, dont le pouvoir d'achat a été stimulé par la haute conjoncture de l'économie américaine.

b) Une série de pays capitalistes d'Europe ont connu un ralentissement de l'expansion (notamment la Grande-Bretagne et la Belgique à partir du deuxième semestre 1964) et une aggravation du déficit de leur balance des paiements.

c) D'autres pays, avant tout l'Italie et la France, ont connu dès 1963 une nouvelle poussée inflationniste qui a amené la bourgeoisie à prendre des mesures de déflation, lesquelles ont précipité un début de récession, en Italie d'abord, en France ensuite. Dans l'ensemble, près de deux millions et demi de travailleurs ont connu une réduction d'horaires ou subi des licenciements dans ces pays.

Par ailleurs, malgré des reprises « techniques » (causées notamment par des motifs saisonniers ou par la nécessité de regarnir les stocks), diverses branches de l'industrie européenne sont aujourd'hui caractérisées par l'existence d'une importante capacité excédentaire : charbonnage, sidérurgie, construction navale, textiles synthétiques et industrie automobile. Si certaines de ces branches sont de toute façon structurellement stagnantes ou en déclin (notamment les charbonnages), d'autres, comme les fibres synthétiques et l'automobile, ont été les principaux moteurs de l'expansion dans la phase précédente.

Néanmoins, dans son ensemble l'économie capitaliste de l'Europe occidentale reste caractérisée par un niveau élevé de l'emploi, de la production et des revenus. Un grand nombre de pays connaissent encore des conditions de plein emploi. Un nombre élevé de travailleurs provenant de régions ou de pays économiquement plus arriérés (Italie méridionale, Espagne, Grèce, Portugal, Turquie) continuent à être aspirés par la demande de main-d'œuvre des pays ou régions où l'expansion se poursuit. L'Allemagne occidentale et la Suisse surtout sont en train de devenir de véritables creusets de centaines de milliers d'ouvriers étrangers, réservés, comme d'ailleurs dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale, aux tâches les moins qualifiées et les plus ingrates, parqués dans des conditions qui n'ont pas grand'chose de commun avec une prétendue « société d'abondance ».

2. — Cette évolution discordante de diverses économies capitalistes en Europe occidentale, pouvait avoir deux issues : ou bien la récession allait progressivement s'étendre de l'Italie et de la France vers les autres pays d'Europe occidentale, à commencer par la Belgique et la Grande-Bretagne, puis l'ensemble du Marché Commun, notamment par le mécanisme des réductions en chaîne des importations ; ou bien le maintien de la haute conjoncture dans la majeure partie des pays d'Europe occidentale, avant tout en Allemagne occidentale, allait mettre un rapide cran d'arrêt à la récession en France et en Italie, et permettre à ces deux pays d'atteindre sans trop de convulsions le point de redémarrage de l'expansion.

C'est cette deuxième variante qui s'est produite à partir du deuxième semestre de 1965, notamment par le truchement du maintien d'une demande élevée de l'extérieur (croissance des exportations, à la fois vers les pays d'Europe capitaliste où la haute conjoncture se maintient, vers les Etats-Unis, où le boom continue également, et vers des pays semi-coloniaux qui ont accru leur pouvoir d'achat, résultat du boom américain).

Il faut cependant souligner le fait que la reprise en France et en Italie, essentiellement « induite » de l'extérieur, reste très lente et hésitante, qu'elle est placée devant un niveau relativement bas des investissements, et qu'elle reflète ainsi l'épuisement progressif des principaux moteurs qui ont rendu possible le long boom européen au sein du Marché Commun. Dans ces conditions, il devient improbable qu'une vigoureuse expansion puisse se produire dans ces deux pays au cours de l'année 1966 et au début de 1967, pour prendre la relève de l'expansion américaine

dans le rôle de stimulant de l'expansion ouest-allemande. Celle-ci risque par conséquent de s'essoufler au cours des prochains mois. Et c'est dès lors en définitive la conjoncture économique aux Etats-Unis qui déterminera si l'Europe occidentale connaîtra encore une fois une phase d'expansion généralisée, ou si la tendance au tassement progressif de l'expansion s'accentuera, pour déboucher sur une récession généralisée en 1967.

Même dans ce dernier cas, il ne s'agirait cependant que d'une récession et non pas d'une crise économique grave du type de celle de 1929 ou de 1938, pour les raisons amplement développées antérieurement, à savoir la possibilité pour l'impérialisme d'« amortir » les crises grâce à un volume croissant de dépenses d'Etat, au prix d'une réduction constante du pouvoir d'achat des monnaies.

3. — La combinaison d'une croissance partout ralentie (sauf en Allemagne occidentale), d'une concurrence accentuée, tant sur les marchés européens que sur le marché mondial, et d'un plein emploi encore généralement maintenu, a placé la bourgeoisie de l'Europe, à divers moments depuis 1963 dans les différents pays, devant une pression très forte exercée sur son taux moyen de profit. Le ralentissement de la croissance, et la concurrence internationale accentuée rendent difficile l'augmentation des prix de gros des produits industriels, tandis que les conditions de plein emploi et même de pénurie de main-d'œuvre favorisent l'augmentation des salaires et réduisent même partiellement le taux d'exploitation de la force de travail (en résultat d'une fluctuation plus forte de cette main-d'œuvre entre diverses entreprises, d'une réduction de la « discipline du travail », d'un accroissement des grèves sauvages et d'interruptions de travail de toute sorte, etc.).

Les travailleurs ont en général profité de ces conditions favorables pour conquérir d'importantes augmentations des salaires. Soit en 1963, soit en 1964, celles-ci ont été de l'ordre de 10 % ou plus dans des pays comme l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, etc. En 1963, une augmentation des salaires plus lente avait aidé les capitalistes britanniques à reconquérir quelques débouchés précédemment perdus, surtout en Europe ; mais en 1964, cette poussée ne s'est pas poursuivie, surtout par suite d'un niveau général de productivité inférieur à celui de l'Allemagne occidentale.

Dans cette tendance à l'effritement de son taux de profit, la bourgeoisie européenne réagit fondamentalement de deux manières (de même que la bourgeoisie américaine l'avait fait au cours de la décennie précédente) :

a) Une tentative de démanteler, ou au moins de réduire la force syndicale et la capacité des syndicats à utiliser une situation de pénurie généralisée de main-d'œuvre dans le sens d'une augmentation importante des salaires. L'arme principale à cette fin, c'est la « politique des revenus » et la pression en faveur de contrats collectifs s'étendant sur plusieurs années. En dernière analyse, il s'agit d'une tentative de supprimer l'autonomie de négociation syndicale, et d'atteindre une étape nouvelle d'intégration du syndicalisme dans l'Etat bourgeois.

   La tentative d'intégrer les organisations syndicales dans l'appareil d'Etat et leur intégration dans la politique des revenus correspondent à l'exigence objective de planifier le degré d'exploitation de la force de travail et donc le taux de profit pour de longues périodes. Le syndicat a donc tendance à devenir responsable, « garant », des attitudes de la classe ouvrière face à l'Etat bourgeois et à la programmation capitaliste dans le but de maintenir une situation de « paix sociale » à l'usine et hors de l'usine. La bourgeoisie elle-même n'a donc pas intérêt à avoir un syndicat complètement intégré qui devienne incapable de contrôler les mouvements de la classe ouvrière et sans une base de masse : c'est pourquoi l'Etat bourgeois concède une marge d'autonomie illusoire au syndicat, pourvu qu'il s'agisse d'une autonomie fonctionnelle à l'intérieur du système et que le syndicat ne sorte pas du cadre d'une organisation purement contractuelle, même la plus « moderne » si on veut !

b) Une tentative de reconstituer l'armée de réserve industrielle en développant à fond l'automation et la rationalisation des entreprises, et en poursuivant une politique d'immigration de main-d'œuvre étrangère à grande échelle. Conjoncturellement, des mesures de déflation brutale comme celles qui ont été prises en France (plan de stabilisation) et en Italie (programme anti-inflationniste) aboutissent au même résultat de « détente sur le marché du travail ».

La bourgeoisie n'est évidemment pas unanime à prôner ces deux solutions pour la défense du taux de profit. L'intérêt général du Capital se heurte à plusieurs reprises aux intérêts de divers secteurs. En Italie notamment, les trusts producteurs de biens de consommation durables étaient plutôt adversaires du programme anti-inflationniste, qui a avant tout défendu les intérêts du capital financier et des industries le plus étroitement contrôlées par celui-ci. En France, un secteur important de la bourgeoisie — surtout les petites et moyennes entreprises et l'industrie légère — s'est révolté contre le « plan de stabilisation » et contre la « planification » étroitement contrôlée par les grands monopoles. En Grande-Bretagne, la bourgeoisie fut également très divisée au sujet de l'opportunité de la politique économique des tories placée sous le signe de l'accélération et du freinage successifs. Néanmoins, les contradictions fondamentales du régime capitaliste persistant, il n'y a pas d'autre voie pour le Capital de défendre son taux de profit que l'une des deux voies susmentionnées, ou une combinaison de celles-ci.

4. — Dans des conditions d'expansion économique prévalante — même si elle est ralentie — la tendance à l'intégration économique progressive des pays capitalistes d'Europe occidentale, avant tout des pays du Marché Commun, s'est poursuivie, dans la mesure où elle correspond surtout à des impératifs inévitables de la technique de production (dimension des entreprises pour dépasser le seuil de rentabilité telle qu'il leur faut des débouchés dépassant largement les frontières de l'Etat national).

En même temps s'est maintenu cependant l'emploi de l'« Etat national » comme instrument de défense des intérêts particuliers de la bourgeoisie dans chacun des six Etats, au sein du Marché Commun. Cela s'est manifesté à l'occasion de nombreuses crises qui ont marqué les progrès du Marché Commun (notamment la crise sur le marché commun des céréales, la crise sur l'adoption d'une position commune envers les négociations au GATT pour la réduction internationale des tarifs douaniers, la réaction italienne devant la stagnation des débouchés de l'industrie automobile italienne, etc.).

Ces deux processus contradictoires — la lente création d'une communauté d'intérêt entre les capitalistes d'Europe occidentale, l'autodéfense par chaque bourgeoisie européenne de ses intérêts particuliers — coïncideront et se chevaucheront pendant toute une époque. Elles expriment deux réalités contradictoires dans la structure même du Capital : celui-ci reste essentiellement un capital « national » dans chacun des principaux pays capitalistes d'Europe (c'est-à-dire que la majeure partie des actions des principales entreprises de ces pays reste dans les mains de capitalistes de chaque pays) ; mais à côté de ce capital « national » se développe un capital « européen », né de l'interpénétration de capitaux en provenance de plusieurs ou de tous les pays du Marché Commun (et souvent en outre de Grande-Bretagne, de Suisse, sinon des USA). Plus le Marché Commun durera et s'institutionnalisera (y compris notamment par l'adoption d'une monnaie commune), plus ce capital « européen » deviendra important par rapport au capital « national », et plus le Marché Commun deviendra irréversible.

Ce point d'irréversibilité n'a cependant pas encore été dépassé. Il ne le sera vraisemblablement qu'à l'occasion d'une récession généralisée en Europe. Devant pareille récession, deux réactions peuvent en effet se faire jour au sein du Capital des principaux pays d'Europe :

a) la réaction du repli protectionniste, qui consiste à défendre le « marché national », au besoin par le rétablissement de tarifs douaniers lorsque la situation se détériore ;

b) la réaction de la fuite en avant, c'est-à-dire de l'application, au niveau du Marché Commun, des techniques « anti-crise » qui ont fait leurs preuves au niveau national (« programmation européenne », « monnaie dirigée » à l'échelle européenne, etc.). Cette fuite en avant réclame la création d'un Exécutif européen renforcé et d'une monnaie européenne, qui constitueraient une étape décisive dans l'approche du point d'irréversibilité du Marché Commun.

La pratique démontrera laquelle de ces deux méthodes sera préférée par la bourgeoisie de chacun des principaux pays capitalistes d'Europe, ce choix étant influencé à son tour par la gravité relative de la récession et par le contexte politique et économique international.

5. — La même ambivalence qui caractérise les rapports de la bourgeoisie des

pays capitalistes avec le phénomène de l'intégration économique européenne caractérise également ses rapports avec l'impérialisme américain et avec le marché mondial dans son ensemble.

D'une part, la modification des rapports de forces entre l'impérialisme américain et les principales puissances impérialistes du continent européen s'est faite, depuis plus d'une décennie, presque continuellement au profit de ces dernières et aux dépens de l'impérialisme yankee. La bourgeoisie européenne en a tiré un regain d'optimisme et même d'agressivité sur le marché mondial ; ceci caractérise avant tout l'attitude de l'impérialisme ouest-allemand. (En 1954, les exportations ouest-allemandes s'élevaient à 33 % des exportations des USA ; en 1964, elles ont atteint 70 % de celles-ci. Par tête d'habitant, l'Allemagne exporte plus de trois fois de produits manufacturés que les USA). Sur le plan monétaire, elle essaye de rejeter la tutelle du dollar et de passer à une « monnaie internationale » contrôlée conjointement par les Banques centrales des pays impérialistes (à majorité européenne).

D'autre part, malgré cette modification des rapports de forces, la supériorité technique de l'impérialisme américain (qui découle notamment des dimensions plus grandes de ses entreprises) reste prononcée, et la bourgeoisie européenne constate avec effroi, surtout en France, qu'au fur et à mesure qu'elle reconquiert des marchés mondiaux, le capital américain « colonise » des entreprises européennes. De même, cette bourgeoisie européenne (surtout dans des pays comme l'Italie et les pays capitalistes mineurs) est effrayée par la perspective d'une chute du dollar, qui risquerait de précipiter une réaction en chaîne contre toutes les devises du monde capitaliste et de provoquer une désorganisation de toute l'économie capitaliste internationale.

En définitive, deux attitudes différentes se font jour au sein de la bourgeoisie européenne à l'égard du marché mondial, attitude qu'influence fortement le comportement à l'égard du Marché Commun lui-même. Les uns — la majorité de la bourgeoisie ouest-allemande notamment — considérant que leurs forces productives étouffent déjà au sein du Marché Commun, ne craignent pas la concurrence avec l'impérialisme américain, et réclament donc un Marché Commun ouvert sur la Grande-Bretagne et le reste de l'Europe capitaliste, comme étape transitoire vers une « zone atlantique de libre-échange » désirée également par l'impérialisme américain. (C'est la base matérielle du « pro-américanisme » d'Ehrard que lui reproche de Gaulle). Les autres désirent avant tout consolider le Marché Commun, le protéger contre « l'invasion des capitaux américains », en renforcer la capacité concurrentielle, notamment par un puissant mouvement de fusion d'entreprises et de trusts, avant d'entrer dans une étape de concurrence accentuée et non protégée vis-à-vis de l'impérialisme américain.

Celui-ci conserve une supériorité militaire écrasante par rapport aux impérialistes européens, notamment dans le domaine des armes nucléaires (supériorité qui s'est même renforcée par le déclin du « indépendent déterrent » de l'impérialisme britannique) et du fait que les imperialismes européens ne peuvent pas raisonnablement concevoir la défense de leur système, à l'échelle mondiale, devant la montée constante des forces anticapitalistes (renforcement des Etats ouvriers ; progrès de la révolution coloniale), en dehors de l'alliance avec l'impérialisme américain. Ce fait pèse sur toute cette situation et limite en définitive la liberté de manœuvre de la bourgeoisie européenne.

C'est pourquoi celle-ci attache une importance extrême à obtenir l'accès aux armes nucléaires (et à la technologie nucléaire en rapide évolution, sur laquelle l'impérialisme américain maintient un monopole presque complet), soit sous la forme d'une force nucléaire multilatérale ou atlantique, soit sous la forme d'une « force de frappe autonome » (française ou « européenne »).

— II —

L'EVOLUTION POLITIQUE EN EUROPE OCCIDENTALE

6. — Durant la longue période de prospérité capitaliste qui s'est déroulée en Europe occidentale, la démocratie bourgeoise traditionnelle, loin de se trouver revigorée ou consolidée, a poursuivi un processus de lent déclin. Ce déclin correspond avant tout à une situation objective des forces-clés du capitalisme — en premier

lieu les grands monopoles capitalistes, les banques, le capital financier décident de manière directe d'une série de questions de politique économique, financière, monétaire, commerciale, et quelquefois même culturelle, qui étaient jadis de la compétence des Parlements. Si on y ajoute le renforcement continuel de l'exécutif de l'Etat bourgeois et l'empiètement de plus en plus net d'organismes internationaux dans des domaines politiques importants (OTAN pour les problèmes militaires ; Marché Commun, CECA, GATT pour les questions commerciales et économiques ; Fonds Monétaire International pour les problèmes monétaires, etc.), l'influence de fait des Parlements sur la vie publique devient de plus en plus limitée.

Ce processus de dégradation progressive et ininterrompue du parlementarisme bourgeois exprime en dernière analyse le fait que le Parlement, qui n'a jamais été un instrument pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, cesse de plus en plus d'être un instrument efficace pour la défense et la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie. Sa fonction réelle était de permettre à la bourgeoisie de prendre collectivement conscience de ses intérêts de classe, à une époque où elle se trouvait fortement émiettée en intérêts régionaux et catégoriels disparates, ainsi qu'en courants politiques nettement différenciés. Mais, plus se poursuit le processus de concentration capitaliste, plus la vie économique se trouve contrôlée par une poignée de grands trusts et monopoles, plus ceux-ci utilisent l'appareil d'Etat pour défendre leurs profits et intérêts, plus progresse « l'union personnelle » entre les monopoles et l'appareil d'Etat, et plus l'expression des intérêts du grand capital et la centralisation des forces de la bourgeoisie s'effectuent en dehors de l'enceinte du Parlement, avant même que ne s'entament des débats dans son sein.

L'évolution vers « l'Etat fort », sous-jacente à toute l'évolution de la bourgeoisie européenne au cours de la dernière décennie, correspond ainsi à un double objectif : adapter le fonctionnement de l'Etat aux besoins des monopoles et leur offrir un exécutif plus stable et plus « technocratique » en vue d'assurer une défense plus efficace de leurs profits ; limiter les possibilités du mouvement ouvrier de saper la stabilité de l'Etat bourgeois en combattant sans réserve pour ses droits, restreindre à cette fin l'exercice du droit de grève et de manifestation, et renforcer les organismes de répression. Il est significatif que la tendance dans ce sens s'est manifestée ces dernières années dans tous les pays d'Europe occidentale, même ceux réputés les plus démocratiques, et sous toutes les formes de gouvernement, y compris sous une direction ou avec une participation social-démocrate.

7. — Cependant la tendance à l'instauration de l'Etat fort n'a réussi jusqu'ici à triompher que dans un seul pays, la France, sous la forme particulière bonapartiste qu'est le gaullisme. Il est évident que la personnalisation extrême du pouvoir qui existe dans ce pays n'est pas la seule forme que peut revêtir l'Etat fort, et n'est pas liée nécessairement à son maintien. Partout ailleurs, elle reste présente sous forme de tendance latente, dont certains objectifs se réalisent petit à petit, mais sans qu'un changement qualificatif se soit produit. Au contraire, un bilan objectif des cinq années qui se sont écoulé depuis décembre 1959 doit faire plutôt état de **l'affaiblissement** de l'exécutif des Etats bourgeois dans une série de pays (notamment en Grèce et en Italie), du moins dans sa capacité d'empêcher les manifestations de lutte de classe prolétarienne résolue ou d'en réduire l'ampleur. Même en France où le régime gaulliste semble stable, cette stabilité est en grande partie liée à la vie de son chef, et la bourgeoisie elle-même doute de la possibilité de maintenir ce régime, du moins sous sa forme actuelle, quand de Gaulle aura disparu.

C'est que la réalisation de « l'Etat fort » **présuppose** une grave défaite de la classe ouvrière et que cette défaite ne s'est produite nulle part ailleurs dans les dernières années. C'est que la prospérité capitaliste elle-même a un effet contradictoire, dialectique, sur le comportement du prolétariat en Europe occidentale : si elle rend évidemment moins aiguë la conscience de la nécessité d'un renversement révolutionnaire du capitalisme, elle crée, notamment grâce au déclin du chômage, des conditions propices à l'éclatement de luttes économiques qui, surtout dans les pays où l'intégration des syndicats dans l'Etat bourgeois avait été préalablement institutionnalisée, peut s'avérer le point de départ d'une véritable reprise ouvrière. C'est que le boom continuel des dernières années a rendu moins urgente l'instauration de l'Etat fort. C'est que le prolétariat européen, même dans les pays où il subit des tendances à l'apathie politique reste farouchement attaché à la défense de ses droits économiques et de ses syndicats, et que l'Etat fort nécessite non seulement une dépolitisation avancée du prolétariat mais encore la castration du mouvement syndical.

Pour toutes ces raisons, si des tendances à l'instauration d'un Etat fort appa-

raissent à la surface chaque fois que la faiblesse de l'exécutif de l'Etat bourgeois est brusquement mise en lumière (en Italie lors de l'élection présidentielle en 1964-65 ; en Autriche lors de la dernière crise au sein du principal parti bourgeois ; en Grèce en rapport avec la montée ouvrière qui s'est produite sous le gouvernement Papandréou), ces tendances ne pourront véritablement triompher qu'après une phase de lutte de classe intense, se terminant par une grave défaite prolétarienne et par une démoralisation profonde du prolétariat. Même en France, le début de reprise ouvrière qui s'est manifestée par des grèves économiques déclenchées sous le signe de l'unité d'action syndicale et par une évolution encore hésitante, incertaine et contradictoire vers le front unique PC-SFIO risque de saper la stabilité de « l'Etat fort », lorsque celui-ci perdra le support de de Gaulle et de son prestige personnel. La bourgeoisie envisage d'ailleurs la transition du régime bonapartiste à un régime présidentiel, sans qu'on puisse affirmer que cette tentative sera couronnée de succès.

Les événements qui se sont produits en Grèce au cours de l'été 1965 constituent la confirmation éclatante de ce qui précède. Rarement on a vu en Europe capitaliste se manifester avec plus de netteté et de cynisme le fait que le Parlement — y compris la majorité parlementaire — n'était plus le lieu où se choisissait le premier ministre, où se constituait le gouvernement, où s'exerçait le pouvoir. A défaut d'une dictature militaire ouverte — que les rapports de force n'ont pas encore permis d'instaurer, et qui risquait au contraire de provoquer des réactions carrément révolutionnaires de la part des masses — la Cour, s'appuyant étroitement sur les chefs réactionnaires de l'armée, a manœuvré avec patience, et sans se soucier des formes, pour effriter, puis faire disparaître la majorité papandréiste au sein du Parlement, cependant que le mouvement de masse, grandiose d'ampleur et de spontanéité, a été largement paralysé quant aux résultats obtenus, du fait du crétinisme parlementaire des dirigeants de l'E.D.A. et du P.C., soucieux de respecter la légalité parlementaire et désireux seulement de « démocratiser la Cour ».

8. — La tendance à « l'Etat fort » est au capitalisme des monopoles dans une période de prospérité ce que la tendance au fascisme fut à ce même capitalisme dans une période de crise économique et de chômage. Il s'agit chaque fois d'adapter le degré de centralisation du pouvoir politique à la concentration réalisée dans le domaine économique par le grand capital. Dans l'un des cas, la base de masse du mouvement est constituée par une classe petite bourgeoise dégradée, paupérisée et folle de désespoir ; dans l'autre cas, la base de masse du mouvement est constituée par une classe petite bourgeoise prospère, enrichie et sans complexe d'infériorité (composée surtout de technocrates, de cadres et en général de classes moyennes nouvelles). De même, dans un des cas, il s'agit d'écraser le prolétariat, de détruire ses organisations et d'abaisser brutalement son niveau de vie ; dans l'autre cas, il s'agit plutôt d'émasculer ses organisations en les intégrant plus profondément dans le régime et de le corrompre par un niveau de vie plus élevé, lié à des moyens d'action puissants mis en œuvre en vue de le dépolitiser.

Dans le climat de prospérité économique qui a régné en Europe occidentale au cours des cinq dernières années, il n'y a pas eu de situation propice à la renaissance d'un danger fasciste. Au contraire, les noyaux fascistes qui subsistaient ou qui s'étaient recréés dans des pays comme l'Allemagne occidentale ou la France se sont plutôt affaiblis sinon décomposés. Ils ne pourraient renaître que dans des phases de crise économique, sociale ou politique portée à leur paroxysme, et manqueraient alors même de substance pour autant qu'une large masse de chômeurs fasse défaut.

Par contre, on a assisté un peu partout en Europe occidentale au développement de **tendances poujadistes** exprimant la révolte de classes moyennes victimes de la concentration capitaliste et qui cherchent à défendre une position indépendante dans la vie économique. Ce sont surtout des petits paysans et des petits boutiquiers d'âge moyen, inexorablement condamnés par les progrès de la mécanisation agricole et de la concentration commerciale, qui se trouvent à la pointe de ces tendances. Celles-ci s'expriment quelquefois au sein de partis traditionnels (par exemple la résistance au sein du parti conservateur britannique à l'abolition des « prix fixes » ; la résistance au sein de la CDU-CSU ouest-allemande au Marché commun des céréales ; la manifestation de tendances poujadistes au sein du PLP belge, etc.), quelquefois par la création de nouveaux partis, la plupart du temps fantaisistes (comme par exemple le parti paysan aux Pays-Bas) et sans lendemain. C'est que les petits-bourgeois déplacés retrouvent facilement un emploi — et sou-

vent un standing plus élevé — dans le cadre de la prospérité capitaliste, et qu'en l'absence d'une récession prolongée ou d'une forte chute du taux d'expansion, leur révolte est plus portée par la nostalgie du passé que par une misère actuelle. Cette situation pourrait se modifier dans le cas d'une récession généralisée dans le Marché Commun, où l'on verrait à coup sûr se manifester des tendances poujadistes plus puissantes.

Un phénomène relativement récent a été l'**expansion de tendances racistes prononcées** sur le plan politique en Europe occidentale. Ce phénomène a deux racines : d'une part le sentiment de frustration exacerbée dans des couches petites-bourgeoises devant les progrès de la révolution coloniale et la perte des « empires » ; d'autre part, la réaction de milieux petits-bourgeois et de couches prolétariennes moins politisées devant l'immigration d'un nombre élevé d'ouvriers étrangers, quelquefois (surtout en Grande-Bretagne et en France) d'ouvriers de couleur.

Ces sentiments racistes, du moins dans les milieux ouvriers, ont des causes matérielles assez tangibles : crise de logement et craintes pour la stabilité de l'emploi. Ils sont d'ailleurs moins du racisme proprement dit que de la xénophobie ; la preuve, c'est que leurs manifestations politiques les plus spectaculaires qui visent en Grande-Bretagne des immigrés noirs ou pakistanais, concernent en Suisse des immigrés italiens. Ils n'en constituent pas moins une arme puissante dans les mains de la bourgeoisie qui peut ainsi diviser le prolétariat, et nécessitent des ripostes systématiques et énergiques de la part du mouvement ouvrier ou, à défaut, de son avant-garde.

9. — Les deux régimes fascistes qui subsistent en Europe — le régime franquiste en Espagne et le régime de Salazar au Portugal — ont traversé au cours des dernières années une profonde crise qui se poursuit encore. Dans le cas du Portugal, cette crise est surtout le résultat de l'extension de la révolution coloniale aux colonies portugaises (Guinée portugaise, Angola, Mozambique), qui sape la stabilité financière de la dictature par les frais militaires qu'elle implique, et qui en sape à plus long terme la stabilité économique, dans la mesure où elle entraîne l'impérialisme portugais, le plus faible de tous les impérialismes, dans des guerres coloniales sans espoir de victoire finale, et où finiront par être détruites les bases mêmes de cet impérialisme.

Dans le cas de l'Espagne, la crise du régime a des causes plus complexes ; elle est née à la fois de la relance économique qui a favorisé une reprise de luttes économiques de la part du prolétariat grâce à la réduction du chômage ; de l'apparition d'une jeune génération prolétarienne et estudiantine sur laquelle ne pèse plus l'effet démoralisateur de la défaite de la guerre civile ; de l'influence de la révolution cubaine et des luttes révolutionnaires en Amérique latine ; de la nécessité impérieuse pour la bourgeoisie espagnole de s'intégrer dans l'Europe capitaliste, etc.

Le dessein fondamental de la bourgeoisie est le même au Portugal et en Espagne : opérer une transition à froid d'un régime fasciste vers un bonapartisme « éclairé » et « libéral », qui permette de légaliser et de canaliser vers des voies purement réformistes les luttes économiques du prolétariat, de liquider les problèmes coloniaux et de s'intégrer dans l'Europe capitaliste comme partenaire égal en droits (l'adhésion formelle au Marché commun — et pour l'Espagne sans doute aussi à l'OTAN ou à un pacte méditerranéen — doit exprimer ce statut convoité). Mais les obstacles sur la voie d'une telle opération sont multiples tout particulièrement au Portugal. Malgré une industrialisation accélérée qui fait déjà aujourd'hui du prolétariat la classe la plus nombreuse de la population dans le cas de l'Espagne, les deux pays conservent une situation agricole des plus explosives. Le prolétariat agricole continue à croupir dans une misère terrible. La situation économique des deux pays, qui sont nettement marginaux dans l'économie de l'Europe capitaliste, est très vulnérable et risque de souffrir plus que les autres d'une récession dans le Marché commun — qui entraînerait notamment un reflux massif d'ouvriers émigrés. L'écart entre le niveau des salaires portugais et espagnols et le niveau des salaires européens reste une source d'agitation constante et de prise de conscience révolutionnaire dans le prolétariat de ces deux pays. Le mouvement révolutionnaire conserve donc la possibilité de faire échouer le plan de la bourgeoisie et de transformer au contraire la crise du fascisme en une crise du régime capitaliste débouchant sur une révolution prolétarienne. Mais la réalisation de cette possibilité dépend de conditions politiques et organisationnelles dont l'accomplissement a déjà subi un sérieux retard.

— III —

L'EVOLUTION DU MOUVEMENT OUVRIER EN EUROPE

10. — Le mouvement ouvrier européen a subi, au cours des cinq dernières années, l'influence de facteurs internationaux qui déterminent les grandes lignes de l'évolution mondiale : la poursuite de la révolution coloniale qui a marqué de nouvelles victoires spectaculaires ; l'approfondissement de la crise de la bureaucratie stalinienne qui a abouti au conflit sino-soviétique et à la crise prolongée du mouvement communiste international ; la période prolongée de boom aux Etats-Unis qui a raffermi la prospérité capitaliste en Europe capitaliste, etc. Néanmoins, le facteur déterminant pour l'évolution du mouvement ouvrier en Europe occidentale a continué à être la situation objective dans laquelle s'y trouve placé le prolétariat. Les problèmes stratégiques et tactiques posés par cette situation ne peuvent se résoudre en définitive que du fait des contradictions internes de la société bourgeoise en Europe.

Le problème clé pour le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale reste celui d'une résistance victorieuse aux efforts entrepris par la bourgeoisie et ses agents pour l'intégrer plus profondément dans l'Etat bourgeois. Ce problème est étroitement lié à une autre question clé : la recherche et la formulation d'une stratégie de rechange pour le mouvement ouvrier et son avant-garde révolutionnaire par rapport à la stratégie ultra-réformiste sinon carrément bourgeoise défendue par de grandes parties du mouvement social-démocrate européen, et à la stratégie néo-réformiste de plus en plus défendue par les partis communistes officiels en Europe occidentale. La formulation de cette stratégie de rechange — indispensable pour la constitution d'une direction de rechange — ne peut pas consister dans la simple répétition de formules du passé, surtout lorsque ces formules correspondaient à une situation objective caractérisée par le chômage massif, la stagnation des forces productives et la menace immédiate du fascisme, qui n'est pas la situation objective de la majeure partie des pays capitalistes européens d'aujourd'hui.

11. — Contrairement à tous les réformistes et néo-réformistes et à nombre de courants centristes influencés par eux à la périphérie même de l'avant-garde révolutionnaire, la IV^e^ Internationale répète avec force que la prospérité capitaliste, loin d'avoir résolu « tous les problèmes économiques », laisse subsister suffisamment de contradictions économiques, politiques ou sociales dans la société capitaliste pour rendre objectivement possible des luttes révolutionnaires qui aboutissent au renversement du régime capitaliste et à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Les contradictions qui subsistent au sein même de cette prospérité et l'instabilité fondamentale de cette prospérité qui débouche périodiquement sur des récessions nationales ou internationales, et les attaques périodiquement inévitables que la bourgeoisie doit déclencher contre le niveau de vie et contre les syndicats les plus combatifs des travailleurs, créent les conditions propices à l'éclatement de luttes qui, sous l'influence d'une avant-garde large au sein du mouvement de masse, peuvent être transformées en combats offensifs pour la conquête de revendications transitoires débouchant sur une situation révolutionnaire et l'instauration d'organes de dualité de pouvoir.

Ces luttes objectivement révolutionnaires restent possibles, ainsi que l'ont démontré avec éclat la grève générale belge de décembre 1960-janvier 1961, le grand mouvement des travailleurs grecs de l'été 1965, et, dans une moindre mesure, la reprise du mouvement ouvrier italien en 1962-63, qui a en tout cas démontré qu'il n'y a aucun rapport mécanique et direct entre l'accroissement de la prospérité capitaliste et des salaires ouvriers et un recul de la conscience révolutionnaire des masses influencées par le communisme. Mais ces exemples ont également confirmé que la transformation effective de luttes ouvrières purement revendicatives en luttes pour des revendications transitoires qui posent objectivement la question du pouvoir, dépend dans une mesure beaucoup plus large que dans d'autres conditions objectives de **l'activité du facteur subjectif au sein du mouvement de masse.**

De ce point de vue, le mouvement syndical et surtout son aile gauche (réformiste de gauche, centriste ou communiste non dominé par le néo-réformisme khrouchtchevien) a pris progressivement une importance de plus en plus grande dans l'évolution récente du mouvement ouvrier en Europe occidentale. Cette importance correspond à la fois à la nature des luttes qui commencent presque toutes comme luttes revendicatives, à la stérilité des partis de masses de la classe ouvrière, et

à leur différenciation croissante qui ne crée aucun pôle de cristallisation suffisamment attrayant pour une confrontation des divers courants du mouvement ouvrier. C'est encore au sein du mouvement syndical unifié (comme en Grande-Bretagne, en Allemagne occidentale ou en Suède) ou du syndicat de classe (comme en Italie et en Grèce) que cette confrontation s'effectue avec le moins d'entraves.

Il en découle évidemment un danger, à savoir que le **milieu** syndical ne déteigne sur le **contenu programmatique** de la stratégie de rechange formulée par les diverses tendances de gauche du mouvement ouvrier et qu'ainsi apparaissent des tendances anarcho-syndicalistes qui, sous couvert d'« autonomie » ouvrière ou de refus d'intégration dans les organismes de l'Etat bourgeois, renforcent en fait les tendances à la dépolitisation du prolétariat qui constitue l'objectif N° 1 à atteindre par la grande bourgeoisie dans la situation actuelle, et qui sont en outre favorisées par la situation objective. La réponse des marxistes révolutionnaires ne peut être que de lier constamment la question du **pouvoir**, du **gouvernement**, à la défense des intérêts matériels des travailleurs comme couronnement de toute stratégie anticapitaliste d'ensemble, faute de quoi « autonomie ouvrière » implique la reconnaissance tacite de la permanence de l'ordre bourgeois.

Ce même danger est implicite dans le « tournant vers la stratégie axée sur l'entreprise » qu'ont esquissé plus ou moins simultanément des forces centristes ou « de gauche » du mouvement syndical italien, ouest-allemand, britannique et belge. En soi, l'attention plus grande accordée aux problèmes des cadences accélérées, des effets négatifs de l'automation dans le cadre du régime capitaliste, à la nécessité d'opposer, même au niveau de l'entreprise, un plan ouvrier à la « programmation capitaliste » n'a rien de répréhensible ou de négatif. Entre les mains d'une direction marxiste révolutionnaire, pareille orientation déboucherait sur la revendication du contrôle ouvrier et sur une propagande en faveur de la gestion ouvrière, revendication dont l'effet révolutionnaire est effectivement accru au fur et à mesure que les progrès techniques accroissent l'exploitation du prolétaire, en tant que producteur, sur les lieux de travail.

Mais lorsque cette orientation est détachée des problèmes du pouvoir et du gouvernement, lorsqu'elle vise en fait un émiettement des luttes et le refus d'engager des combats d'ensemble, seuls capables d'ébranler le pouvoir du capital, à l'entreprise comme dans l'Etat, elle constitue au contraire la plate-forme idéale du néo-réformisme qui ne débouche que sur des formes nouvelles de collaboration de classe sinon sur de lamentables échecs et de nouvelles démoralisations.

12. — L'évolution des Partis communistes en Europe occidentale a été profondément influencée, au cours de la dernière période, par les développements et les rebondissements divers de la crise internationale du mouvement communiste. Mais les effets globaux de cette crise sur la plupart des partis ont été contradictoires. Si la « déstalinisation », la lente disparition de toute orthodoxie et de toute « autorité suprême », la différenciation majeure provoquée par le conflit sino-soviétique, ont incontestablement accru le sens critique des militants communistes et rétabli, à des degrés divers, les possibilités de discussions politiques effectives au sein de ces partis — seul le PC italien a cependant connu quelque chose qui ressemble à une véritable liberté de discussion — l'effet politique immédiat de ce changement de climat a été d'accentuer le cours droitier de ces partis sous l'influence combinée de la tradition opportuniste de la plupart des dirigeants en place (surtout Togliatti en Italie et Thorez en France), de la ligne khrouchtchevienne promulguée au XX^e^ Congrès ensemble avec la « déstalinisation » (« coexistence pacifique, stratégie générale des partis communistes » ; priorité de la « compétition économique entre l'URSS et les USA » avant toute orientation révolutionnaire en Europe occidentale ; tentative de rapprochement avec la social-démocratie, etc.) et du climat de prospérité capitaliste propice à l'éclosion de nouvelles déformations droitières dans un milieu essentiellement opportuniste. Des changements importants dans la composition sociale — surtout des cadres actifs — se sont produits dans la dernière décennie, notamment dans le PC italien.

C'est surtout en Italie que cet effet contradictoire de la « déstalinisation » a été sensible, mais d'autres cas — comme celui de la Suède où le PC adopte ouvertement une orientation réformiste, ou celui de la Belgique où des dirigeants du PC défendent l'idée d'une résorption de leur parti par le parti social-démocrate — confirment cette règle générale. Elle est le produit d'une longue période d'opportunisme au sein des Partis communistes. Ce n'est qu'au cas d'une radicalisation profonde d'importantes couches ouvrières et de l'éclatement de grandes luttes

spontanées que ce bilan pourrait être renversé, une large gauche communiste se détachant au sein des PC de masse et s'orientant vers une stratégie révolutionnaire, sous la pression des masses et sous l'impulsion des forces marxistes révolutionnaires.

Dans presque tous les pays d'Europe capitaliste, le conflit sino-soviétique a provoqué l'apparition de noyaux ou de groupements pro-chinois. Leurs membres se regroupent généralement en deux catégories : d'une part des jeunes et des militants ouvriers dégoûtés par la ligne opportuniste droitière des PC officiels ; d'autre part des hommes d'appareil des PC qui ont la nostalgie de l'époque stalinienne. Les rapports de force entre les uns et les autres déterminent en général la consistance relativement grande ou petite de ces groupements qui vont de noyaux franchement ridicules comme en Suisse, à des formations d'une certaine importance comme les groupes pro-chinois belge et autrichien, en passant par des groupes d'importance intermédiaire comme les groupes en Italie. Mais, même dans ce cas, leurs possibilités de croissance sont bloqués dès que des éléments de type stalinien, s'emparant de la direction, s'alignent à 100 % sur la ligne chinoise et sombrent dans le sectarisme et la démagogie.

Néanmoins, l'expérience confirme que ces groupes, surtout dans la phase de constitution, recèlent un nombre important d'éléments valables à la recherche de solutions révolutionnaires. Nos sections ont le devoir de chercher et de trouver les moyens adéquats pour ouvrir un dialogue avec ces éléments et les gagner à notre programme et à notre mouvement, faute de quoi toute cette expérience risque de se solder par leur perte pour le mouvement ouvrier.

13. — Au cours des dernières années, l'évolution vers la droite de la social-démocratie s'est poursuivie à un rythme accéléré dans presque tous les pays d'Europe occidentale. Cette évolution a cependant, selon les cas, deux forces motrices qu'il faut soigneusement distinguer :

a) elle correspond dans certains cas aux motifs et raisonnements classiques du réformisme dans une période de haute conjoncture, sans que cela implique nécessairement un effritement ou une modification de la base ouvrière traditionnelle au sein de ces partis. C'est notamment le cas du PS autrichien, dans une certaine mesure précisée plus loin du Labour Party britannique.

b) Dans d'autres cas, il s'agit au contraire de l'expression d'une modification profonde de la composition sociale de ces partis, la bureaucratie administrative d'Etat et des municipalités, les nouvelles classes moyennes, voire des entrepreneurs capitalistes petits ou moyens se substituant aux ouvriers comme membres actifs de ces partis. La rupture totale avec l'idéologie du passé, la renonciation officielle au marxisme et à la lutte de classe, le refus même d'admettre toute forme de socialisation des moyens de production ou l'extension des droits ouvriers au sein des entreprises comme des objectifs de politique socialiste, voire la défense officielle de conceptions réactionnaires comme « l'actionnariat ouvrier » et la « déprolétarisation par la transformation des travailleurs en propriétaires individuels », marquent l'aboutissement de ce processus de dégénérescence, qui est le plus avancé dans les cas de l'Allemagne occidentale et des Pays-Bas. Même dans ces cas, la base électorale de ces partis reste ouvrière, et des phénomènes de polarisation électorale des travailleurs peuvent continuer à se produire en leur faveur lorsque, à défaut d'alternatives valables, le prolétariat est obligé de considérer un parti comme le SPD comme la seule solution de rechange possible par rapport aux partis bourgeois. Mais, dans ces cas, les voix gagnées par ces partis le sont littéralement **malgré** leur programme, leurs dirigeants et leur orientation et non en fonction de ceux-ci.

Le cas du Labour Party est particulier. Avec le PS autrichien, il représente le seul parti social-démocrate qui, pour des raisons historiques et de structure du mouvement ouvrier, continue à être suivi par la quasi-totalité de la classe ouvrière consciente de son pays. La mort de Gaitskell et son remplacement par Wilson ; le renforcement de l'aile gauche au sein des syndicats ; la faillite de la politique droitière aux élections de 1959 avaient créé au cours des années 1963-64 un léger déplacement vers la gauche de ce parti, contrairement à ce qui s'est passé au sein de tous les autres partis sociaux-démocrates en Europe occidentale. Mais la crise financière à laquelle le cabinet Wilson s'est vu confronté dès sa constitution, et la lâcheté classique de ces réformistes, tant de droite que de gauche, à mener une lutte tant peu résolue contre l'ennemi de classe « national » et international, les ont amenés à résoudre ces difficultés sur le dos des électeurs travaillistes

et à s'inféoder plus que jamais à la politique mondiale des impérialismes britannique et américain.

En couvrant la politique d'agression de l'impérialisme américain au Vietnam ; en organisant eux-mêmes la répression impérialiste à Aden et dans l'Arabie du sud ; en introduisant un projet de loi sur l'immigration qui va plus loin que celui des tories dans la voie du racisme ; en introduisant un projet de « politique des revenus » et en voulant promouvoir une législation antisyndicale et antigrève, les dirigeants réformistes britanniques agissent comme de véritables valets de leur propre bourgeoisie, qui n'a, dès lors, aucun intérêt à les chasser, malgré leur majorité parlementaire infime, avant qu'ils n'aient achevé leur sale besogne.

Le sens profond de cette politique honteuse n'est cependant sensible, pour le moment, qu'à une avant-garde politisée, tandis que les masses plus larges conservent des illusions quant au caractère de classe de l'actuel gouvernement. Ce n'est que quand la politique de Wilson aura provoqué des heurts au niveau des entreprises et des branches d'industrie, qu'une révolte à la base pourra éclater, à la mesure de la révolte qui se manifeste aujourd'hui au sein de l'avant-garde.

14. — Aux formations centristes intermédiaires apparues pendant la période précédente, dont les plus importantes étaient le SFP danois, le PSU français, le PSP hollandais et le SFP norvégien, se sont ajoutées récemment deux nouvelles organisations centristes : le PSIUP italien et l'UGS-PWT belge. Ces dernières ont une origine assez nettement différente des SF et du PSU, qui sont nés de mouvements idéologiques ou de révoltes « morales » au sein des PS ou des PC. Ce sont objectivement des produits des phases élevées que la lutte de classe avait atteintes dans ces pays dans un passé récent et de la radicalisation effective d'une première couche du mouvement de masse produite par ces phases. Les formations danoise, française et norvégienne ont une base programmatique en général confuse et tout aussi néo-réformiste que celle des PC khrouchtcheviens sinon allant encore plus loin sur la voie du néo-réformisme ; les autres s'efforcent au contraire de se donner une base programmatique marxiste et, sans pour cela dépasser le centrisme de gauche, adoptent quelquefois des positions à gauche de celles des PC officiels.

Deux critères sont décisifs pour l'avenir de ces formations nouvelles : leurs capacité d'acquérir une base de masse réelle dans les entreprises et, en fonction de cela, de jouer un rôle effectif au sein du mouvement syndical ; leur volonté de jouer un rôle politique indépendant et d'avant-garde au sein du mouvement ouvrier, en débordant les PC officiels sur leur gauche. S'ils réussissent à résoudre positivement ces tâches, ces partis pourront servir de pôles d'attraction sur une avant-garde au sein des PC, exercer constamment une pression sur ceux-ci qui limite leurs manœuvres opportunistes, et constituer ainsi un élément positif sur la voie de la constitution du parti révolutionnaire de masse, auquel bon nombre de leurs membres finiront d'ailleurs par aboutir. Mais s'ils échouent devant cette double tâche, ils se transformeront rapidement en marais centristes de plus en plus hétérogènes dévorés par d'incessantes luttes fractionnelles à l'image du PSU.

— IV —

LES TACHES DES MARXISTES REVOLUTIONNAIRES

15. — La tâche centrale des marxistes révolutionnaires dans toute la période à venir, dans la mesure où celle-ci restera objectivement déterminée par la succession de phases de prospérité capitaliste et de récessions plus ou moins limitées, reste celle déjà définie : préparer, justifier, coordonner, élargir et généraliser les luttes du prolétariat pour la défense de ses intérêts matériels immédiats (que ce soit contre l'inflation ou contre les menaces de chômage, contre la tentative de freinage des augmentations et de blocage des salaires, ou contre les réductions d'horaires et les licenciements) et contre l'intégration du mouvement ouvrier dans l'appareil d'Etat bourgeois, en liant les revendications à des revendications transitoires qui, partant des aspirations immédiates des masses, pourraient aboutir à une révolution pré-révolutionnaire, voire à la création d'organes de dualité de pouvoir, si des luttes de grande envergure sont déclenchées pour leur conquête.

La réalisation de cette tâche implique le maintien de l'orientation d'inté-

gration de nos militants dans le mouvement de masse avec maintien parallèle d'un secteur indépendant.

Le travail entriste continuera à s'effectuer dans le PC en France et en Italie, dans le Labour Party en Grande-Bretagne, dans le PS en Autriche, dans le SF au Danemark.

Une modification de tactique, déjà réalisée en grande partie par nos forces, s'impose en Allemagne occidentale et en Belgique. En Allemagne, les possibilités de travail au sein de la social-démocratie se sont réduites d'année en année. Elles restent sans doute très limitées dans l'immédiat. Dans ces conditions, l'appartenance à ce parti se justifie aujourd'hui avant tout par le fait qu'elle facilite le travail syndical. Cela ne signifie pas que la présence des marxistes-révolutionnaires au sein du SPD n'a plus qu'une signification **tactique**, et que la conception **stratégique** initiale a été abandonnée. Comme auparavant, la variante la plus **probable** de l'évolution future reste celle d'une radicalisation de la classe ouvrière s'exprimant d'abord au sein des syndicats et ensuite au sein de la social-démocratie. Il est vrai que les conditions dans lesquelles ce processus pourra se déployer sont devenues plus défavorables, du fait de la dégénérescence politique de ce parti et de l'abstention des travailleurs de la vie politique en son sein. Cela a réduit le degré de probabilité de voir se réaliser la perspective mentionnée ci-dessus, sans qu'on puisse aujourd'hui déterminer une perspective plus probable que celle découlant de la politique entriste.

En Belgique, la formation du PWT-UGS a créé les possibilités d'un progrès de la conscience révolutionnaire. Les marxistes révolutionnaires doivent apporter leur soutien à ce développement afin d'en faire une force qui puisse contribuer effectivement à la naissance du parti révolutionnaire de masse.

La stratégie générale des marxistes révolutionnaires en Europe occidentale doit se baser essentiellement sur la perspective de saper au point le plus fort le système impérialiste, en libérant l'Europe et le monde du danger d'un conflit nucléaire par le développement de la lutte de classe et la révolution au cœur même du capitalisme. Concrètement, cette lutte doit être dirigée contre l'intégration capitaliste et impérialiste étroite qui se réalise en Europe dans la phase actuelle, dans le Marché Commun et en dehors du Marché Commun, avec la participation prédominante des forces de la social-démocratie qui aujourd'hui, plus encore que dans la période entre les deux guerres, jouent le rôle de forces de gestion du système impérialiste dans ses formes les plus modernes. Il s'agit d'élaborer un programme de lutte qui corresponde aux intérêts immédiats des travailleurs et en même temps acquiert une nature de transition, de bouleversement du système au cours d'un processus ininterrompu vers le socialisme.

Ce programme doit tout d'abord offrir au prolétariat les moyens de défense efficaces contre les attaques patronales effectuées soit sous le signe du freinage des augmentations de salaires en période de plein emploi, soit sous la forme de réduction d'horaires et de licenciements en période de renversement de la conjoncture. La défense contre les réductions d'horaires est d'autant plus importante que ce sont en général les revenus marginaux des travailleurs qui constituent la base d'élévation du niveau de vie (achats à crédit de biens de consommation durables), et que la perte de ces revenus peut représenter pour des ménages ouvriers une chute disproportionnée de ce revenu.

Contre les menaces que l'inflation fait peser sur les revenus des travailleurs, les marxistes révolutionnaires revendiquent l'échelle mobile des salaires, l'adaptation automatique des salaires aux hausses du coût de la vie avec calcul de l'indice du coût de la vie par les organisations syndicales elles-mêmes, et la protection des marges supplémentaires de revenu nominal contre l'incidence de l'impôt sur les revenus.

Contre la « politique des revenus » et en général contre toute tentative de lier le mouvement ouvrier par « l'économie concertée », les marxistes révolutionnaires proposeront que le mouvement syndical revendique que la discussion sur les prix, les salaires, la productivité et les profits soit précédée par l'ouverture des livres de compte patronaux, la suppression du secret commercial et le contrôle ouvrier sur la production.

Contre les réductions d'horaires, les menaces de licenciements qui se produisent lors des retournements de la conjoncture et, en général, contre la menace que la rationalisation capitaliste et l'automation font peser sur l'emploi, les marxistes révolutionnaires revendiqueront le passage à la semaine légale de 40 puis de 35 heures, le salaire mensuel garanti, les assurances sociales (y compris l'allocation de chômage) à 75 % du salaire moyen, le contrôle ouvrier sur l'embauchage et le

licenciement. Ils revendiqueront l'ouverture sous gestion ouvrière de toutes les entreprises fermées par les patrons et considérées comme viables par les organisations ouvrières, et la création d'entreprises nouvelles aux frais de l'Etat et gérées par les travailleurs eux-mêmes, pour résorber le chômage dans les régions où celui-ci subsiste ou réapparaît.

Contre le déséquilibre économique général que la prospérité capitaliste a laissé substituer ou qu'elle a même accentué dans tous les pays capitalistes d'Europe occidentale, les marxistes révolutionnaires revendiqueront la nationalisation de toute la grande industrie et de tout le système du crédit, sans indemnisation ni rachat, et sous contrôle ouvrier, et l'élaboration d'un plan de développement économique axé sur d'autres objectifs prioritaires (notamment des objectifs de consommation collective) que ceux de la « programmation économique ». Pour que ce plan ouvrier soit dépourvu d'ambiguïté et ne devienne pas un instrument d'intégration dans le capitalisme comme le « contre-plan » du PSU, il faut préciser qu'il ne peut être réalisé que par un gouvernement ouvrier (ou ouvrier et paysan), et qu'il implique la création d'une situation de dualité de pouvoir.

Afin de faire face à la situation née d'un nouveau bond en avant des forces productives et des nouveaux besoins du prolétariat, les marxistes révolutionnaires revendiqueront un large développement de la consommation collective gratuite : médecine gratuite (Service national de la santé), transports urbains collectifs gratuits, enseignement gratuit à tous les degrés, avec repas scolaires et universitaires gratuits et logements gratuits pour les étudiants, socialisation des terrains à bâtir et services collectifs gratuits dans les grands complexes d'habitation (Service national du logement). Ils pousseront les masses et les organisations ouvrières à opposer aux modèles de consommation bourgeois des modèles à la fois plus rationnels du point de vue individuel et plus égalitaires et humains du point de vue social.

Contre l'exploitation que le travailleur a subie depuis les débuts du capitalisme en tant que producteur et qui est aggravée par les progrès de la rationalisation capitaliste et de l'automation, les marxistes révolutionnaires lutteront pour le contrôle ouvrier sur les cadences et l'organisation du travail, sur les plans de rééquipement et les plans de production des entreprises, etc. C'est le mot d'ordre du contrôle ouvrier qui apparaît d'ailleurs comme le mot d'ordre central à cette étape de lutte, auquel aboutissent toutes les autres revendications transitoires, qui est le levier principal pour faire apparaître la dualité de pouvoir au sein des entreprises et qui aboutit logiquement à la question du pouvoir politique, à l'expropriation de la bourgeoisie et à la gestion ouvrière après le renversement du capitalisme.

17. — Ce programme implique la nécessité de formuler pour chaque pays un mot d'ordre transitoire précis sur le plan gouvernemental qui concrétise, d'après la tradition, les courants d'opinion et l'état d'esprit prédominant de la classe ouvrière, le mot d'ordre général de « gouvernement ouvrier » ou de « gouvernement ouvrier et paysan ». Il s'agit d'habituer les travailleurs à opposer aux gouvernements bourgeois ou de coalition avec la bourgeoisie l'idée d'un gouvernement qui soit l'expression de la volonté politique de la classe ouvrière, de cette volonté non pas telle que les marxistes révolutionnaires voudraient qu'elle soit, mais telle qu'elle est réellement à une étape déterminée.

Pour que ce mot d'ordre ait tout son effet mobilisateur, il faut qu'il soit intimement lié au programme de transition que ce gouvernement est censé devoir réaliser. Il faut aussi qu'il soit formulé de telle façon qu'il n'apparaisse pas manifestement absurde (on voit mal un « gouvernement ouvrier » dirigé par Willy Brandt), c'est-à-dire que, selon le cas, les syndicats, les partis ouvriers de masse ou des ailes gauche de ces partis doivent être représentés comme constituant les bases essentielles de ces gouvernements.

18. — Les marxistes révolutionnaires maintiendront leur propagande et leur agitation en faveur d'un front unique de toutes les organisations syndicales au sein du Marché commun, sans exclusive aucune, en faveur de la représentation de la CGT et de la CGIL au sein des organismes consultatifs des syndicats au sein du Marché commun et de la CECA, en faveur de l'élargissement de ce front unique aux mouvements syndicaux de toute l'Europe capitaliste.

La lutte pour ces objectifs — dont la réalisation devrait être liée à la convocation d'un grand Congrès européen du travail — est d'une importance extrême dans la mesure où le Marché commun se structure et s'institutionnalise de plus en plus, et qu'en son sein les monopoles et organisations patronales disposent d'un degré

de puissance et de centralisation organisationnelle qui dépasse même ce qui est réalisé au niveau national. A cette concentration de puissance capitaliste, le mouvement ouvrier n'oppose pour le moment qu'un front déchiré en trois ou quatre tronçons qui refusent de collaborer internationalement. Il en résulte une modification tendancielle constante des rapports de force en faveur du patronat au sein du Marché commun.

Il faut en même temps accentuer la propagande opposant les Etats-Unis socialistes d'Europe à ces Etats-Unis capitalistes d'une partie de l'Europe qui verraient ainsi le jour.

19. — Dans les conditions actuelles en Espagne qui se caractérisent : a) par un considérable accroissement des luttes économiques et démocratiques des ouvriers, des paysans pauvres, des étudiants, etc. ; b) par les efforts parfois couronnés de succès de l'opposition bourgeoise, et très précisément de la démocratie-chrétienne, pour se mettre à la tête du mouvement, afin de le contrôler et d'essayer de le faire servir en fin de compte à l'accouchement d'un système néo-capitaliste et bonapartiste, le problème de la direction révolutionnaire, du parti révolutionnaire du prolétariat est **primordial.**

Ce parti ne se fera pas dans un laboratoire mais dans la lutte. Les militants révolutionnaires espagnols doivent se placer activement à l'avant-garde des grandes luttes actuelles qui ouvrent des possibilités d'action infiniment supérieures à celles qui existaient il y a quelques années. Participer aux luttes revendicatives et démocratiques des ouvriers, des journaliers agricoles, des étudiants et des autres couches de la population, mettant en avant les consignes **unitaires** qui élèvent la conscience de classe et la combativité des travailleurs, proposant chaque fois que cela sera possible des formes de luttes qui débordent largement les limites plus ou moins « tolérées » par la bourgeoisie, suivant le magnifique exemple des mineurs des Asturies qui, à Mieres, donnèrent l'assaut au poste de police où étaient détenus des mineurs, au cri de « U.H.P. ! » et de « Vive le communisme ! ». Les militants révolutionnaires devront, à l'étape actuelle de la lutte, œuvrer pour réussir le plus rapidement possible une coordination à l'échelle nationale des luttes et actions ouvrières, ainsi qu'une alliance effective entre les luttes des ouvriers industriels et les ouvriers agricoles, conditions indispensables pour proposer des actions de masse plus ambitieuses tant dans la forme que dans leur contenu, pouvant déboucher sur des situations pré-insurrectionnelles.

Concernant un des mots d'ordre centraux de la lutte actuelle : « Liberté syndicale », les militants révolutionnaires devront, en réponse aux tentatives des appareils des partis (ouvriers aussi bien que de la démocratie-chrétienne) de créer leur section syndicale plus ou moins clandestine, avancer le mot d'ordre de comités ou conseils d'usines, locaux, régionaux et même nationaux, et participer activement à leur création. Comités unitaires et réellement représentatifs des travailleurs, organes de la lutte de classe sous tous ses aspects — où pourront bien entendu être représentés les militants syndicalistes communistes, socialistes ou chrétiens.

L'unité d'action indispensable au sein des entreprises doit trouver une forme organique à l'échelle nationale. Les militants révolutionnaires devront en ce sens lutter pour la création d'un véritable front ouvrier d'organisations et groupes politiques, qui allant au-delà des consignes vagues sur la « démocratie » proposent dans les faits et dans l'action quotidienne la nécessité d'une alternative socialiste à la crise actuelle du régime franquiste. Mais une des conditions indispensables pour déborder les projets des forces politiques des monopoles et imposer des solutions débouchant sur la révolution socialiste est la création du parti révolutionnaire du prolétariat. Les militants révolutionnaires devront prendre une part active dans les tentatives encore timides de rapprochement des groupes marxistes révolutionnaires dans ce sens.

20. — Il faut développer un programme spécifique de revendications et d'activités :

a) Pour la défense de la révolution coloniale, particulièrement de la révolution qui se déroule dans la colonie ou l'ex-colonie de l'impérialisme où opère chacune de nos sections. Pour une aide dépourvue de toute condition politique aux jeunes Etats indépendants, plus particulièrement à ceux qui, voulant se libérer complètement de l'impérialisme, opèrent la transcroissance de leur révolution en révolution permanente.

b) Pour le retrait de l'OTAN et de tous les pactes militaires impérialistes. Pour une lutte contre les armes nucléaires (pour un désarmement unilatéral, contre toute force multilatérale), et contre les menaces de guerre mondiale déclenchée par l'impérialisme en général, campagne qui doit combiner la participation au mouvement antinucléaire avec la lutte pour un programme anti-capitaliste, avec la propagande que seule la victoire mondiale du socialisme mettra fin à la menace d'un holocauste nucléaire.

c) Pour une intervention de notre mouvement dans la crise du mouvement communiste mondial, intervention adaptée aux particularités du mouvement communiste et à ses différenciations, dans chaque pays d'Europe occidentale.

d) Pour une action spécifique de notre mouvement dans la jeunesse qui échappe en grande partie à l'emprise des organisations traditionnelles, qui est particulièrement vulnérable dans les renversements de conjoncture, et dont des couches déterminées, en état de rébellion latente ou ouverte contre la société en général, peuvent être amenées dans l'action à devenir des révolutionnaires adversaires du capitalisme et de toute société fondée sur l'exploitation et l'oppression. Ce phénomène, lié aussi dans certains pays à la lutte impérialiste, aboutit aujourd'hui à une repolitisation d'une partie de la jeunesse.

Le conflit sino-soviétique et la crise du mouvement communiste international

En prenant position sur le conflit sino-soviétique en juin 1963, le Congrès de Réunification de la IV[e] Internationale examina les divergences entre Pékin et Moscou sur les quatre points suivants :

1. — La « coexistence pacifique » et la lutte contre la guerre ;
2. — La lutte révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux ;
3. — Les « voies pacifiques du socialisme », codifiées à partir du XX[e] Congrès du P.C. de l'Union soviétique, mettant particulièrement en cause la conception marxiste-léniniste de l'Etat ;
4. — Le passage au socialisme à l'échelle mondiale (le Kremlin soutenant qu'il serait assuré principalement par la victoire économique de l'Union soviétique sur l'impérialisme, Pékin soutenant que le rôle fondamental serait joué par les forces révolutionnaires sur l'échelle internationale).

En mai 1964, le Plenum du Comité Exécutif International de la IV[e] Internationale résumait comme suit les développements ultérieurs de la position chinoise :

1. — Pékin a accentué et exprimé plus clairement son attaque contre la subordination des Partis communistes et des autres pays au P.C. soviétique.
2. — En liaison avec cela, Pékin a combattu l'idée qu'un pacte entre l'Etat soviétique et un Etat capitaliste impliquait que le Parti communiste du pays en question devait faire un compromis sans principe avec la classe capitaliste et son gouvernement.
3. — Les Chinois ont affirmé que derrière l'argument idéologique employé par le Kremlin sur la coopération socialiste internationale se trouvait un rapport d'exploitation, à savoir la subordination de certains intérêts primordiaux des Etats ouvriers moins développés à l'Union soviétique.
4. — Le traité de Moscou a été soumis à une puissante attaque comme un effort sans principe pour maintenir le **statu quo** dans le monopole des armes nucléaires, visant à exclure la Chine des Etats ayant un armement nucléaire et assurant ainsi à l'U.R.S.S. le rôle dirigeant dans le domaine militaire le plus décisif.
5. — La ligne droitière imposée par les dirigeants soviétiques à toute une série de partis communistes, (Irak, France, Algérie, Cuba, Inde, etc...) a été donnée comme preuve des conséquences néfastes du khrouchtchevisme. Pékin a demandé que soit rectifié le texte de la conférence des 81 partis en ce qui concerne les voies du socialisme.
6. — La légitimité de l'existence de majorités et de minorités dans le mouvement international a été réaffirmée, Pékin arguant qu'une position juste pouvait être parfois avancée par une minorité.

En même temps, le Comité Exécutif International de la IV[e] Internationale réaffirmait son désaccord total avec les positions de Pékin sur un certain nombre de points :

1. — La campagne de Pékin pour réhabiliter Staline.
2. — La conception de Pékin selon laquelle, dans la phase de transition du capitalisme au socialisme, la lutte de classe s'accentue sans cesse, et nécessite un renforcement de l'appareil répressif.
3. — L'interprétation unilatérale du XX[e] Congrès dont Pékin ne saisissait que les aspects effectivement révisionnistes.
4. — La conception bureaucratique rigide du rôle de l'art et de la culture en général défendue par Pékin.
5. — Le point de vue erroné selon lequel le capitalisme aurait été restauré en Yougoslavie et qu'une « bourgeoisie bureaucratique compradore » y règnerait. Par analogie, Pékin donne un caractérisation erronée de l'Union soviétique, le khrouch-

tchevisme étant considéré comme l'expression de couches bourgeoises s'engageant vers une restauration capitaliste.

Le conflit sino-soviétique se développa ultérieurement dans de nombreux domaines. Sur le plan politique et idéologique général, les dirigeants chinois critiquèrent les différences sociales existant en U.R.S.S. et la dégénérescence de l'économie et de la société soviétiques. Ils affirmèrent la nécessité de principes égalitaires et de normes visant à éviter qu'un décalage se produise entre les dirigeants et les masses. Ils soulevèrent des problèmes de nature économique tels les critères de gestion industrielle, la fixation des prix, etc... Sur des questions politiques d'actualité, une querelle de frontière surgit entre la Chine et l'Union soviétique ; les événements du Vietnam à partir de l'été 1964 devinrent le sujet d'une vive discussion ainsi que l'attitude dans la question congolaise, et d'autres questions impliquant l'O.N.U. (cotisations, force commune de « paix », retrait de l'Indonésie).

La chute de Khrouchtchev provoqua une suspension temporaire des polémiques ; les deux partis reprirent les négociations. Mais la décision de convoquer la conférence consultative de Moscou, l'attitude soviétique désapprouvant l'essai chinois de bombe atomique, le maintien des rapports avec l'Inde capitaliste dans les termes désormais traditionnels, les incidents de Moscou pendant la manifestation anti-américaine des étudiants asiatiques, et surtout le rebondissement de la crise internationale sur le Vietnam ont amené les Chinois à reprendre leurs attaques. Ils sont même allés jusqu'à accuser le Kremlin de collusion avec les impérialistes.

Malgré leurs réponses violentes et leur effort de propagande massif, les dirigeants soviétiques ont été acculés le plus souvent à la défensive. Même quand ils cherchèrent à déplacer la polémique et à engager une contre-attaque, leur but défensif était non moins évident. Si on laisse de côté les détails et la masse des arguments particuliers, des exemples et des citations, les polémistes du Kremlin ont développé les positions suivantes :

1. — Ils accusent les Chinois d'irresponsabilité, de faire le jeu des tendances extrémistes du camp impérialiste dans la question de la guerre et notamment d'un conflit nucléaire éventuel.
2. — Ils frappent sur certains points faibles des conceptions internationales des Chinois, entre autres leur idée d'une soi-disant « zone intermédiaire » (en réalité, l'idée d'une « zone intermédiaire » incluant des pays comme la France n'est qu'un camouflage idéologique pour certaines opérations diplomatiques chinoises visant à éviter l'isolement et à établir des rapports économiques avec des pays capitalistes plus faibles).
3. — Ils accusent les Chinois de tendances autarciques et de tendances nationalistes et racistes en politique étrangère.
4. — Ils critiquent comme révisionniste la thèse chinoise selon laquelle les contradictions les plus explosives à cette étape sont celles qui opposent les peuples coloniaux à l'impérialisme du fait que les Chinois estomperaient ainsi la contradiction de classe fondamentale entre les Etats ouvriers et l'impérialisme d'une part et entre le prolétariat et le capitalisme des pays industrialisés d'autre part. Ils affirment qu'en pratique l'aide économique et militaire accordée par l'U.R.S.S. aux pays nouvellement indépendants et aux mouvements de libération des colonies est beaucoup plus importante que celle de la Chine.
5. — Ils attaquent les Chinois pour leurs conceptions bureaucratiques de l'Etat ouvrier, leur culte de la personnalité de Mao et leur défense du culte de la personnalité de Staline, « l'aventurisme » de leur politique économique qui passe d'un extrême à l'autre, leurs conceptions bureaucratiques dans le domaine de la culture, le régime bureaucratique intérieur de leur parti et leur violation des normes statutaires telles que l'absence de convocation des congrès dans les délais statutaires, leurs théorisations erronées sur la nature de l'Etat chinois au lendemain de la victoire révolutionnaire et leur évolution empirique ultérieure.

Pour réfuter certaines accusations comme calomnieuses, et pour garder ou gagner une influence dans des secteurs du mouvement communiste ou du mouvement révolutionnaire des pays coloniaux, les dirigeants soviétiques se sont parfois éloignés de leurs positions droitières, en mettant en avant des interprétations « centristes » ou « gauchistes » de leur orientation. En même temps, ils ont haussé le ton de certaines polémiques internationales, y compris sur le terrain diplomatique. Un changement notable est à souligner dans leurs critiques de positions ultra-droitières exprimées dans certains partis communistes. Plus encore, par rapport au problème de la dynamique de certaines révolutions coloniales, tout en se tenant fondamentalement aux formules de la conférence des 81 partis, ils ont parlé d'une construction du

socialisme dans le cas de pays comme l'Algérie et l'Egypte (ce qui ne les empêche pas de continuer leur flirt avec la bourgeoisie conservatrice indienne dans le but, entre autres, de contrecarrer Pékin). Il est clair, d'autre part, que, dans quelques questions brûlantes de politique intérieure, les Chinois ont dû encaisser des coups, en laissant souvent sans réponse les accusations soviétiques.

Du bilan global de cinq années de polémique, la conclusion s'impose que jusqu'à présent la direction soviétique a payé un prix très élevé dans un conflit qui ne pouvait qu'être préjudiciable pour elle, compte tenu des positions dirigeantes dont l'U.R.S.S. et le P.C.U.S. jouissaient au départ. La chute de Khrouchtchev a constitué un succès considérable des Chinois, même si le développement du conflit avec Pékin n'a été que l'un des facteurs qui l'a provoquée. L'échec de la campagne pour une nouvelle conférence mondiale des partis communistes a été une victoire encore plus éclatante pour Pékin. La réunion préparatoire n'a rassemblé qu'un nombre limité de partis, et certains d'entre eux ne cachaient pas leur désaccord. Le résultat pratique a été de renvoyer à une date indéterminée la conférence souhaitée par Khrouchtchev.

La crise internationale sur le Vietnam a fourni une pierre de touche des positions dans le conflit.

Les dirigeants chinois accusent en somme la direction soviétique de ne pas avoir accordé à la République populaire du Vietnam l'aide politique et militaire nécessaire et d'avoir continué à rechercher une solution de compromis avec les impérialistes, même face aux agressions criminelles de ces derniers. En soulignant la carence de Moscou à réagir au moment des provocations impérialistes dans le Golfe du Tonkin et sa carence à considérer une attaque contre tout Etat ouvrier comme une attaque contre l'U.R.S.S. même, ils ont mis à nu des éléments qui ont amené le monde entier au bord de la guerre nucléaire dans la crise internationale actuelle. Mais, si correctes que soient les critiques et les proclamations générales des Chinois, leurs possibilités pratiques sont une toute autre chose. Même s'il était vrai que l'aide militaire chinoise pendant les premiers mois de l'agression américaine fut limitée par la volonté des Nord-Vietnamiens qui affirmaient n'avoir pas besoin de plus d'aide à l'époque, le fait reste que la Chine se trouve menacée d'une attaque nucléaire tout en ne possédant pas suffisamment d'armement nucléaire pour dissuader le Pentagone. Par conséquent, s'il est vrai que le Kremlin n'a pas fait ce qu'il pouvait faire dans le but de dissuader les impérialistes dans leur agression (facilitant ainsi le déclenchement de l'escalade d'une crise dramatique), la Chine n'est pas en mesure de mettre ses actes en correspondance avec ses déclarations.

Au fond, cela est l'expression du fait que, malgré tout, l'U.R.S.S. conserve un poids prépondérant parmi les Etats ouvriers. De même que, sur le terrain économique, par exemple, Cuba ne pouvait compter en premier lieu que sur l'apport soviétique, de même sur le terrain militaire décisif, les dirigeants du Kremlin disposent d'une puissance que les Chinois ne peuvent acquérir dans un avenir rapproché.

Pékin s'efforce, dans une certaine mesure, d'éluder cette réalité d'une manière irréaliste. Rejetant à juste titre les illusions sur la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, les Chinois en même temps esquissent des pronostics discutables, en prenant comme variantes les plus probables, celles qui sont les plus favorables à leurs ressources et à leurs conceptions. Ils donnent l'impression, en fait, non seulement de prévoir mais même de souhaiter une escalade de l'agression américaine, y compris l'envoi massif de troupes dans le Nord-Vietnam et en Chine même. Ils vont même jusqu'à parler d'une guerre entre la Chine et les Etats-Unis dans laquelle l'U.R.S.S. ne serait pas impliquée et qui ne conduirait pas à un conflit nucléaire généralisé. Une telle variante aurait pour conséquence d'épuiser les Etats-Unis dans une guerre terrestre sans fin sur le continent asiatique où la capacité défensive de la Chine jouerait à plein. L'équipe Mao apparaîtrait alors comme le véritable antagoniste de l'impérialisme, l'Union soviétique serait mise à l'écart, perdant ainsi toute chance de jouer le rôle-clé dans le mouvement asiatique et dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux en général. Le seul inconvénient est que Washington ne choisira guère un tel chemin désastreux pour lui ; une guerre sino-américaine qui, en tout cas, impliquerait des coups terribles pour la Chine, ne pourrait être limitée à l'emploi des armes classiques. La guerre elle-même ne pourrait être limitée car le manque d'intervention de Moscou aux côtés de la Chine placerait l'Union soviétique dans un danger mortel, les dirigeants soviétiques ne pourraient manquer de le comprendre et d'agir en conséquence. En cherchant, conformément à des perspectives irréalistes, à tirer de l'agression américaine un avantage fractionnel dans le conflit sino-soviétique, Pékin a affaibli la défense contre cette agression. Ses propres réponses à l'escalade de Johnson ont donné l'impression, dans la première période cruciale, d'être largement verbales. Le refus de répondre aux ouvertures soviétiques (même si celles-ci

n'étaient pas sincères) pour l'établissement d'un front uni gouvernemental face à l'agression américaine était sectaire et très nocif. Le cours de Pékin a ainsi contribué à favoriser les Américains.

Si, dans des événements comme ceux du Vietnam et de St-Domingue, l'appréciation qu'ont les Chinois des tendances de l'impérialisme, et leur critique de la « coexistence pacifique » leur ont permis de marquer des points même dans des secteurs plutôt enclins aux conceptions khrouchtcheviennes, leur perspective dans le Sud-Est asiatique a révélé la faiblesse relative de leur position et les failles dans leurs conceptions. En réalité, on ne saurait concevoir à l'étape actuelle une riposte efficace à des agressions militaires impérialistes majeures sans l'apport de l'U.R.S.S., qui reste la puissance principale du camp anticapitaliste.

En tout cas, les facteurs qui sont à la base de l'évolution de la position des dirigeants chinois dans le conflit restent absolument clairs. La bureaucratie soviétique dispose désormais d'une base économique assez solide qui lui permet d'envisager une compétition avec les pays capitalistes avancés. Elle possède un armement puissant qui justifie une optique surtout militaire de la défense du pays. Sa force numérique est considérable, ses fonctions sont hautement développées, avec les privilèges qui en découlent. Elle a une mentalité extrêmement conservatrice. En même temps, à la suite de la maturation même des forces productives, de l'accroissement de la classe ouvrière et de l'amélioration sensible du niveau culturel de celle-ci, de la formation d'une intelligentsia de plus en plus exigeante, les bureaucrates soviétiques ne peuvent esquiver des problèmes économiques et sociaux compliqués qui les obligent constamment à rechercher des ajustements dans tous les domaines et à s'éloigner des formes de gestion économique et de domination politique en vigueur sous le règne de Staline.

La bureaucratie chinoise, par contre, pendant une longue période ne pourra pas sérieusement concevoir une compétition économique avec les pays capitalistes avancés et se trouve donc poussée, dans un réflexe même d'autodéfense, à miser sur la possibilité d'une extension de la lutte révolutionnaire des masses dans les pays coloniaux, notamment en Asie, où elle est sensible aux pressions révolutionnaires. La situation extrêmement difficile dans laquelle se trouve la direction chinoise l'a conduite à une intensification de phénomènes tels que le développement du culte de Mao.

Y A-T-IL UN CYCLE STALINIEN EN CHINE?

A la suite d'un durcissement du bureaucratisme de Pékin et de la campagne pour la réhabilitation de Staline, certains théoriciens estiment que la Chine passe par un cycle stalinien comme celui qui s'empara de la révolution russe et dont l'Union soviétique souffre encore. On a même avancé l'idée que ce cycle était inévitable, une chose inhérente à toute révolution dans un Etat ouvrier arriéré.

Il est indéniable que le bureaucratisme est un des maux auquels toute révolution victorieuse doit faire face, et plus qu'ailleurs, dans les pays à bas niveau économique et culturel. L'ampleur de la pauvreté et des besoins tend à donner à la bureaucratie un rôle démesuré, ouvrant ainsi la voie à des privilèges spéciaux que la bureaucratie tend à consolider par des moyens politiques. Le jugement que les marxistes donnent aujourd'hui de ce phénomène fut émis d'abord par Lénine et développé par Trotsky. L'expérience des récentes années n'a fait que confirmer leurs contributions dans ce domaine.

Le développement de la révolution chinoise à la suite de la prise du pouvoir en 1949 a fourni son propre dossier sur cette question. La croissance de la bureaucratie en Chine, avec son expression concomitante dans le domaine idéologique, est due en dernière analyse à la pauvreté du pays et à l'impossibilité de trouver un lien adéquat avec un centre économique avancé tel que le Japon, l'Europe occidentale ou les Etats-Unis. La tendance première au bureaucratisme a été renforcée par le fait que le groupe de Mao ne possède pas une appréciation léniniste-trotskyste de ce phénomène et de ses dangers, et qu'au contraire il va jusqu'à élever l'incarnation même du bureaucratisme, Staline, a une position clé dans l'iconographie officielle de l'Etat. L'opposition de Pékin au processus de déstalinisation et sa campagne pour la réhabilitation de Staline témoignent avec éloquence des tendances et de la mentalité bureaucratique de la haute direction maoiste.

Peut-on dire par suite que la Chine passe par la même expérience que l'Union soviétique, avec toutes ses conséquences logiques qui en découlent, et qu'il existe

une nécessité universelle d'une phase stalinienne, si répréhensible et si moralement répugnant que cela soit ? Les faits parlent en sens contraire.

Tout d'abord, le rapport de forces international qui engendra et nourrit le stalinisme et qui fut en fin de compte responsable de sa victoire, a changé irrévocablement. La Chine nouvelle est née alors qu'un ensemble de plusieurs Etats ouvriers existait déjà et qu'on pouvait beaucoup apprendre de leurs expériences, y compris la nécessité d'éviter ce que les Chinois eux-mêmes appellent les « erreurs de Staline ». Ce qui est plus important, c'est que ce système existant d'Etats ouvriers était une source d'aide matérielle dont ne disposait pas le jeune Etat soviétique dans les jours extrêmement difficiles de Lénine et Trotsky. Cela seul suffisait à créer une différence décisive dans l'établissement des bases économiques permettant un taux de croissance plus élevé en Chine qu'en Union soviétique pendant les premières années, indépendamment des vicissitudes ultérieures des rapports sino-soviétiques. La capacité de la Chine à produire des armes nucléaires en est la preuve la plus décisive. Plus encore, le peuple chinois tourne ses regards vers un monde chargé de bouleversements révolutionnaires et constamment troublé par des soulèvements et des explosions élémentaires. La perspective de nouvelles révolutions qui peuvent venir à son aide apparaît totalement réaliste, par contraste avec celle à laquelle le peuple russe eut à faire face, notamment après la défaite de la révolution chinoise de 1925-27. La victoire cubaine survint seulement dix ans après la victoire chinoise, comme le versement d'un acompte. Ce succès à lui seul peut être considéré comme d'une importance décisive telle qu'aurait pu être internationalement une révolution chinoise victorieuse qui se serait produite dix ans après Octobre. Par-dessus tout, le capitalisme mondial, en dépit de la monstrueuse puissance économique et militaire des Etats-Unis, repose sur des fondations beaucoup plus étroites et indiscutablement plus faibles que dans les décennies qui précédèrent la deuxième guerre mondiale. L'importance de tout cela, en ce qui concerne la théorie d'une inévitable période de stalinisme, est que les forces matérielles qui ont engendré une caste bureaucratique aussi durcie et totalement cristallisée que celle qui apparut en U.R.S.S. n'existent nulle part dans le monde. La preuve finale en est l'instabilité grandissante de la bureaucratie soviétique elle-même et les efforts des dirigeants de la caste bureaucratique dans l'Union soviétique pour gagner du temps par des concessions telles que la « déstalinisation ».

Une des conséquences de ce nouveau rapport des forces à l'échelle mondiale est le fait que le groupe maoiste lui-même, si rigide que puisse être son mode bureaucratique de pensée et d'action, ne répète pas du tout simplement les politiques et les conceptions de Staline. Il manifeste une différence décisive avec Staline, par exemple, dans la conception-clé de la « révolution par étapes », en mettant en avant l'idée de la « révolution ininterrompue ». En particulier depuis l'expérience désastreuse du « grand bond en avant » où Mao s'engagea dans la construction du « communisme dans un seul pays », et à un rythme plus rapide que Staline ou Khrouchtchev, les dirigeants chinois ont souligné la nécessité de la victoire du socialisme dans plusieurs pays.

De même, dans le domaine de la politique économique, le groupe Mao, en dépit de sa rigidité, de son incapacité jusqu'à présent à réaliser une planification harmonieuse et de ses zigzags empiriques qui ont porté un grand préjudice à la Chine dans le « grand bond en avant », s'est montré capable d'entreprendre une réorientation fondamentale (ce tournant fut aidé par l'apparition de forts courants d'opposition politique en Chine jusque dans les cercles les plus élevés) et de renoncer au modèle stalinien qui insistait excessivement sur l'expansion de l'industrie lourde à n'importe quel prix.

De même dans les rapports avec les masses, bien que soit interdite toute opposition politique autre que l'existence symbolique de résidus des partis petits-bourgeois, la direction Mao ne s'est pas engagée dans des crimes monstrueux sur une grande échelle, comme ce fut la caractéristique des pires jours du règne de Staline. Même si l'on peut attribuer cela en partie à l'absence d'une opposition politique léniniste massive, opiniâtre et expérimentée, comme celle à laquelle Staline eut à faire face dans son usurpation du pouvoir et l'établissement de sa domination arbitraire, le fait reste que le groupe Mao a cherché à empêcher que la bureaucratie ne se distingue de façon trop flagrante, et il l'a fait sous le drapeau de l'égalitarisme que Staline avait dénoncé comme étant une conception petite-bourgeoise.

Le Parti communiste chinois ne peut être considéré comme un parti qui a été stalinien au sens strict du terme, c'est-à-dire subordonné dès les années 1920 à la direction bureaucratique du Kremlin. La direction Mao avait sa personnalité propre ; sa politique, bien que souvent marquée dans la pratique par des compromis avec la direction de Moscou qui ont entraîné les plus graves déviations, avait un caractère de cen-

trisme généralement penchant vers la gauche. La direction Mao a été aussi formée par de longues années de luttes difficiles et elle a subi les effets de la grande révolution populaire qui l'a portée au pouvoir.

Ainsi, à la lumière des rapports de force internationaux, de la dynamique de la révolution chinoise et des caractéristiques particulières de la direction Mao, on peut conclure que le bureaucratisme en Chine n'est pas le même que celui qui se développa en Union soviétique sous la forme d'une caste puissamment consolidée. Le point de vue de Trotsky était que l'expérience **stalinienne**, vue dans tous ses aspects concrets, était due à une combinaison tout à fait particulière de forces et de circonstances. Sa prédiction qu'elle ne se répéterait pas reste vraie.

Les différences entre le stalinisme et le maoisme sont impliquées dans le conflit sino-soviétique et constituent un élément important d'appréciation pour permettre aux révolutionnaires de déterminer le côté auquel il vaut mieux donner son soutien critique pour faire progresser la révolution mondiale. Mais, insister sur les différences entre le maoisme et le stalinisme n'implique pas qu'il faut oublier la nature bureaucratique du régime chinois ou qu'il faut atténuer sous quelque forme que ce soit la critique du culte persistant de Mao. Le mouvement trotskyste mondial maintient son indépendance par rapport à toutes les formations bureaucratiques. Dans tous les Etats ouvriers, il se prononce contre la domination bureaucratique et pour la démocratie prolétarienne. En Chine, la lutte contre la bureaucratie et son régime, et pour la démocratie prolétarienne, ne peut triompher que par une lutte anti-bureaucratique sur une échelle suffisamment grande pour entraîner un changement qualificatif dans la forme politique du gouvernement.

LES PARTIS ET GROUPES DE TENDANCE PRO-PEKIN

Les développements dans les cinq dernières années et notamment certaines ruptures survenues en 1964 ont conduit à la formation d'une tendance internationale pro-Pékin ainsi composée à l'étape actuelle :

1. — Les P.C. de deux « démocraties populaires » asiatiques (Corée et Vietnam).
2. — Le Parti du Travail d'Albanie.
3. — Un groupe de partis asiatiques dont les plus importants sont le parti indonésien, le parti japonais et le parti malais.
4. — Le P.C. indien de gauche, né d'une scission du P.C. en 1964 disposant déjà au départ d'une base de masse importante.
5. — Un groupe de partis dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, issus de scissions, parfois avec une certaine influence, le plus souvent réduit aux proportions d'organisations très restreintes, et de petites organisations dans quelques pays d'Europe occidentale.
6. — Des groupes et des militants favorables aux thèses chinoises qui opèrent encore au sein de parti communistes contrôlés par des directions pro-Moscou.
7. — Des noyaux et des cadres opérant dans des mouvements révolutionnaires de pays coloniaux, notamment en Afrique.

Cette simple classification montre que le bloc pro-Pékin, malgré une homogénéité relative sur les thèmes de la polémique internationale, est assez hétérogène dans sa composition. Cela est dû, en premier lieu, aux diversités qui existent entre les différents partis, deuxièmement aux différenciations qui existent au sein de chaque parti, malgré la façade d'une unité monolithique, et, ce qui est plus important, à leur rôle objectif propre, soit dans leur propre pays, soit dans un secteur du mouvement ouvrier international.

Des partis dans les démocraties populaires, celui du Nord-Vietnam est à la fois le plus important et le plus indépendant. Des tendances différentes ont toujours existé dans son sein. Il n'a pu qu'être critique envers l'attitude de la bureaucratie soviétique, notamment pendant l'été 1964. Il partage aussi dans une large mesure l'orientation chinoise (en arrivant même, parfois, à des formulations théoriques plus conséquentes en matière de révolution ininterrompue). Mais, en même temps, il ne peut pas se passer d'une aide que seule l'U.R.S.S. est en condition de lui assurer. D'autre part, il est légitimement préoccupé que la Chine n'acquiert pas un poids trop déterminant dans le pays, ce qui explique son hésitation à faire appel à des volontaires.

Quant aux Albanais, ils sont considérés à juste titre comme l'aile ultra-stalinienne du front pro-Pékin, leur orientation étant déterminée par la formation du groupe dirigeant et les formes grâce auxquelles il est parvenu à contrôler le parti, par l'absence

de soutien populaire et par l'isolement du pays dans le contexte européen. Le refus du groupe Hodja de s'incliner devant les désirs de la bureaucratie soviétique représente le seul argument dont le groupe peut se targuer aux yeux des masses.

Parmi les partis asiatiques, le P.C. indien de gauche (L.C.P.) constitue un cas particulier, tout d'abord à cause de l'existence dans le même pays d'un parti pro-Moscou qui lui pose un problème politique majeur, non seulement à cause de son influence dans les masses mais aussi de ses divergences intérieures qui n'ont pas été éliminées par la scission. Grâce à la base de masse dont il dispose, notamment dans plusieurs régions du pays, à l'envergure de certains de ses dirigeants, à la longue tradition d'une aile gauche dont la naissance précèda d'une dizaine d'années l'éclatement du conflit sino-soviétique et du fait même de la diversité de ses composantes (l'aile centriste ayant suivi la gauche dans la scission), ce P.C. de gauche peut jouer davantage le rôle d'allié que de partisan de Pékin. Et, en fait, il a déjà fait preuve d'indépendance, y compris sur les thèmes de la polémique internationale. Son orientation intérieure unit à des analyses et des critiques en gros correctes sur la nature de l'Etat indien et sur le caractère de la politique du parti du Congrès, des formules en partie équivoques, en partie carrément centristes, par exemple à propos du « front démocratique du peuple » et de « l'Etat démocratique du peuple ». Les limites du bloc entre les centristes et la gauche au sein du L.C.P. se sont cependant manifestées lorsque le chef centriste du parti, Namboodiripad, a pris position en faveur de la défense nationale, lors de la récente guerre indo-pakistanaise et qu'il s'est heurté à cette occasion, à la résistance de la base de gauche.

Le P.C. japonais est le seul parti pro-Pékin ayant une base de masse qui opère dans un pays capitaliste avancé. Son orientation a donc la signification d'un test. Le fait que le parti dans sa presque totalité, y compris la grande majorité de ses dirigeants et cadres, avec tout l'appareil national et ses organisations locales, se soit aligné sur les Chinois laissait déjà prévoir que son orientation politique sur les problèmes japonais n'avait pas fondamentalement changé. En fait, le parti s'est limité à soutenir les dirigeants chinois dans leur polémique internationale sans que cela comporte un quelconque virage à gauche dans leur politique au Japon. Des expériences comme les grèves du printemps 1964 et de 1965 ont mis en lumière un opportunisme foncier, l'orientation exprimée dans les documents les plus récents — indépendamment des proclamations propagandistes de fidélité au marxisme-léninisme, etc... — n'est que l'application particulière d'une ligne bien connue axée sur la lutte contre l'impérialisme américain et non sur une lutte anti-capitaliste. Le mot d'ordre central mis en avant est le front unique de toutes les forces dites démocratiques pour un gouvernement de coalition, contre le traité de Moscou, contre la révision constitutionnelle et pour l'amélioration du niveau de vie des masses.

Le P.C. indonésien qui avait conquis sa physionomie à travers des luttes prolongées jusqu'à une époque assez récente et qui renfermait sans doute de nombreuses divergences dans son sein, avait collaboré depuis plusieurs années, y compris au niveau gouvernemental, avec l'aile de la bourgeoisie nationale représentée par Sukarno. Une telle politique, inspirée par la conception d'une étape démocratique de la révolution dans laquelle il serait nécessaire de collaborer avec la bourgeoisie dite nationale, avait eu pour conséquence que, délibérément, le parti n'avait pas cherché à exploiter les crises révolutionnaires qui ont éclaté dans le pays. Au contraire il s'était efforcé d'endiguer le mouvement de masse et de lui faire abandonner certaines positions déjà acquises. Il le fit avant le commencement du conflit sino-soviétique, en accord aussi bien avec la direction soviétique qu'avec la direction chinoise, l'une et l'autre intéressées à établir une alliance avec Sukarno.

Toutefois, malgré cette ligne opportuniste, les masses indonésiennes en l'absence d'une organisation de rechange effective, sont restées sous l'influence du P.C., qui en 1965 reposait sur une base plus large que jamais dans le passé. Ce fait, joint à une tension extrême des rapports sociaux (résultant notamment d'une aggravation de l'inflation et de la disette, causant une chute accélérée du niveau de vie des masses), poussait inexorablement vers une épreuve de force entre la réaction dirigée par les généraux, et le P.C.

Les dirigeants du P.K.I. semblent l'avoir pressenti à leur manière, et avoir gauchi leur ligne plusieurs mois avant le coup d'état militaire. Ils réclamaient l'armement des ouvriers et des paysans ; ils appelaient les masses à saisir les entreprises. Mais pareille propagande non accompagnée d'une véritable perspective révolutionnaire anti-capitaliste et d'une organisation réelle des masses pour l'action, ne pouvait que précipiter un coup de force réactionnaire, contre lequel la direction du P.K.I. ne trouva d'autre solution qu'un soutien à une tentative putchiste d'officiers de gauche.

Ainsi, son opportunisme de droite a été complété au moment décisif par un opportunisme de gauche, rendu d'autant plus grave du fait que même après le déclenchement de l'offensive anticommuniste des généraux, la direction du P.K.I. s'est abstenue d'appeler les masses à une riposte globale et qu'elle a continué à miser sur Sukarno, qui devint pourtant de plus en plus le prisonnier de l'armée. Ecrasée par la répression, acculée au choix entre un véritable suicide politique et un tournant vers la guerre des guerillas, c'est cette dernière voie que semble avoir choisie la fraction dirigeante du P.K.I., du moins celle qui survivait au désastre d'octobre 1965.

Ce choix a été facilité par le fait que, parallèlement à sa ligne de collaboration de classe, il existait une tendance opposée dans l'idéologie du P.C. indonésien. Certaines de ses conceptions étaient assez voisines des conceptions chinoises sur la révolution ininterrompue ; le P.K.I. expliquait constamment que les paysans sont la force révolutionnaire fondamentale, que même dans la révolution démocratique le rôle dirigeant appartient aux ouvriers et aux paysans et que la formation d'un gouvernement de démocratie populaire constituait son but immédiat.

Mais ces contradictions se plaçaient dans une stratégie de « révolution par étapes », dans une politique de coalition avec la bourgeoisie nationale dirigée par Sukarno, qui amenèrent la direction Aidit à freiner les mouvements de masse, à les maintenir prisonniers du «Nasakom », le front des trois principaux groupements politiques (les nationalistes de Sukarno, le groupe musulman des Enseignants religieux et le Parti communiste) et provoquèrent la cuisante défaite subie par le plus grand parti communiste dans le monde capitaliste.

Pour soutenir ses manœuvres diplomatiques avec le gouvernement Sukarno, Pékin approuva la politique opportuniste du groupe Aidit qui n'était pas fondamentalement différente de celle des partis communistes de France et d'Italie contre laquelle il polémisait en raison du soutien que ces partis donnaient à Moscou.

L'écrasement du Parti communiste indonésien représente une victoire de l'impérialisme et une défaite de la révolution coloniale plus grandes que ne le fut le coup d'Etat contre-révolutionnaire du Brésil d'avril 1964. Mais cette victoire des forces réactionnaires en Indonésie pourrait bien n'être que provisoire. Face aux difficultés économiques croissantes et aux troubles sociaux qu'elles engendreront, la situation en Indonésie pourrait connaître un nouveau tournant révolutionnaire dans un avenir relativement proche.

La lutte des masses indonésiennes se poursuivra jusqu'à ce que les militants communistes les plus critiques et les plus consciencieux unis aux cadres trotskystes indonésiens forgeront un parti révolutionnaire capable de conduire la classe ouvrière et la paysannerie à la seule voie vers la victoire, celle de la conquête du pouvoir.

En Amérique latine, les tendances pro-Pékin restent très modestes. Le castrisme opère comme un catalyseur bien plus puissant de la gauche communiste et révolutionnaire dans cette partie du monde. Si le conflit sino-soviétique a eu une influence incontestable sur le P.C. vénézuélien qui a adopté une ligne de lutte armée et si la gauche vénézuélienne est plus disposée à suivre l'orientation de Pékin que celle de Moscou, c'est la révolution cubaine qui a joué le rôle capital dans son évolution. Quant au P.C. du Brésil (pro-Pékin), favorisé par l'opportunisme outrancier de la direction Prestes, il a été formé avant l'éclatement au grand jour du conflit sino-soviétique. Son influence ne cesse d'être très limitée et son orientation sur des questions primordiales comme celle de la nature de la révolution brésilienne et des forces sociales qui doivent la diriger est tout à fait erronée.

Au Pérou, le P.C. pro-Pékin, tout en étant inspiré par une critique de l'orientation droitière de la vieille direction, n'a pas exprimé des conceptions révolutionnaires conséquentes. Il a montré des traits staliniens et, malgré une certaine influence dans des zones paysannes, il est loin de jouer un rôle important dans le mouvement ouvrier et paysan du pays. En Bolivie la scission est plus récente et les divergences sont axées beaucoup plus sur les problèmes nationaux que sur les thèmes internationaux, la fraction pro-Pékin semblant se renforcer au cours des derniers mois. Dans d'autres pays latino-américains, les groupes pro-Pékin sont minuscules, souvent divisés, et incapables de sortir du domaine de la propagande générale des thèses chinoises dans des milieux restreints. Il en est de même pour l'Amérique du Nord.

En Europe occidentale aussi, les groupes pro-Pékin se sont placés surtout sur le terrain de la propagande sans atteindre des résultats appréciables. L'expérience du P.C. grippiste en Belgique — le seul ayant eu une certaine base — a été caractérisée par des traits sectaires et des conceptions bureaucratiques dans différents domaines Son incompréhension de la nécessité ou de la nature d'un programme de transition a condamné les grippistes à osciller entre la proclamation abstraite de buts finaux

et des revendications immédiates en soi insuffisantes pour entreprendre une action réellement révolutionnaire.

La résistance des dirigeants chinois au processus de déstalinisation a des effets négatifs pour les formations pro-Pékin comme dans nombre d'autres domaines. Comme élément de justification de leur propre régime bureaucratique intérieur, ils défendent Staline, s'aliènent les courants antibureaucratiques parmi les masses en Union soviétique et bloquent toute alliance avec eux contre la bureaucratie soviétique sur la base de leur propre ligne internationale plus militante. Parmi les groupes et partis soutenant Pékin contre Moscou, le prix en est encore plus cher. Pour certains d'entre eux, tenter de renflouer Staline signifie un suicide politique. Cela implique quelque chose de plus significatif : le fait que la direction Mao cherche délibérément à injecter le poison du stalinisme dans les cerveaux de millions de jeunes — même si cela est fait avec la reconnaissance que des « erreurs » auraient été commises par le despote qui détruisit la génération de Lénine, et même si cela est contredit par la défense d'une politique qui n'est pas stalinienne — en dit beaucoup sur le mouvement que Pékin rassemble. Il se trouve dominé dès son origine par des conceptions bureaucratiques qui n'ont rien de commun avec le respect de la vérité et l'esprit internationaliste indépendant.

LES PARTIS ET GROUPES DE TENDANCE PRO-MOSCOU

Comme l'ont confirmé au cours de la dernière année plusieurs événements, notamment les polémiques sur la conférence proposée par les Partis communistes, la publication du testament de Togliatti, les commentaires autour de la chute de Khrouchtchev, et les attitudes face à la crise vietnamienne, les tendances khrouchtchéviennes sont encore plus différenciées et marquées de forces centrifuges que les tendances pro-Pékin. A l'étape actuelle on peut dresser le tableau suivant des forces qui rejettent les thèses chinoises en faveur des conceptions générales de la direction soviétique :

1. — La majorité des partis des « démocraties populaires » européennes.
2. — La presque totalité des P.C. de l'Europe occidentale.
3. — Quelques partis asiatiques, le plus souvent affaiblis par des scissions, et plusieurs partis latino-américains, également touchés par des scissions.
4. — Des tendances ou des groupes soit à l'intérieur de partis à majorité pro-Pékin soit expulsés de ces partis (Japon).
5. — Des groupes opérant dans des mouvements révolutionnaires des pays coloniaux ou semi-coloniaux.

Possédant le pouvoir dans des pays situés entre l'Union soviétique et les Etats capitalistes de l'Europe occidentale, encore largement sous l'emprise soviétique aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine militaire, les P.C. des « démocraties populaires » constituent le rempart le plus solide de la tendance khrouchtchevienne en dehors de l'U.R.S.S., malgré la gamme considérable qui s'étend entre les positions encore absolument conservatrices du parti bulgare et celles du parti tchèque, qui s'approche désormais de certaines des conceptions yougoslaves. Si, dans quelques milieux jeunes, certaines positions chinoises provoquent de l'intérêt et de la sympathie, l'attitude chinoise sur la « déstalinisation » opère comme un repoussoir. Ce n'est que dans le cas où la bureaucratie soviétique ferait des compromis graves avec l'impérialisme aux dépens d'une « démocratie populaire » que les Chinois auraient des chances sérieuses de renverser les rapports de force actuels, y compris au niveau des groupes dirigeants.

Le point essentiel est que les directions bureaucratiques des « démocraties populaires » et, sans doute, les cadres aux différents niveaux subissent beaucoup moins que leurs homologues asiatiques l'impulsion de la révolution coloniale et, pour toute une série de raisons évidentes (situation géographique, rapport de forces, etc...), comptent essentiellement sur le « bouclier » soviétique pour leur défense face à l'impérialisme. Les problèmes qui ont provoqué des tensions, des frictions et des conflits concernent surtout leur développement économique et les rapports économiques au sein du Comecon, notamment les rapports avec l'U.R.S.S. (questions des prix, de la « division socialiste du travail », des tendances à élargir les rapports avec les pays capitalistes avancés, etc...). L'existence d'un Etat ouvrier comme la Chine assure aux directions des « démocraties populaires » une marge de manœuvre plus grande, et certains aspects de la polémique chinoise — visant à démystifier l'argumentation soviétique sur la coopération socialiste et à défendre les exigences propres des Etats ouvriers moins développés — ainsi que certains arguments chinois y trouvent

aussi une audience. Toutefois une évolution éventuelle d'une « démocratie populaire » hors de l'orbite de la bureaucratie soviétique suivrait, à cette étape, beaucoup plus probablement une logique « yougoslave » qu'une logique « chinoise ».

L'exemple de la Roumanie s'avère typique. En 1964, ce pays a accentué progressivement son cours « indépendant », sanctionné pour ainsi dire officiellement par l'absence d'une délégation roumaine à la conférence de Moscou. Il est incontestable qu'à l'origine de l'attitude de la Roumanie se trouvent des éléments analogues à ceux de l'affaire yougoslave. Ce sont fondamentalement les problèmes de la croissance économique et des rapports économiques avec l'U.R.S.S. et le Comecon qui ont poussé les dirigeants de Bucarest, favorisés objectivement et encouragés par le conflit sino-soviétique, à prendre leurs distances et à faire des ouvertures vers les pays capitalistes. La bureaucratie roumaine s'efforce ainsi d'assurer une croissance économique d'après les modèles qu'elle considère comme correspondant le mieux à ses propres intérêts, sans faire des concessions majeures à l'U.R.S.S. ou à d'autres pays du Comecon. En même temps, elle veut exploiter son « indépendance » par rapport à l'U.R.S.S. — assortie de quelques mesures de libéralisation prudentes — dans le but d'améliorer ses rapports avec les masses.

Quant à la Yougoslavie, qui traverse une nouvelle période de changements structurels assez considérables, elle ne cesse d'occuper une place relativement autonome et originale, étant plutôt une alliée qu'une véritable partie intégrante de la tendance pro-Moscou. Cette position a été concrétisée par une série de réformes et de mesures notamment de réorganisation économique, qui ont placé les communistes yougoslaves dans un certain sens à la pointe à la fois de la « déstalinisation » et du khrouchtchevisme. L'expérience des conseils ouvriers reste le trait de loin le plus positif, quelles qu'en soient les limites : il n'y a pas de doute que c'est surtout grâce aux conseils et à certaines mesures visant à contrecarrer le bureaucratisme que le pays a connu un taux de croissance économique considérable. Toutefois, ce progrès a été accompagné d'une part de graves distorsions dans l'économie, d'autre part de différenciations sociales accrues au profit des couches bureaucratiques.

En raison des liens économiques avec les pays capitalistes, de leurs rapports avec les bourgeoisies du « tiers monde » et suivant la logique d'une politique étrangère contre-révolutionnaire esquissée lors de la guerre de Corée, les communistes yougoslaves se rangent à l'extrême-droite, apparaissant comme un courant opportuniste caractérisé. Même dans une période récente ils ont continué à semer des illusions absurdes sur le rôle positif de l'O.N.U., pris des attitudes inadmissibles contre les révolutionnaires cubains, et finalement avancé des propositions de négociations à l'occasion de l'agression impérialiste au Vietnam. Certains incidents montrent que les Roumains pourraient suivre leur exemple, même sur ce terrain. Cela s'explique en dernière analyse par le rôle de bureaucraties qui s'efforcent d'instaurer une domination, relativement modérée par rapport aux masses, et « autonome » par rapport au Kremlin, et qui peuvent espérer suivre un tel cours seulement si la situation internationale est relativement calme et n'impose pas d'une façon immédiate des choix péremptoires.

Les bureaucraties des P.C. des pays capitalistes avancés ne pouvaient réagir que d'une façon négative à l'ensemble des positions chinoises. Dans le contexte social et politique où elles opèrent, obligées dans la plupart des cas de lutter contre des partis social-démocrates puissants, elles ne pouvaient être attirées par les thèses chinoises sur la guerre, sur les méthodes de lutte anti-impérialistes, sur le rôle de la révolution coloniale. En même temps, surtout là où elles disposent d'une base relativement large, elles ne pouvaient être favorables à l'attitude maoiste envers la « déstalinisation ». Mais ce sont surtout les critiques chinoises sur les « voies pacifiques au socialisme » et leur défense de la conception léniniste de l'Etat que la majorité écrasante des dirigeants communistes occidentaux devaient nécessairement repousser. En effet, leur évolution droitière datant déjà de la période des fronts populaires, et l'expérience de collaboration avec la bourgeoisie pendant la guerre et immédiatement après la guerre, jointes à l'impulsion ultra-droitière des théorisations khrouchtchéviennes du XX[e] Congrès et aux pressions supplémentaires subies presque constamment au cours des années 1960, ont abouti désormais à une dégénérescence néo-réformiste profonde des P.C. Ces partis en sont arrivés à élaborer une stratégie d'ensemble réformiste, fondamentalement gradualiste, qui envisage comme objectif stratégique une structure sociale dans laquelle les monopoles seraient éliminés ou limités, et où le capitalisme subsisterait avec sa logique du profit et ses lois économiques de base, une stratégie qui affirme la possibilité d'un passage pacifique, démocratique au socialisme et d'une conquête de l'appareil d'Etat de l'intérieur dans le but de le transformer graduellement. Ces bureaucraties recherchent des alliances même avec des couches capitalistes. Il s'agit désormais de toute une

série de conceptions communes que les Italiens ont exprimées sous la forme la plus achevée et la plus systématique. Au cours de cette dernière période, le P.C.F. a franchi une nouvelle étape vers le néo-réformisme, en appelant à voter, lors des élections présidentielles, pour le candidat de la bourgeoisie « de gauche » Mitterrand, partisan du Pacte Atlantique, à l'encontre de la politique de Moscou de soutien à de Gaulle.

L'évolution du P.C. italien reste significative non seulement parce qu'il s'agit d'un parti à très large base de masse dans lequel la « déstalinisation » a acquis une ampleur beaucoup plus grande que dans n'importe quel autre parti, mais aussi parce que des tendances se sont précisées ou se dessinent qui surgiront vraisemblablement ailleurs avec des implications sérieuses pour tout le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés. Si la polémique chinoise n'y a pas provoqué jusqu'à présent la formation d'un courant pro-Pékin important (l'influence étant limitée à des milieux d'anciens nostalgiques de l'époque stalinienne, et à des jeunes d'une formation politique rudimentaire), le conflit sino-soviétique en tant que tel y a stimulé dans une mesure considérable la maturation de larges couches de militants et de cadres et a obligé les dirigeants eux-mêmes à développer ultérieurement le cours qu'ils avaient adopté à partir du XX^{e} congrès. Ainsi, les dirigeants du P.C. italien en sont désormais arrivés à renoncer à toute conception monolithique du mouvement communiste, à considérer comme normal l'existence de conflits intérieurs et de divergences, à accepter l'idée que des victoires décisives sur l'impérialisme et même le renversement du pouvoir capitaliste peuvent être acquis par des partis et des directions non communistes, et à admettre que des conflits politiques à l'intérieur du parti s'expriment, y compris par la présentation de textes différents ou opposés et par la formation de tendances temporaires non organisées. Les vicissitudes intérieures de la fin 1964 et du début 1965, sur la toile de fond d'une certaine évolution de la situation italienne, de difficultés accrues que ce parti connaît notamment dans le maintien de liens stables et organisés avec les ouvriers d'entreprises et du manque d'autorité provoqué par la disparition de Togliatti, ont abouti à des différenciations beaucoup plus marquées que dans toute autre période depuis la fin des années 1920.

Cette évolution s'est concrétisée dans une orientation opportuniste de plus en plus caractérisée, qui aura tendance à subsister et même à s'accentuer, du moins jusqu'à un tournant éventuel dans la situation objective en Italie et en Europe occidentale. et est allée de pair avec une transformation accentuée du parti en une formation électorale, incapable d'assurer une participation active à la vie politique des larges secteurs qu'il influence. En fait, si le P.C. italien est allé plus loin que ses partis frères dans l'expression théorique d'une conception néo-réformiste, les applications pratiques de cette ligne se placent objectivement encore plus à droite, ne se différenciant plus qualitativement, sur le terrain intérieur, de l'activité traditionnelle des grands partis social-démocrates à composition ouvrière. Face à de telles conceptions et à de telles orientations concrètes qui inspirent non seulement l'appareil mais aussi des couches larges de cadres et de militants, les noyaux de gauche ne sont qu'au commencement de leur bataille ; et, pendant toute une période, ils n'auront pas beaucoup de chances de contrecarrer le cours droitier. Il faut d'ailleurs ajouter qu'une aile droitière de l'appareil, représentée aussi au niveau du Secrétariat, a exprimé des idées encore plus outrancières, allant jusqu'à proposer une liquidation du parti ou sa dilution dans une organisation socialiste unifiée.

Sous la pression de cette droite et de certains événements du mouvement ouvrier italien, et par la logique même des conceptions générales acceptées par le parti, une majorité très large du Comité central s'est prononcée en juin 1965 en faveur de la formation d'un nouveau parti socialiste unifié sur la base d'une plateforme politique et idéologique adaptée aux besoins même de certains secteurs du P.S.I. qui ont collaboré longuement avec Nenni, y compris sur le plan gouvernemental, et qui ne cessent de réaffirmer leurs positions en principe favorables à une alliance de centre gauche.

En Italie est nettement visible un phénomène qui est moins clair mais néanmoins présent dans les autres partis communistes en dehors des Etats ouvriers et qui affecte profondément leur structure et même leur caractère. Du temps de Staline la ligne des P.C. était déterminée essentiellement par les nécessités de la politique de la bureaucratie soviétique, tandis que les nécessités du mouvement de masse dans chaque pays et les besoins de la bureaucratie « nationale » ne jouaient qu'un rôle absolument secondaire. A présent une tendance existe à renverser cet ordre et, dans le cas italien, ce processus est déjà achevé, alors qu'il ne fait que débuter en France. Les exigences propres de la bureaucratie indigène — souvent « gênée » par les décisions et les tournants de la bureaucratie soviétique et poussée par la nature de sa stratégie intérieure à se présenter comme étant indépendante de tout Etat ou parti-guide —

deviennent de plus en plus prépondérantes. Malgré tout, on n'aboutira que difficilement à une « social-démocratisation » intégrale des P.C. — même le P.C. italien ne cesse d'être lié fondamentalement, ne fut-ce que par des liaisons de nature bureaucratique aux Etats ouvriers et au camp anti-capitaliste — du fait que ces partis opèrent dans un contexte mondial bouleversé constamment par des crises révolutionnaires, qui tendent à contrecarrer la pression sociale et politique de la bourgeoisie.

Dans la quasi totalité des pays d'Amérique latine les P.C. ont moins de chances que jamais de jouer un rôle déterminant dans la montée révolutionnaire des masses (le cas exceptionnel du Vénézuela a été mentionné). L'essor du castrisme et le conflit sino-soviétique les ont encore affaiblis, les condamnant à des crises répétées. Sous les effets combinés des échecs de sa plate-forme de voie « pacifique » au socialisme, de la pression de l'expérience cubaine et de la lutte de guérillas dans plusieurs pays du continent, le P.C. chilien lui-même, le seul qui maintient une large influence de masse a été finalement saisi par des conflits intérieurs et des crises graves qui, en dernière analyse, seront décisives pour la restructuration et la réorientation du mouvement ouvrier chilien.

⁂

Un panorama complet du mouvement des partis communistes comporte aussi la mention des secteurs qui au cours des dernières années, ont renoncé à une existence autonome, aussi bien organisationnelle que politique, pour s'intégrer dans des mouvements de masse d'origine non communiste.

Cette politique de dissolution a concerné jusqu'ici des partis à orientation essentiellement droitière et pro-Moscou. Dans le cas de Cuba, l'entrée dans le parti unifié sous la direction castriste était objectivement correcte, car il s'agissait d'une direction révolutionnaire qu'il fallait soutenir et renforcer dans la voie marxiste où elle avançait. La justesse de la décision était toutefois infirmée par la politique pratiquée par les cadres dirigeants de l'ancien P.S.P. après l'unification politique qui allait dans le sens d'une cristallisation bureaucratique. Dans le cas de l'Algérie, une tactique d'intégration dans le F.L.N. était également correcte, mais ce qui était impliqué dans le cas du P.C. algérien, c'était une optique foncièrement opportuniste qui signifiait une liquidation politique et idéologique totale. Ceci vaut à plus forte raison dans le cas du P.C. égyptien.

LE CASTRISME

Par sa participation à la dernière conférence de Moscou, le Parti Unifié Cubain de la révolution socialiste (devenu depuis lors Parti Communiste Cubain) s'est intégré pour ainsi dire officiellement dans le mouvement des partis communistes. Malgré l'attitude indépendante de la délégation, il s'agissait d'une concession à la direction soviétique, étant donné que des partis d'orientation pro-Moscou avaient critiqué l'initiative et que le parti roumain s'abstenait même de participer.

Cette attitude de la direction fidéliste face au conflit sino-soviétique a été confirmée depuis la conférence. Dans la mesure où le conflit idéologique poussé à l'extrême par les directives chinoise et soviétique élevées à l'école du stalinisme, affaiblissait le front anti-impérialiste — ainsi que les événements du Vietnam l'ont démontré — une direction se trouvant dans la position la plus exposée par rapport à l'impérialisme américain ne pouvait que déplorer le conflit. Le désir des Cubains d'éviter d'être engagés profondément dans la querelle est compréhensible et ils n'ont pas caché leur réaction négative aux pressions auxquelles ils ont été soumis. Les Cubains sont obligés d'avoir à l'esprit que, dans le domaine économique et militaire, l'U.R.R.S.S. est objectivement en meilleure position de les aider que la Chine. Outre les arguments chinois sur le rôle de l'impérialisme et l'opportunisme des Partis, les Cubains ont eu à tenir compte de l'attitude de ceux-ci envers la déstalinisation et de leur sectarisme concernant les appels cubains pour un front unique contre l'impérialisme.

En tout cas le fait essentiel reste que le choix dans le conflit sino-soviétique est secondaire pour les Cubains. Ils constituent un courant autonome, fondamentalement révolutionnaire, du mouvement communiste qui n'a aucune allégeance idéologique envers Pékin et Moscou. Cela, ils l'ont confirmé dans tous les domaines qui sont décisifs pour caractériser une tendance révolutionnaire, en luttant contre les déformations bureaucratiques et pour un esprit égalitaire dans l'édification du socialisme, en montrant aux peuples latino-américains la voie de la lutte révolutionnaire consé-

quente sans compromis avec la bourgeoisie dite nationale, en expliquant que seule la création constante de foyers révolutionnaires dans tous les coins du globe peut bloquer l'impérialisme, que seule une riposte énergique peut l'obliger à reculer, et finalement en esquissant des formes organisationnelles originales, visant à éviter que le parti révolutionnaire ne devienne un instrument de bureaucrates et d'arrivistes de tout acabit, perdant le contact vital avec les masses ouvrières et paysannes.

LA POSITION IMPERIALISTE

L'impérialisme n'est pas resté neutre à l'égard du conflit sino-soviétique. L'extension de ce conflit du domaine des partis à celui des Etats a considérablement affaibli la cohésion du front des Etats ouvriers. Les impérialistes se sont efforcés d'en tirer profit dans divers domaines (Tshombé ramené au pouvoir au Congo ; escalade au Vietnam ; invasion de la République dominicaine). En même temps l'impérialisme et ses agents, tels les dirigeants sociaux-démocrates en Europe, ont clairement exprimé leur préférence pour Moscou et leur opposition à Pékin.

Cette attitude ne peut pas être comprise comme découlant essentiellement de la position chinoise sur la guerre nucléaire. En fait les impérialistes américains attachent beaucoup moins d'importance aux théories de Pékin relatives à l'importance des armes nucléaires qu'au renforcement quantitatif et qualitatif de l'arsenal nucléaire de Moscou. Mais l'impérialisme accorde ses faveurs au Kremlin dans le conflit, parce qu'il est conscient que la bureaucratie soviétique recherche un accord avec l'impérialisme pour maintenir le **statu quo.** Tandis que Moscou cherche à freiner les luttes révolutionnaires, attitude qui rencontre la sympathie dans le camp impérialiste, certaines des thèses propagées par Pékin tendent à stimuler des luttes révolutionnaires, notamment dans le monde colonial. Une victoire des positions chinoises dans un parti communiste signifierait une attitude plus hostile à l'égard de l'impérialisme et de ses alliés « nationaux » (voir Inde), tandis qu'une victoire des thèses de Moscou conduit à une politique ultra-opportuniste, sinon à la liquidation pure et simple du mouvement communiste dans le pays en question.

L'impérialisme se rend également compte du fait que l'un des résultats du conflit est une « surenchère révolutionaire » dans certains pays qui peut même amener le Kremlin à tolérer le « gauchissement » de certains partis sous son contrôle, notamment dans le cadre de la révolution coloniale, afin d'éviter une liquidation complète de son influence. C'est ce qui est notamment arrivé dans certains pays d'Amérique latine, sous l'influence combinée du castrisme et du conflit sino-soviétique.

Washington intervient de plus en plus effrontément à l'échelle mondiale dans les affaires d'autres pays en vus de refouler les progrès de la révolution. Une des clés de voûte de cette politique est la recherche d'un accord avec la bureaucratie soviétique pour le maintien du **statu quo** (version impérialiste de la théorie de la « coexistence pacifique »). Ainsi Washington a salué le traité de Moscou d'arrêt partiel des essais nucléaires comme un grand succès stratégique. Washington a toute raison de poursuivre cette politique et de chercher à s'opposer à toute tendance existant à Moscou pour céder à la pression de Pékin en vue d'une attitude anti-impérialiste plus ferme.

D'autre part, Washington continue à désigner Pékin comme l'ennemi principal dans le camp anti-capitaliste. Dès le début, il chercha à isoler la révolution chinoise et à l'affaiblir par un blocus diplomatique et économique qui comportait le barrage à son entrée dans les Nations Unies. Cette politique atteint maintenant le point d'une intervention contre-révolutionnaire directe. Le Pentagone discute ouvertement s'il faut ou non déclencher une guerre nucléaire en Chine, et frapper en premier lieu les centres où la Chine a réussi à établir les fondations d'une industrie nucléaire.

Il est hors de doute que l'impérialisme mondial considère que la Chine est aujourd'hui la principale source de danger à son système, la principale source stimulant des révolutions dans d'autres pays dans le monde colonial, et une force potentielle qui, dans quelques décennies, peut détruire complètement et irrémédiablement le rêve de Wall street de dominer le globe. Cette opinion ne peut être expliquée en supposant que les impérialistes dans leur ensemble se trompent quant à leurs propres intérêts de classe. En dernière analyse, même de Gaulle a reconnu Pékin non pour renforcer la révolution chinoise mais en vue de placer la France dans une meilleure position de marchandage avec le Kremlin, dans le jeu commun visant à bloquer la progression du processus révolutionnaire sur l'échelle mondiale.

QUI GAGNERA EN DERNIERE INSTANCE ?

La IVe Internationale a maintes fois souligné que le conflit sino-soviétique est fondamentalement un conflit entre deux directions bureaucratiques. Mais les marxistes révolutionnaires ne se sont jamais limités à avancer de telles caractérisations, qui, par elles-mêmes, ne peuvent résoudre le problème de l'attitude spécifique à adopter dans chaque cas concret. Ils n'ont jamais identifié les Etats ouvriers ou les partis communistes aux seules bureaucraties qui les dirigent, ni considéré la bureaucratie comme une « seule masse réactionnaire » sans différences intérieures. Ils ont au contraire essayé de déterminer dans chaque cas concret jusqu'à quel point une bureaucratie défend seulement ses propres intérêts de caste réactionnaire, et dans quelle mesure elle se trouve obligée, de par sa propre situation sociale, de défendre en même temps à sa façon l'acquis d'une révolution. De même, ils ont expliqué que la bureaucratie est une couche différenciée et que des conflits peuvent éclater entre diverses couches sous la pression de facteurs objectifs et de forces sociales antagonistes.

Déjà le Programme de Transition rédigé par Trotsky en 1938 mentionnait des courants distincts dans la bureaucratie et précisait que la IVe Internationale ne resterait pas neutre ou indifférente dans une lutte entre une fraction Reiss et une fraction Boutenko. En 1948, sans oublier la véritable nature de la direction yougoslave, la IVe Internationale prenait la défense du P.C. yougoslave et de la révolution yougoslave contre les calomnies et les tentatives de désagrégation de Staline et du Kominform, suivies du blocus de la Yougoslavie et de menaces d'intervention militaire. En 1953 à Berlin-Est et en 1956, en Hongrie et en Pologne, le mouvement trotskyste mondial ne manquait pas de constater que, face à une rupture dramatique ouverte entre le pouvoir et le parti bureaucratisé d'une part, et les masses d'autre part, des couches de bureaucrates plus proches des ouvriers et de leurs inspirations avaient choisi de se ranger du côté des masses.

L'attitude du mouvement trotskyste mondial par rapport au conflit sino-soviétique découle de la même logique. Son soutien critique aux communistes chinois concerne leur défense de la révolution chinoise et de la République populaire de Chine contre le blocus économique du Kremlin et contre l'aide militaire accordée par le Kremlin à la bourgeoisie indienne. Il concerne leur lutte contre les conceptions khrouchtcheviennes de la coexistence pacifique et leurs conceptions des moyens de conjurer le danger d'une guerre mondiale, leur attitude face à la révolution coloniale et leur critique des orientations néo-réformistes de la plupart des partis communistes.

Cela n'implique en aucune façon que la IVe Internationale passe sous silence ou mette en sourdine sa critique à l'égard d'autres positions avancées par les communistes chinois dans la polémique internationale, et encore moins le soutien automatique de tout parti et de tout groupe pro-Pékin dont la politique, dans les situations données, peut s'avérer néfaste en dépit d'une adhésion formelle aux critiques du khrouchtchevisme par les dirigeants chinois.

L'attitude du mouvement trotskyste mondial dans le conflit sino-soviétique ne se réduit pas non plus au soutien des communistes chinois et à la défense de la révolution chinoise. Ce qui est posé en réalité à travers le conflit sino-soviétique, c'est l'éclatement du monolithisme stalinien, c'est tout le problème du renouveau du mouvement marxiste-révolutionnaire à l'échelle mondiale, c'est la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire. La IVe Internationale est intervenue dans le conflit sino-soviétique dès le début sous son drapeau, avec sa ligne propre sur toutes les questions essentielles, offrant son programme aux militants communistes à la recherche de la voie vers la victoire du socialisme dans leur pays et à l'échelle mondiale.

La bureaucratie du Kremlin et celle de Pékin reconnaissent d'ailleurs, à leur façon que leur conflit fait surgir le spectre du trotskysme dans les Etats ouvriers, sans parler des partis communistes des pays capitalistes. C'est pourquoi chacune des deux bureaucraties accuse l'autre de favoriser la cause du trotskysme, d'adopter en fait des positions objectivement « trotskystes », citant à l'appui de leurs accusations des documents trotskystes, avant tout des documents du Congrès de Réunification de la IVe Internationale de 1963.

Moscou accuse Pékin de remettre en honneur la théorie trotskyste de la révolution permanente, les critiques trotskystes sur la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et cite à l'appui de cette thèse les extraits des documents trotskystes apportant le soutien critique de la IVe Internationale aux positions chinoises sur ces questions. De même Pékin accuse Moscou de réhabiliter Trotsky par sa dénonciation des crimes de Staline et sa campagne de déstalinisation, citant à l'appui de cette

thèse les extraits des documents trotskystes apportant un soutien critique à l'œuvre de « déstalinisation » des XX[e] et XXII[e] Congrès du P.C.U.S. En fait chaque bureaucratie accuse l'autre de « faire le jeu du trotskysme », qui, comme elles le savent bien, est opposé à tout espèce de pouvoir bureaucratique.

Ces deux bureaucraties ont un instinct infaillible quand il s'agit de flairer le « danger trotskyste ». Bien que le conflit sino-soviétique ait eu un effet nuisible sur la solidarité des Etats ouvriers contre l'impérialisme, la classe ouvrière ne pourra que gagner de la clarification des questions controversées. Le mouvement de la IV[e] Internationale bénéficie de la radicalisation de la lutte révolutionnaire dans les pays semi-coloniaux et du renforcement des tendances opposées au « socialisme dans un seul pays », stimulées par Pékin. Il bénéficie des tendances à la déstalinisation stimulées par Khrouchtchev et ses successeurs. Les unes et les autres ne sont en dernière analyse que l'expression du changement fondamental des conditions objectives dans lesquelles la bureaucratie stalinienne a pu grandir et triompher en U.R.S.S. et dans le mouvement communiste mondial ; à savoir les défaites de la révolution mondiale aboutissant à l'isolement du premier Etat ouvrier dans un pays économiquement et culturellement arriéré. Les conditions objectives d'aujourd'hui jouent en sens contraire, en faveur de la renaissance d'un mouvement révolutionnaire mondial indépendant de toute bureaucratie dominante, un mouvement qui fera sa fusion avec la lutte pour la démocratie prolétarienne dans les Etats ouvriers.

CONCLUSION

Fondamentalement, la IV[e] Internationale considère que le conflit sino-soviétique amène à son paroxysme la crise mondiale du stalinisme, et ouvre une période de réorientation et de restructuration profonde et continuelle du mouvement ouvrier international dans son ensemble. Dans cet immense processus, des secteurs de la bureaucratie, ainsi que l'a révélé le conflit sino-soviétique, peuvent prendre des attitudes qui favorisent objectivement la lutte révolutionnaire des masses et le renouveau du mouvement ouvrier. Les marxistes révolutionnaires doivent le reconnaître et l'utiliser. Mais il faut aussi en reconnaître les limites.

Les intérêts profondément conservateurs de la bureaucratie l'empêchent comme couche sociale d'accepter le marxisme révolutionnaire, de s'engager dans le domaine de la lutte révolutionnaire, et de résoudre ainsi effectivement le problème de la création d'une nouvelle direction révolutionnaire. Ceci est montré de façon plutôt spectaculaire par la tendance au « polycentrisme » qui a été nourrie par le conflit sino-soviétique tant chez les partisans de Moscou que de Pékin. Car, bien que le polycentrisme ait favorisé le développement du débat, sa logique mène à la fragmentation du mouvement communiste, c'est-à-dire au contraire même d'un mouvement marxiste-révolutionnaire international basé sur le centralisme démocratique.

Par conséquent, la IV[e] Internationale ne nourrit aucune illusion qu'une direction bureaucratique quelconque puisse accomplir les tâches historiques fondamentales de construction d'une démocratie socialiste véritable dans les Etats ouvriers, de transcroissance des révolutions coloniales en révolutions socialistes, et de renversement du capitalisme dans les pays industriellement avancés, seules capables de garantir que l'humanité échappera à l'holocauste nucléaire. Ces tâches ne pourront être accomplies que par des directions révolutionnaires en condition de diriger les mouvements de masse et de traduire dans la réalité le programme révolutionnaire du marxisme. La participation de la IV[e] Internationale dans le conflit sino-soviétique vise à contribuer à la solution des problèmes-clés de notre époque.

Depuis la tenue du Congrès Mondial se sont produits de nombreux événements de grande importance internationale que nous ne pouvons traiter dans ce numéro, étant donné qu'il est spécialement consacré aux documents du Congrès Mondial.

Cependant, nous avons jugé nécessaire de faire une exception pour le discours prononcé devant les délégués à la Conférence tricontinentale de la Havane, dans lequel Fidel Castro s'est livré à une attaque calomnieuse contre le trotskysme et la IV^e^ Internationale. Nous reproduisons donc ci-après la « lettre ouverte » adressée par le Secrétariat Unifié de la IV^e^ Internationale au commandant Fidel Castro.

Lettre ouverte au commandant Fidel Castro

Nous venons de prendre connaissance du texte intégral du discours de clôture que vous avez prononcé à la Première Conférence Tricontinentale, publié par Prensa Latina **en date du 20 janvier 1966. Ce texte est marqué d'une part par un souffle révolutionnaire incomparable, lorsque vous proclamez que « pour la révolution cubaine, le champ de bataille contre l'impérialisme s'étend au monde entier » ; lorsque vous promettez que** « le mouvement révolutionnaire dans n'importe quel coin de la terre pourra compter sur des combattants cubains » ; **lorsque vous réaffirmez aux impérialistes américains que le seul moyen pour eux d'obtenir la paix, c'est de se retirer du Vietnam ; lorsque vous appelez les révolutionnaires latino-américains à étendre la lutte armée à un nombre sans cesse croissant de pays, pour éviter que les forces impérialistes puissent être concentrées contre les forces révolutionnaires d'un seul des peuples frères. Lisant cette partie de votre discours, nous nous sentons plus que jamais solidaires de cette orientation et de cette action.**

Mais il est marqué aussi, d'autre part, par des attaques calomnieuses, systématiques, contre le trotskysme, le mouvement trotskyste et le programme trotskyste dans leur ensemble, attaques dont le caractère injustifié nous a profondément indignés et révoltés.

Vous avez ouvert aux participants de la Première Conférence Tricontinentale et livré à l'opinion publique mondiale un « dossier » fait d'amalgames et de rapprochements qui ne résistent pas à un examen tant soit peu objectif.

Vous faites état des déclarations d'un certain Felipe Albaguante selon lesquelles Che Guevara aurait été assassiné à Cuba et vous présentez cet individu comme le « chef des trotskystes mexicaains », sur la foi d'un câble de l'agence de presse impérialiste U.P.I. Or, ce Felipe Albaguante n'est ni le « chef » ni même un membre de l'organisation trotskyste mexicaine. Il n'en est pas à sa première provocation ; il avait déjà fait une déclaration provocatrice le 26 novembre 1963, attribuant l'assassinat d'Oswald par Jack Ruby au parti communiste. Dès le 30 novembre 1963, le camarade Pierre Frank, au nom du Secrétariat Unifié de la IV^e^ Internationale, avait démenti de la manière la plus expresse que cet individu ait quoi que ce soit à faire avec le trotskysme et la IV^e^ Internationale. Cette déclaration fut envoyée à Cuba, à vous personnellement, ainsi qu'à de nombreux responsables cubains.

S'il s'agissait pour vous de connaître la vérité, et non de vous saisir d'un prétexte pour attaquer le mouvement trotskyste, vous auriez pu demander à vos services de documentation — qui fonctionnent bien — des renseignements sur le provocateur Albaguante ; et ses services vous auraient alors fait parvenir notre déclaration du 30 novembre 1963.

A la déclaration de cet individu, vous reliez des articles d'Adolfo Gilly, publiés dans des hebdomadaires de gauche, Marcha **et** Mondo Nuovo, **ainsi que dans la revue** Monthly Review, **qui ne sont pas des publications trotskystes. Il faut tout d'abord**

signaler que les citations de Gilly que vous mentionnez ne parlent nulle part d'un assassinat de Che Guevara ; elles disent seulement que Che Guevara a quitté Cuba par suite de divergences politiques avec vous. Mettre sur le même plan des déclarations provocatrices sur un prétendu assassinat de Che, et l'affirmation de divergences entre Che et vous-même, cela s'appelle fabriquer un amalgame. C'est une méthode de polémique et d'accusation malhonnête. Vous fabriquez également un amalgame lorsque vous mettez sur le même plan les déclarations provocatrices d'Albaguante et un extrait du journal La Batalla, **organe du P.O.U.M., qui ne fait pas partie de la IV^e^ Internationale et qui n'a parlé que de divergences entre vous et Che Guevara.**

Vous établissez ensuite un lien entre Gilly et un groupe qui s'intitule trotskyste, qui a scissionné d'avec la IV^e^ Internationale et qui est dirigé par un nommé Juan Posadas. Vous donnez une large publicité aux critiques irresponsables que ce groupe adresse à Cuba et à son gouvernement, notamment sur l'affaire du départ de Che de Cuba et sur une prétendue insuffisance d'aide de Cuba aux révolutionnaires dominicains. Vous savez que les positions irresponsables de ce groupe ne sont nullement les positions de la IV^e^ Internationale, organisation fondée par Léon Trotsky, organisée à l'échelle mondiale, représentée par des revues, des périodiques, des bulletins édités officiellement dans un grand nombre de pays, et qui parviennent à Cuba et à ses représentants à l'étranger. Or, ces publications contiennent un article du camarade Joseph Hansen, éditeur de l'organe trotskyste des Etats-Unis The Militant, **intitulé « Un nouveau champ de bataille pour Che Guevara », qui donne une interprétation responsable du départ de Che de Cuba.**

Nous vous avons fait parvenir, dès le 20 janvier, expressément, une nouvelle fois, nos prises de positions officielles sur le départ de Che de Cuba, et vous auriez le devoir de préciser, devant l'opinion révolutionnaire internationale, que seule une petite fraction scissionniste avait adopté une attitude irresponsable sur cette question, les organismes officiels de la IV^e^ Internationale et la grande majorité du mouvement trotskyste international se montrant, à cette occasion comme toujours, des défenseurs acharnés de la révolution cubaine. Malheureusement, cette rectification ne viendra pas parce que votre bonne foi n'a pas été surprise. Le texte de votre discours laisse supposer en effet que vous utilisez **la confusion pour** chercher à discréditer et à attaquer le mouvement trotskyste dans son ensemble. **Pour ne prendre qu'un seul exemple — vous savez que l'organe représentatif des trotskystes italiens n'est pas celui à diffusion insignifiante que vous citez, mais** Bandiera Rossa, **qui existe depuis près de dix ans, qui est répandu à des milliers d'exemplaires dans l'avant-garde du mouvement ouvrier, y compris du P.C. italien, et qui a été** le premier journal italien à reproduire la II^e^ Déclaration de La Havane.

On ne peut autrement interpréter les passages scandaleux de votre discours où vous parler « de cette chose discréditée, cette chose antihistorique, cette chose frauduleuse qui émane d'éléments tant compromis au service de l'impérialisme yankee comme l'est le programme de la IV^e^ Internationale » (**Prensa Latina,** p. 11), **ou encore, en rapport avec le Guatemala :**

« Ce que la IV^e^ Internationale a fait là, ce fut un véritable crime contre le mouvement révolutionnaire, pour l'isoler du reste du peuple, pour l'isoler des masses, pour le contaminer avec les choses insensées, le discrédit et la chose répugnante et nauséabonde qu'est aujourd'hui, dans le camp de la politique, le trotskysme. Car si jadis le trotskysme représenta une position erronée, mais une position à l'intérieur du camp des idées politiques, le trotskysme s'est converti dans les années suivantes en un instrument vulgaire de l'impérialisme et de la réaction ». (ibidem, p. 11-12).

C'est une honte, camarade Fidel Castro, que d'utiliser votre prestige et l'admiration et l'amour que les masses révolutionnaires du monde entier ressentent à l'égard de la révolution cubaine, pour ressortir des poubelles de l'histoire les calomnies et les mensonges que plus personne n'ose formuler, même en Union soviétique, après le XX^e^ et le XXII^e^ Congrès du P.C.U.S. !

Le trotskysme devenu « un instrument vulgaire de l'impérialisme et de la réaction » ? A quelle époque ? Quelles sont vos preuves ? Staline a fait assassiner la majorité des membres du Comité Central du P.C.U.S. de l'époque de Lénine, des dizaines de milliers

de vieux bolcheviks, y compris Léon Trotsky lui-même, le créateur de l'Armée Rouge, sous l'accusation vile et calomnieuse d'être des « agents de l'impérialisme nazi ». La guerre passée, les archives ont été ouvertes, des tonnes de documents ont été remuées de fond en comble, y compris par des juges soviétiques, le procès de Nüremberg a eu lieu : pas une pièce, pas une ligne n'a pu être produite à l'appui de cette accusation. Le XX[e] Congrès du P.C.U.S. a révélé que les « aveux » faits par les victimes de Staline avaient été extorqués à l'aide de tortures et d'autres moyens de contrainte barbares et inhumains. Personne de sensé n'attache plus le moindre crédit à ces calomnies. Et c'est vous, le grand dirigeant de la révolution cubaine, l'homme qui a dit que la révolution a avant tout besoin de vérité, qui repêchez ces infâmes calomnies balayées par l'histoire !

Après la terrible expérience de Staline, plus personne ne croit à des accusations sans preuves, quelle que puisse être l'autorité de l'accusateur. Prenez garde que vos accusations irresponsables ne se retournent contre vous et ne discréditent gravement — malgré nos efforts — la magnifique, l'immortelle révolution cubaine elle-même.

Car, contrairement à ce que vous semblez supposer, le mouvement trotskyste n'est plus aujourd'hui, de par le monde, une poignée de persécutés sans audience, sans influence, inconnus et isolés des masses. Grâce à sa résistance héroïque à l'assaut meurtrier de Staline et du stalinisme ; grâce à sa participation courageuse et permanente à tous les mouvements de masse, le trotskysme est aujourd'hui largement connu et identifié par l'avant-garde révolutionnaire dans de nombreux pays. Et cette avant-garde vous posera de nombreuses questions auxquelles vous serez bien embarrassé de répondre, camarade Fidel Castro :

Est-il un « vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction », le camarade Hugo Blanco, qui, en organisant les paysans pauvres de son pays, en les amenant à occuper les terres que les propriétaires fonciers leur avaient volées, en les poussant à résister les armes à la main à la répression de l'armée et de ces propriétaires, a effectivement déclenché la révolution péruvienne à laquelle vous attachez tant d'importance dans ce même discours ?

Sont-ils « de vulgaires instruments de l'impérialisme et de la réaction », les militants trotskystes boliviens qui, à la tête des mineurs armés, ont infligé la première défaite militaire à la réaction de leur pays dans la bataille de Sora-Sora ? Est-il un « vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction » le camarade Cesar Lora, leader syndical lâchement assassiné par la réaction, et dont les funérailles suivies par des milliers de mineurs sont devenues un véritable défi à la dictature militaire ? Le camarade Hugo Gonzales Moscoso, contre l'arrestation duquel des milliers d'étudiants et d'ouvriers de La Paz partirent spontanément en grève ?

Est-il un « vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction », le camarade Kanai Pal, député trotskyste de la diète du Bengale oriental, arrêté pour sa fidélité intransigeante à l'internationalisme prolétarien, pour son refus d'appuyer la bourgeoisie de son pays contre l'Etat ouvrier chinois ?

Sont-ils de « vulgaires instruments de l'impérialisme et de la réaction » les trotskystes des Etats-Unis, qui étaient parmi les premiers à lever le drapeau de la défense de la révolution cubaine à l'intérieur même de la principale forteresse impérialiste du monde ? Le camarade Farrel Dobbs, candidat du Socialist Workers Party à la présidence des Etats-Unis, qui faisait de la défense de la révolution cubaine le point principal de sa campagne électorale en 1960 et qui traversa tout le pays, prononçant des discours en défense de cette révolution ?

Sont-ils de « vulgaires instruments de l'impérialisme », les trotskystes français qui, les premiers dans leur pays, avaient organisé l'aide politique et matérielle à la révolution algérienne, au moment où le P.C.F. considérait les responsables de cette révolution comme des « putschistes aventuriers » ?

Sont-ils de « vulgaires instruments de l'impérialisme », les trotskystes qui aujourd'hui, dans quarante pays du monde, organisent, assistent ou impulsent les comités qui

mobilisent les masses en vue d'arracher le retrait inconditionnel des troupes américaines du Vietnam, afin d'aider à la victoire du F.N.L. et de la révolution vietnamienne ?

Non, camarade Fidel Castro, pour la première fois, on ne vous croira pas lorsque vous lancez cette calomnie, et elle ricochera — par votre faute — sur le prestige et l'audience de la révolution cubaine dans le monde.

Pour donner un semblant de justification politique à votre attaque injustifiable contre le trotskysme, vous touchez rapidement au cas du Guatemala, en insinuant que les trotskystes sont d'avis que « unifier l'immense majorité de la population en un vaste front révolutionnaire, des secteurs distincts du peuple... les unifier étroitement autour du mouvement de libération dans la lutte contre l'impérialisme, ce serait absurde, ce serait contre-révolutionnaire. »

Nous accordons notre appui entier au mouvement de guérilla au Guatemala. Nous ignorons qui est responsable de la division survenue dans ce mouvement, bien que votre récit semble en imputer la responsabilité non au commandant Yon Soza mais au commandant Turcios, puisque vous le louez « pour s'être séparé du mouvement du 13 novembre ». C'est pour le moins une étrange manière de défendre l'idée du front unique révolutionnaire, anti-impérialiste, que de glorifier la scission de ce front sous le prétexte que la collaboration est impossible avec ceux qui collaborent avec les trotskystes. Quoi qu'il en soit, nous devons récuser énergiquement votre insinuation selon laquelle les trotskystes, soit au Guatemala, soit au Vietnam, soit ailleurs, considèrent « absurde » ou « contre-révolutionnaire » la constitution d'un front unique anti-impérialiste. C'est une calomnie supplémentaire.

Les trotskystes, les marxistes révolutionnaires, sont et restent partisans d'un front unique anti-impérialiste le plus large, de la collaboration sincère de toutes les forces au sein de la révolution coloniale prêtes à porter des coups à l'ennemi impérialiste. Mais ils ajoutent deux enseignements de l'histoire déjà formulés par Lénine, deux enseignements que tout le cours de la révolution depuis 1917 a confirmés encore et toujours.

D'abord, que le parti du prolétariat et des paysans pauvres ne doit sous aucun prétexte abandonner son indépendance organisationnelle au sein de ce front unique anti-impérialiste, car seul le prolétariat et la paysannerie pauvre sont capables de combattre l'impérialisme sans réserves ni réticences, jusqu'au bout. Ensuite que si, sous prétexte de constituer un front unique impérialiste et de gagner à ce front la « bourgeoisie nationale », on adapte en fait le programme, les mots d'ordre, les formes et moyens d'action non pas aux aspirations et possibilités des masses mais à l'unité avec la bourgeoisie « nationale », alors on lui abdique la direction du mouvement anti-impérialiste et on constitue en fait avec elle et sous sa direction un « bloc de classes » qui aboutit aux défaites et aux désastres les plus sanglants.

Pour ne pas remonter trop loin en arrière, il suffit de se pencher sur le cas récent du Brésil, où tout le mouvement fut subordonné aux directives et aux initiatives d'un Goulart, qui ne pouvait pas ne pas capituler devant l'impérialisme, et sur celui de l'Indonésie, où le même « bloc » appelé Nasakom, a abouti au massacre de 100.000 communistes et à l'emprisonnement d'autres 100.000 militants, pour se rendre compte du fait que l'enseignement et les avertissements des trotskystes à ce propos ne sont pas dénués de tout fondement.

C'est aussi ce qui le peuple cubain, dans la II[e] Déclaration de La Havane, proclame clairement, s'inscrivant ainsi en faux contre la politique menée par les P.C. et confirmant la justesse de la théorie de la révolution permanente :

« Dans les conditions historiques actuelles de l'Amérique latine, la bourgeoisie nationale ne peut pas diriger la lutte anti-féodale et anti-impérialiste. L'expérience a démontré que dans nos pays, même quand ses intérêts sont en contradiction avec ceux de l'impérialisme yankee, cette classe a toujours été incapable de lui résister, par crainte de la révolution sociale et des masses exploitées. »

Trotsky l'avait dit dès 1905 dans sa théorie de la révolution permanente. Partout

où le mouvement ouvrier révolutionnaire a pris lui-même la direction de la révolution, la menant sans interruption jusqu'à la victoire de la révolution socialiste, il a triomphé : ce fut le cas en Russie en 1917, en Yougoslavie en 1945, en Chine en 1949, au Nord-Vietnam en 1954, à Cuba en 1959-60. Partout où il a abdiqué ce rôle dirigeant à d'autres classes ou à d'autres forces sociales, on a abouti à de sanglantes défaites. Voilà ce que ne cessent de proclamer les trotskystes, forts des leçons d'un demi-siècle d'expériences révolutionnaires.

Votre attaque contre les trotskystes renforcera objectivement en Amérique latine ces opportunistes qui récusent en fait les enseignements de la IIe Déclaration de La Havane, les enseignements de la révolution cubaine, et qui continuent à prôner la « voie pacifique » et « l'alliance avec la bourgeoisie nationale ». Et cela risque d'avoir des conséquences graves pour la révolution latino-américaine.

Vous avez osé, enfin, qualifier d' « anti-historiques » et « discréditants » le programme et l'organisation de la IVe Internationale.

La tentative de discréditer le trotskysme, Staline et la bureaucratie soviétique l'avaient entreprise. Jamais au sein du mouvement ouvrier on n'avait pour cela employé des moyens aussi colossaux — y compris des assassinats en masse. En 1937, au moment des infâmes procès de Moscou, Léon Trotsky avait lancé sa célèbre prophétie à la tête des maîtres du Kremlin : « La révolution ouvrira toutes les armoires secrètes, révisera tous les procès, réhabilitera les calomniés, dressera des monuments aux victimes, vouera une malédiction éternelle aux bourreaux. Staline disparaîtra de la scène sous le poids de ses crimes, comme le fossoyeur de la révolution et la plus sinistre figure de l'histoire ». A ce moment, il était presque sans organisation, ses amis et ses partisans furent massacrés en grand nombre ; Staline, à la tête d'une des principales puissances du monde, sortit victorieux de la deuxième guerre mondiale. Mais un quart de siècle plus tard, la prophétie de Trotsky s'était déjà en grande partie réalisée. Aujourd'hui, en U.R.S.S. et dans les partis communistes, malgré les monstrueuses falsifications lancées contre Trotsky, malgré les difficultés qu'ont souvent les militants à accéder à la littérature trotskyste, de Trotsky et de Staline, ce n'est certainement pas le premier qui est discrédité mais celui qui a sali le drapeau du socialisme en organisant, en son nom, les « épurations » et des camps de concentration sur lesquels des millions de citoyens des Etats ouvriers connaissent aujourd'hui au moins une partie de la vérité.

Le trotskysme, entreprise anti-historique ? Il est le marxisme de notre époque, et ceux qui veulent développer de manière créative et vivante l'analyse marxiste des problèmes de l'impérialisme contemporain, du capitalisme des monopoles, de la révolution coloniale, de la construction de la société socialiste, sont obligés de puiser constamment à sa source.

Le trotskysme, entreprise anti-historique ? Mais depuis la deuxième guerre mondiale, du Chili au Japon, de la Grande-Bretagne à l'Argentine, de Ceylan à la Belgique, de la Grèce et de l'Italie aux Etats-Unis, des jeunes socialistes et des jeunes communistes, avant-garde de leur pays, rejoignent en grand nombre le trotskysme.

Le trotskysme, entreprise anti-historique ? Le trotskysme, c'est la lutte pour l'extension mondiale de la révolution socialiste, pour le renversement du capital dans tous les pays, pour l'organisation d'une dictature du prolétariat se confondant avec la réelle démocratie pour les travailleurs et les paysans pauvres, pour l'organisation de l'Etat ouvrier sur la base de comités d'ouvriers et de paysans pauvres démocratiquement élus, pour l'élaboration et le contrôle démocratique du Plan, pour la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes, pour le libre essor de l'art et de la culture, pour le dépérissement de l'Etat, des classes, de l'économie marchande. Le trotskysme, c'est la lutte inlassable pour recréer une nouvelle Internationale Communiste de masse. Le trotskysme n'est que l'expression consciente de la marche de l'histoire à notre siècle. Aucune force au monde n'empêchera en définitive la réalisation de notre programme, sans laquelle ni le bien-être ni même la survie du genre humain ne pourront à la longue être assurés.

La IVe Internationale n'a cessé de défendre toutes les révolutions, quelle que soit l'attitude de leurs dirigeants à son égard. Nous nous identifions complètement avec

la révolution cubaine et avec ses répercussions en Amérique latine et dans le monde, quoi que vous puissiez dire ou faire contre nous, camarade Fidel Castro. Rien ne peut arrêter le trotskysme, la IVe Internationale. Mais votre imitation des dirigeants soviétiques et chinois dans l'emploi de calomnies, d'amalgames, de qualification d' « agents de l'impérialisme », en guise de discussions politiques, porteront préjudice à la révolution cubaine.

Au Fidel Castro du 15 janvier 1966, la IVe Internationale et tous les révolutionnaires répondront par le Fidel Castro du 13 mars 1962 qui, à l'Université de La Havane, dénonçait les truquages de textes et la falsification de l'histoire, qui proclamait que « la révolution doit être une école de pensée sans entraves » et qui disait :

« Devant une génération nouvelle qui commence à étudier, qui a soif de connaissances, soif de s'engager dans l'étude de l'histoire, de s'engager dans l'étude du marxisme, comment pourrions-nous lui imposer des œillères si grandes que nous ne lui permettrions même pas de lire le texte entier d'un document historique ? »

Ils répondront par le Castro qui, dans le même discours, affirmait :

« La révolution doit amener les hommes à étudier, à penser, à analyser, afin d'acquérir des convictions profondes, des convictions tellement profondes qu'il n'y aura pas besoin d'utiliser de tels artifices (comme la falsification de documents)... C'est parce que nous avons foi dans nos idées et dans le peuple que nous ne sommes pas si lâches que d'accepter de telles choses. »

Et au Castro qui vient d'affirmer que le trotskysme est devenu « un vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction », la IVe Internationale lance le défi suivant : qu'il soumette ses preuves devant un tribunal populaire cubain ; cinq dirigeants les plus représentatifs de celle-ci sont prêts à être jugés dans un procès public et contradictoire par un tel tribunal, par tout le peuple de Cuba. Ainsi le peuple de Cuba saura que toute l'activité de la IVe Internationale n'est consacrée qu'à un seul but : la victoire de la révolution socialiste mondiale !

LE SECRETARIAT UNIFIE DE LA IVe INTERNATIONALE.

Le 1er février 1966.

A nos lecteurs

Bien que les prix d'impression aient augmenté et que ce numéro comporte 96 pages, nous avons maintenu le prix pour ce numéro à 3 francs.

Mais nous informons nos lecteurs et amis qu'à partir du prochain numéro, nous nous verrons contraints de porter le prix de notre revue à 4 francs par numéro. De même, nous serons obligés de porter le prix de l'abonnement annuel pour la France à 15 francs, l'abonnement de soutien à 20 francs, et le prix d'abonnement pour l'étranger à 20 francs ou l'équivalent de 4 dollars.

Cependant, nous accepterons les abonnements à l'ancien prix jusqu'au 31 mars prochain.

PERSPECTIVE MONDIALE
WORLD OUTLOOK

Ce service de presse qui paraît depuis trois ans paraissait jusqu'à présent en anglais.

A la suite d'une réorganisation, il paraît désormais en anglais aux Etats-Unis, et une édition française paraîtra dès la fin du mois de février.

Pour tout renseignement, s'adresser à : Pierre FRANK, 21, rue d'Aboukir, Paris 2e.

Aidez "Quatrième Internationale" !

Aidez la diffusion de notre revue !

Une publication comme la nôtre a besoin de l'aide de tous ses lecteurs. Tout d'abord, l'aide, sous la forme d'un abonnement, car les abonnements assurent, beaucoup mieux que la vente au numéro, les rentrées nécessaires pour couvrir les dépenses d'impression et d'expédition qui vont, hélas, toujours croissant. Dépêchez-vous de vous abonner, avant que nous ne soyons contraints d'augmenter nos tarifs et notre prix de vente, en correspondance avec la hausse des prix d'impression et d'expédition.

Aidez-nous aussi à trouver de nouveaux abonnements. Fournissez-nous des noms et des adresses pour la prospection.

Abonnement : un an (4 numéros) ..... 11 F

Abonnement de soutien ..... 15 F

Abonnement étranger ..... équivalent de 3 dollars
(plus frais postaux pour expédition par avion)

(Ces prix seront valables jusqu'au 31 mars)

Faites un service de « Quatrième Internationale » comme abonné possible à :

Nom : ..... Adresse : .....

Nom : ..... Adresse : .....

Nom : ..... Adresse : .....

En vente aux Publications de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 **(tome I :** L'exil, Staline théoricien, le premier plan quinquennal.) ..... 10,00 F

Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 **(tome II :** Où va la France ?) 5,00 F

Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 **(tome III :** La tragédie de la classe ouvrière allemande en 1933, la révolution espagnole ..... 16,00 F
(Les trois tomes ensemble : 25 F)

Les Bolchéviks contre Staline (1923-1928)
(Cours Nouveau, de L. Trotsky ; la plate-forme de l'Opposition de gauche Trotsky-Zinoviev ; les « dangers professionnels du pouvoir », de C. Rakovsky) ..... 4,00 F

M. Pablo. — Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme ..... 4,00 F

Après de Gaulle ? Une brochure éditée par le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV[e] Internationale) .... 1,00 F

« Quatrième Internationale », numéros spéciaux :

Le 5[e] Congrès Mondial de la IV[e] Internationale (1957) ..... 2,00 F

Le 6[e] Congrès Mondial de la IV[e] Internationale (1961) ..... 2,50 F

Le Congrès Mondial de Réunification (1963) ..... 3,00 F

Pierre FRANK. — Construire le Parti révolutionnaire ..... 2,00 F

et tous autres livres : Littérature et Révolution de Trotsky ; Biographie de Trotsky, de I. Deutscher ; Traité d'économie marxiste, de E. Mandel ; etc.

Commandes à Pierre FRANK, 21, rue d'Aboukir, PARIS-2[e]
Compte Chèques Postaux C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris.

Directeur de la publication : Pierre FRANK Diffusé par N.M.P.P.

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12[e]

Imprimé en France
Prix : 3 F
Prix pour l'Afrique du Nord : 2 F